MOBILISATION
revue POLITIQUE militante

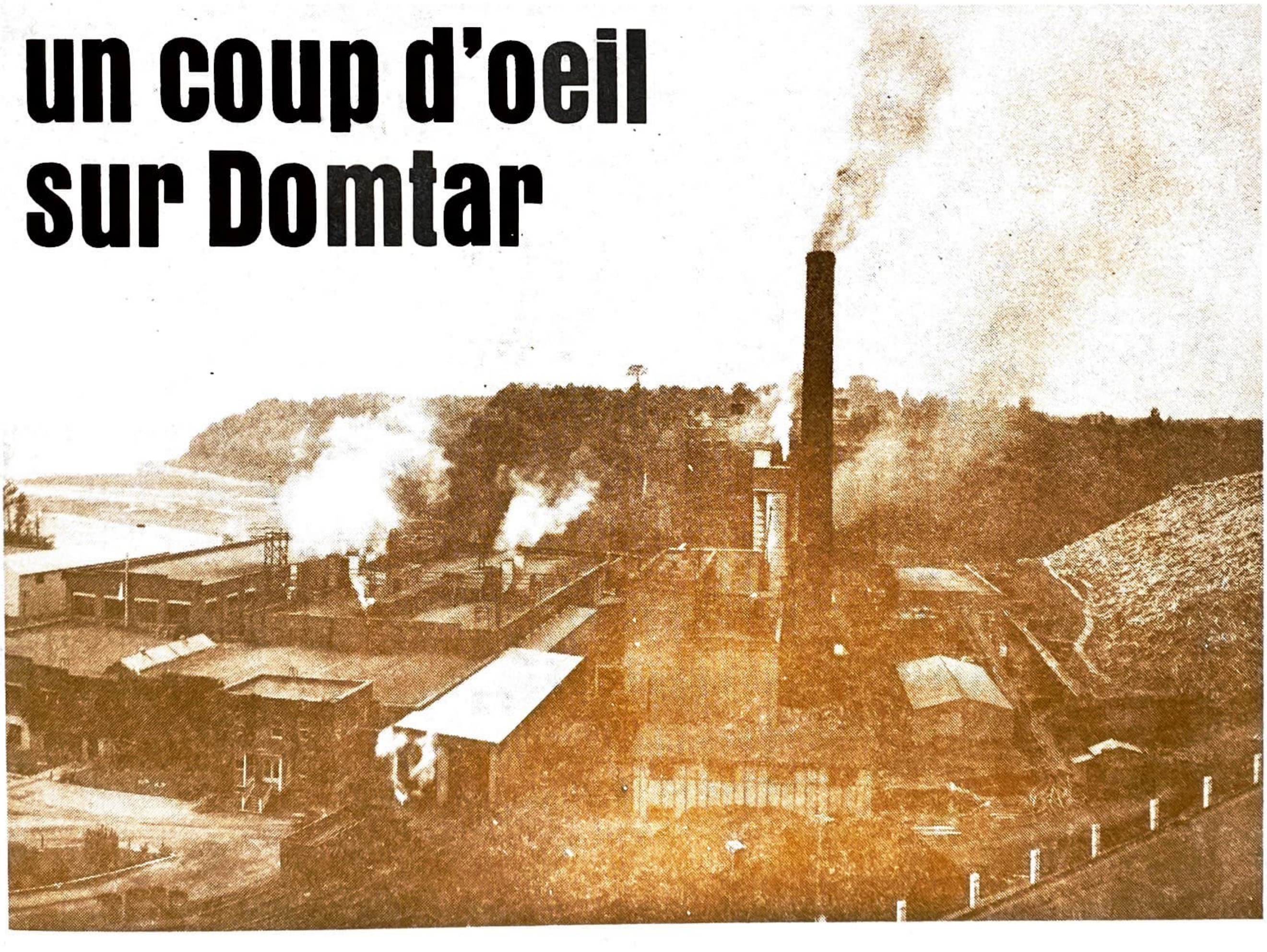
VOL. 3 no. 5 .25

FEVRIER 1974

L'ENQUETE ECONOMIQUE

caractéristiques et limites

un coup d'oeil sur Domtar



The Donnacona Mills

AVANT-PROPOS

Un aspect du travail militant qui a souvent été négligé concerne **l'enquête économique**. Parce qu'on connait mal les instruments disponibles, on a souvent tendance à considîrer l'enquète économique comme une "montagne" à réaliser et uniquement réservé aux "spécialistes". D'autre part, on a également trop souvent surestimé le "pouvoir organisateur" de l'enquête économique. L'enquête que nous présentons dans le présent numéro peut en quelque sorte être considéré comme une modèle du genre. On trouvera d'ailleurs en présentation du texte les caractéristiques et les limites d'une telle enquête.

Dans un même ordre d'idée, on trouvera à la suite de ce texte, une brève présentation du **Centre de Recherche et d'Information sur le Québec**, dont la principale activité collective concerne justement la recherche économique.

●●●●●

Un des objectifs secondaires que s'était fixé **MOBILISATION**, en septembre dernier, consistait à rendre accessible aux militants les principes de base du marxisme-léninisme. Jusqu'à date, **MOBILISATION** a rempli cette tâche d'une façon partielle et trop limitée à des aspects particuliers qui ressortaient des pratiques militantes (ex: "La femme et la lutte des classes" dans le dernier numéro). Evidemment, nous considérons toujours que lier les acquis qui ressortent de nos pratiques aux grandes leçons qu'ont tirés de l'histoire et des luttes de leurs époques Marx, Lénine, Mao, etc... demeure la façon la plus juste de diffuser et faire connaitre le marxisme-léninisme. Toutefois, la nécessité de rendre accessible les principes plus généraux du marxisme-léninisme (sans nécessairement les lier directement aux pratiques) demeure une tâche que nous tentons d'amorcer plus systèmatiquement dans le présent numéro avec un article sur **le PARTI: avant-garde du prolétariat.**

●●●●●

De plus, vous trouverez ce mois-ci dans la revue, une enquête après d'un groupe de travailleurs d'une entreprise de transport public, un interview avec le Comité d'information Politique sur le film "On a raison de se révolter", un article sur l'Espagne et enfin, la suite du numéro précédent sur le mouvement ouvrier américain.

SOMMAIRE

VOL. 3, NO. 5

MOBILISATION

La publication de la revue **MOBILISATION** est assumée conjointement par des militants venant des groupes suivants:
LE CAP ST-JACQUES,
LE CAP MAISONNEUVE,
LA LIBRAIRIE PROGRESSISTE,
L'AGENCE DE PRESSE LIBRE DU QUEBEC (APLQ).

Le développement des pratiques d'organisation, l'apparition de plusieurs comités d'usine, de quartier et d'école, impulsés par des militants revolutionnaires, soulève la nécessité de renforcer les liens entre les groupes progressistes et d'oeuvrer au développement d'une orientation politique commune. C'est à cette tâche que veut contribuer la publication par plusieurs groupes d'une revue militante diffusant des bilans de pratiques, des analyses, des textes de formation et suscitant des débats et discussions entre groupes politiques.

MOBILISATION est donc conçue comme moyen d'échange et de formation, dont le but est de contribuer à clarifier l'orientation politique et idéologique des groupes oeuvrant à l'édification du parti du prolétariat.

A Montréal vous pouvez trouver **MOBILISATION:**
-au **CAP Maisonneuve,** 3902 Ontario est
-à **l'APLQ,** 2074 Beaudry
-à la **Librairie Progressiste,** 1867 Amherst

A Paris, vous trouverez **MOBILISATION** à la librairie **La joie de lire**, 40 rue Saint-Séverin, Paris Ve.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec
Composé et imprimé aux presses de l'APLQ

ENQUETE AVEC DES MILITANTS D'UNE ENTREPRISE DE TRANSPORT PUBLIC

Nous présentons ici une enquête réalisée auprès de travailleurs d'une entreprise de transport publique de Montréal. (la Commission de transport de la Communauté Urbaine de Montréal - CTCUM). Plus de 5,500 travailleurs syndiqués sont employés dans cette entreprise publique et ils ont mené plusieurs luttes importantes depuis quelques années.

Cette enquête se situe dans le cadre de nos tâches, tel qu'exprimé dans notre bilan (voir MOBILISATION, vol. 3 no. 1): c'est-à-dire, permettre l'échange et la systématisation des pratiques militantes dans les lieux de travail. L'enquête suivante n'est pas un bilan systématique et global du travail effectué jusqu'à date par ce groupe de militants. Toutefois, elle constitue une première ébauche d'analyse des pratiques et fait ressortir plusieurs éléments intéressants sur la nature et les conditions dans une entreprise publique, le rôle du syndicat, les relations entre un groupe indépendant et le syndicat, un aperçu des luttes qu'on y mène, etc...C'est entre autres par ce type d'échanges et de débats que nous espérons contibuer à l'avancement des groupes et militants socialistes québécois.

MOBILISATION

L'entreprise

C'est une grosse entreprise de Montréal qui emploie plus de 5,000 travailleurs syndiqués, divisés en 3,200 chauffeurs, 1,600 employés à l'entretien, une centaine de caissiers et quelques 300 employés dans les bureaux. Les militants que nous avons rencontrés proviennent du service de l'entretien pour la plupart (quelques uns des bureaux aussi). Ces 1,600 travailleurs doivent réparer, entretenir et nettoyer les véhicules de transport public et les bâtiments et installations en général de l'entreprise. A part un dépot central où travaillent près de 600 employés, le reste des 1,600 sont dispersés dans plus d'une dizaine de lieux de travail dans la ville, garages, immeubles et installations de la compagnie.

Les travailleurs syndiqués de l'entretien sont divisés entre hommes de métier (mécaniciens et autres) et hommes d'entretien, de nettoyage et apprentis sur la réparation. Un système de classification très complexe établit les salaires pour les gars, salaires qui varient de $4.05 à $5.20. (Dans les bureaux, la classification est encore plus complexe: à côté de salaires de $3,500 par année, on en retrouve à $15,000.). (1) Les travailleurs doivent travailler sur des chiffres, et la fin de semaine, et sont souvent ballotés entre différents horaires de travail.

Etant donné la dispersion des travailleurs en de petites et de moyennes unités de production, la compagnie peut exercer un contrôle plus serré sur les travailleurs. Il y a beaucoup de contremaîtres (environ un pour neuf ou dix gars), et certains se distinguent pour leur mépris des travailleurs (quelques uns des petits boss sont d'anciens "pieds-noirs" d'Algérie) (2) Dans plusieurs départements, les hommes sont souvent considérés comme des robots, qu'on manipule à volonté. Etant donné que le travail n'est pas sur de la production directement, il n'y a pas de cadences comme telles. Mais les boss vont pousser les gars dans le dos s'il y a une surcharge temporaire

---

1) Cette inégalité dans l'échelle des salaires s'explique par une multiplication quasi à l'infini des catégories d'emploi; de plus, cette multiplication est souvent provoquée pour des fins de patronage que par nécessité d'organisation du travail.

2) ex-colonialistes français en Algérie et qui ont fui après la révolution

de travail. En général, l'organisation du travail est très déficiente. L'entreprise souffre d'une bureaucratie complexe et peu efficace, ce qui fait que l'organisation du travail est toujours en retard. On a beaucoup de difficultés à prendre rapidement des décisions (par exemple pour amener des changements d'organisation), ce qui alourdit encore plus la structure qui pèse sur les travailleurs. (3)

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Un autre des problèmes que subissent les travailleurs sont les conditions de santé et de sécurité. Dans les garages, plusieurs véhicules circulent ou font réchauffer leur moteur. Il se dégage alors une très grande quantité de monoxide de carbone; à certains moments, l'air dans les garages prend une forte teinte bleue. Des travailleurs ont vu des oiseaux pénétrer dans le garages et ne plus être capables de s'envoler tellement ils étaient axphysiés par la pollution. A cause de cela, plusieurs cas de crise cardiaque et d'insuffisances pulmonaires sont remarqués. En plus, les accidents de travail sont fréquents. Il n'y a pas ou très peu d'équipement de sécurité. Les véhicules et les installations aussi ne sont pas sécuritaires. Dans certains départements, plus de la moitié des travailleurs sont affectés par des accidents à chaque année, causant la perte d'une ou de plusieurs journées de travail.

A cause de cette situation, des accrochages constants ont lieu entre les patrons et les travailleurs. Plus de 100 griefs en quatre mois ont été posés par le syndicat, la plupart sur des questions de mesures disciplinaire contre des travailleurs à la suite de désaccords sur la convention (questions de sécurité, d'horaires de travail et de surtemps, etc...) La compagnie préfère employer la méthode forte, allant en arbitrage sur plusieurs cas, imposant systématiquement une discipline très stricte aux travailleurs (par exemple sur des cas comme l'obligation d'avoir un papier du médecin pour justifier un congé de maladie). Cette méthode forte est particulièrement employée contre les travailleurs des différents garages dispersés dans la ville, et cela parce qu'elle profite de l'isolement relatif de ces travailleurs.

Les 100 griefs mentionnés proviennent pour la plupart d'environ 200 travailleurs sur lesquels la compagnie s'acharne. Dans les garages plus gros ou au dépôt central, les patrons sont plus subtils préférant combiner le patronage et la division entre les travailleurs avec la répression.

Dans l'entretien, la majorité des travailleurs sont jeunes (moyenne d'âge d'environ 30 ans). Les jeunes sont apprentis sur la réparation des véhicules et aussi travaillent sur le nettoyage et l'entretien général. Près de 25% des travailleurs sont plus âgés: ce sont surtout des mécaniciens et des hommes de métier. Plus de 95% des travailleurs dans l'entretien sont des québécois francophones (90% dans les bureaux). La division entre les jeunes et les vieux existe mais elle n'est pas si forte que cela. Malgré qu'il soit assez difficile de dépasser un certain plafond dans l'avancement et la classification pour les jeunes, les travailleurs plus âgés ne sont pas tellement privilégiés en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail. C'est pourquoi, beaucoup de travailleurs plus âgés sont très combatifs et ont un fort esprit de solidarité (qu'ils ont acquis dans la période de construction du syndicat), alors que les jeunes, plus combatifs dans des périodes chaudes sont un peu moins solidaires quotidiennement.

3) La place et le rôle des employés de service dans les rapports de production capitaliste demeure une tâche de recherche et d'analyse qui reste à fouiller et dont nous espérons rendre compte éventuellement.

Syndicat VS groupe de militants

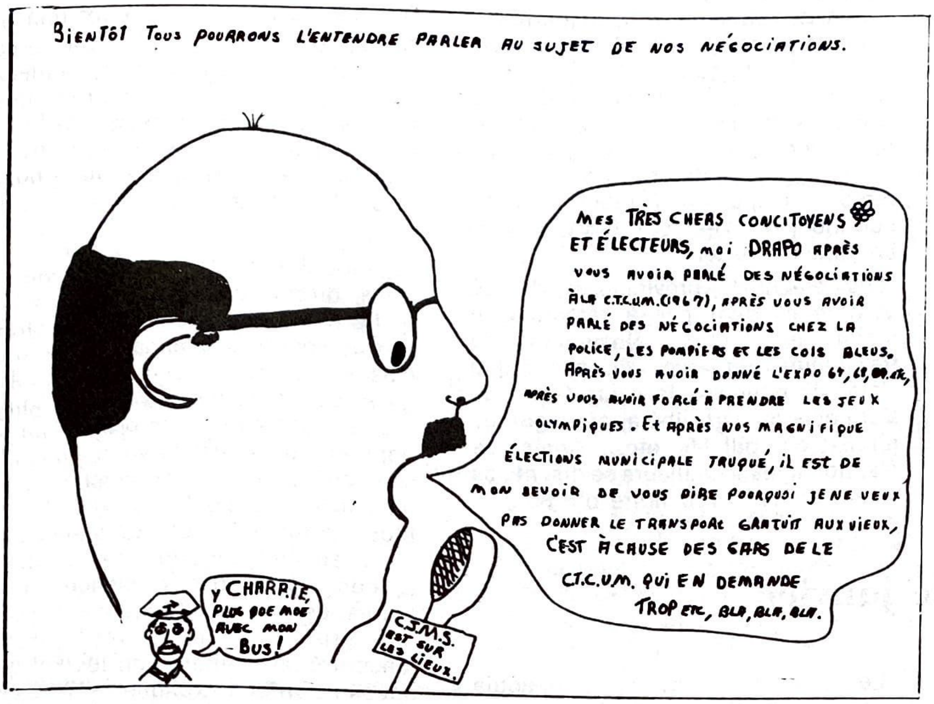
Avant mai 1972 (la période du front commun), un seul syndicat regroupait l'ensemble des 5,000 chauffeurs, employés d'entretien, caissiers et employés de bureau. Ce syndicat affilié à la CSN était dirigé par un nombre égal de délégués des trois secteurs. La direction syndicale de cette époque se distinguait par son bon ententisme et sa collaboration avec les patrons. Très peu de démocratie existait à l'intérieur du syndicat

Un peu avant les évènements du front commun, à la fin de 1971, un groupe de travailleurs s'organisent en une sorte de petit groupe plus combatif et plus conscient. Ils se donnent pour tâche de publier un journal d'information pour les gars de l'entretien et de commencer un travail de sensibilisation et d'organisation des gars de plus en plus déçus face au syndicat. Réunissant au début des militants plus formés, le groupe du journal s'implante peu à peu dans les différents garages et lieux de travail. Certains affrontements verbaux ont lieu avec la direction syndicale qui est extrêmement agressive face au groupe du journal qui "ose" parler d'un contrôle du syndicat par la base.

Lors des événements du front commun, le groupe du journal qui se consolide depuis près d'un an, a assez de force pour intervenir et jouer un rôle principal dans la grève de deux jours. A ce moment, les chauffeurs, très peu organisés et conscients, s'affrontent avec les gars de l'entretien et refusent de respecter les lignes de piquetage. A cause de leurs conditions de travail, les chauffeurs sont très isolés les uns des autres. D'autre part, leur direction syndicale est encore plus affairiste et bon-ententiste avec les boss. Cet affrontement entre chauffeurs et entretien allait bientôt conduire à la division syndicale. On assiste là à un point tournant dans la scission et la sortie des chauffeurs du syndicat CSN (ils ont maintenant une association indépendante).

D'autre part, les dirigeants syndicaux de l'entretien, avec l'aide des conseillers techniques de la CSN, jouent à fond le jeu de la scission, en augmentant eux aussi leur bureaucratisme et en faisant dévier le débat sur une question secondaire, le fait d'appartenir ou non à la centrale, au lieu de poser la question principale, un syndicalisme d'affaires ou un syndicalisme démocratique et combatif. Le rôle négatif des conseillers syndicaux CSN et le manque de services fournis par la centrale jouent en plein le jeu des dirigeants des chauffeurs, provoquant ainsi la désunité des travailleurs.

Devant l'affaiblissement syndical, la direction des gars de l'entretien sent la nécessité de se renforcer. **Le groupe du journal désire aussi favoriser le syndicat, en disant bien sûr qu'il faut le démocratiser et le transformer,** face à la campagne de maraudage et de désunité provoquée par la direction du syndicat de boutique des chauffeurs. Le syndicat à ce moment semble assez faible. Les militants, de même que les dirigants syndicaux se rendent compte de leur peu d'implantation et d'organisation parmi la base. Le contrôle serré exercé par une clique en haut a complètement isolé le syndicat des travailleurs. C'est là précisément que le groupe du journal intervient. Il tente de montrer aux gars que ça leur prend un véritable syndicat, que ni la direction actuelle, encore moins la solution proposée par le syndicat de boutique ne peuvent satisfaire leurs besoins. Après les évènements du



front commun et durant l'année 72-73, les militants du groupe du journal réussissent peu à peu à transformer le syndicat et surtout à briser l'isolement des gars par rapport à leur organisation. On relie aussi les questions politiques générales, comme les questions des bills 89 et 23 (projet de loi sur le transport public et privé). On montre la relation entre la situation dans l'entreprise et en général dans le système.

"...bien sûr que certains vont répondre que la politique c'est sale et qu'il ne faut pas se mettre le nez là-dedans. A cela on peut répondre que la politique serait moins sale si les travailleurs y étaient présents. Comment voulons nous que les gouvernements passent des mesures qui sont favorables à la classe ouvrière sans la domination de celle-ci au niveau politique ou du moins sans les pressions des organisations ouvrières...un gouvernement au service des travailleurs présenterait-il des lois du genre bill 89? ou permettrait-il que le taux de chômage atteigne les proportions actuelles..." (journal d'avril 73)

Le syndicat de l'entretien est dirigé par un conseil syndical regroupant l'exécutif (dont deux permanents), les 13 directeurs des différents départements, et plus de 50 délégués de la base. Au début, ces délégués de base n'avaient pas le droit de vote, laissant le contrôle effectif à l'exécutif et aux directeurs. Après plusieurs luttes menées par les militants, finalement, les délégués ont pu obtenir le droit de vote, changeant ainsi le rapport de force au conseil syndical. Les militants de cette façon ont pu poser les conditions pour une amélioration dans la structure syndicale, ce qui a aussi changé la situation au travail. Durant l'automne 72 et l'hiver 73, plusieurs débrayages partiels ont lieu. Entre autres, plus de 600 travailleurs sortent illégalement pour protester contre des mesures de la compagnie contre des vols d'équipement. Les patrons sont sur la défensive. Des deux côtés, on attend de voir comment vont se dérouler les négociations qui débutent durant l'été 73. Aux élections syndicales avant les négociations, les militants du journal regroupent plusieurs postes. A partir de ce moment, ils ont une sorte de majorité dans les faits au conseil syndical. Les militants tentent de former à ce moment un front commun avec les autres catégories de travailleurs et l'association indépendante des chauffeurs face aux négociations:

"...maintenant, comment faire pour obtenir un front commun dans tout le chamaillage actuel? La meilleure façon est qu'à l'intérieur de chacun de nos syndicats que les membres exigent la mise sur pied d'un front commun. Soyons sans crainte, si les gars à la base l'exigent, les dirigeants vont suivre bon gré mal gré...**Faisons l'unité, c'est la seule force que possèdent les travailleurs...**" (journal de mai 73)

Les militants du journal doivent aussi aborder la question que soulève la compagnie pour justifier son refus face aux revendications des travailleurs, celle des tarifs de transport. En effet, la compagnie comme les autres entreprises publiques en période de négociations, se retranche devant l' "intérêt public" pour annoncer des hausses de tarif si les "méchants" travailleurs demandent "trop" d'argent. En expliquant que la politique générale des transports du gouvernement est favorable aux compagnies privées (qui exploitent les secteurs les plus rentables du transport), le journal a fait comprendre en quoi la hausse des tarifs annoncée par la compagnie n'était qu'un moyen de discréditer les travailleurs aux yeux du public, en faisant passer sur leur dos la politique gouvernementale de transport.

Les revendications syndicales de cet été n'étaient pas exorbitantes: augmentations de salaires très raisonnables, indexation des salaires au coût de la vie (même si cette revendication est généralement considérée comme "inaceptable" par les boss, elle est tout à fait normale dans cette période d'inflation), amélioration du fond de pension et des bénéfices marginaux, réajustement de la classification pour réduire l'écart des salaires, sécurité d'emploi, etc... Malgré le caractère modéré des revendications, la compagnie n'a que très peu cédé. A la fin de l'été, le syndicat organise des assemblées générales. Plus de 94% des travailleurs se prononcent pour la grève, avec plus de 1,000 personnes présentes. Mais déjà l'éxécutif syndical tente de se dérober. Le conseiller technique de la CSN exerce beaucoup de pression sur les travailleurs: "Si vous n'acceptez pas ces offres, la compagnie va se durcir..." Finalement, suite au chantage du conseiller technique et de l'exécutif, les travailleurs acceptent à 65% les offres, avec un bon 35% des gars résolument contre. C'est une victoire de la compagnie.

Après la signature du contrat, un grand découragement affecte les travailleurs. Même les militants du comité du journal sont touchés. On parle à ce moment dans le journal de toutes les faiblesses du syndicat, du comité de négociation. On tente malgré tout de montrer qu'il faut continuer la lutte:

"Nous avons arraché dans l'entretien des concessions importantes à l'employeur, mais compte tenu de la force que nous avoins, on aurait pu obtenir beaucoup plus. Qu'on se dise bien une chose, la solidarité des gars a été le seul atoût pour l'obtention des gains arrachés...

... La journée où les travailleurs chez nous seront conscients: que le syndicat c'est un outil collectif qui ne doit appartenir qu'à eux seuls, qu'un

syndicat c'est aussi un instrument important pour la libération des travailleurs, que les permanents syndicaux doivent être au service des travailleurs et non pas les travailleurs au service des permanents... Au fur et à mesure que les gars deviendront conscients de ces choses et qu'ils les mettront en pratique, les patrons pourront de moins en moins se servir de personnes interposées pour arriver à leurs fins de division et ceux qui servent de modérateurs et de frein face à la mobilisation des travailleurs trouveront ce rôle de plus en plus difficile sinon impossible à jouer!!!" (journal de novembre 1973)

Face à une démobilisation dans le syndicat, les militants du comité de journal accentuent le rôle du journal. Il devient encore plus relié aux travailleurs de l'entreprise. On met une grande emphase à parler et à faire parler le monde sur les conditions bien concrètes de tous les jours. En général, on tente malgré tout de remonter le moral et de montrer que ça continue, on n'est pas morts, on va continuer à lutter.

Les élections provinciales du 29 octobre n'aident pas à remonter le moral non plus. Beaucoup de travailleurs ont voté PQ, parce que c'était là pour eux la seule façon de s'opposer au parti libéral qui signifie: répression, bill 89, etc... Après les élections, les travailleurs se disent: ça y est, on va l'avoir notre bill 89...

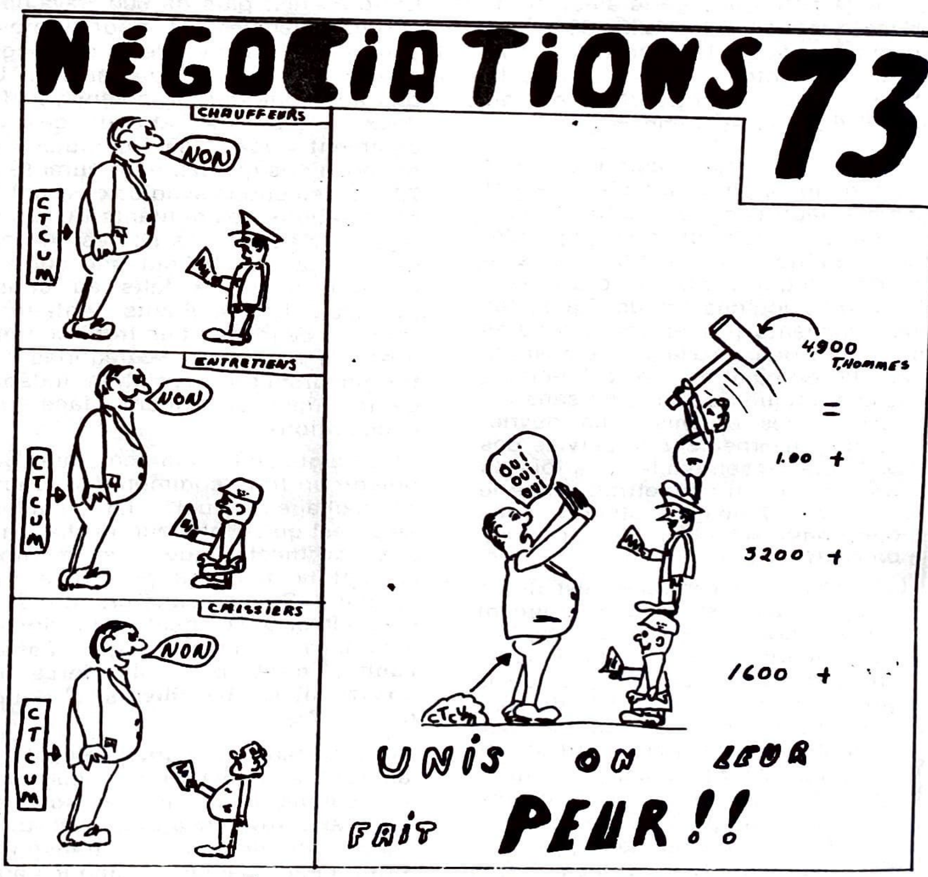
La lutte de janvier

Alors que le mécontentement subsiste face au dernier contrat (surtout quand les travailleurs doivent assister impuissants à la montée des prix), le syndicat est assez tranquille. Les opposants semblent moins forts qu'avant. Tout semble calme. Puis tout à coup, un incident anodin au premier coup d'oeil fait péter la baraque. Lors des vacances de Noël, un contremaître dans un département suspend un travailleur qui avait refusé de travailler le jour de congé. Cette suspension va à l'encontre directement d'une clause de la convention qui permet aux travailleurs de refuser de rentrer lors des congés statutaires. Cette suspension entraine le 8 janvier le débrayage des 30 travailleurs du département où le gars a été suspendu. Après que la nouvelle eut circulé par le biais des délégués syndicaux, le surlendemain, plus de 1,000 travailleurs sortent en masse. Le patron ne veut pas céder. Les travailleurs présentent leurs revendications: Retirez les suspensions jusqu'à l'arbitrage. Le patron veut rien savoir.

Le premier jour de leur grève, ils occupent la cafétéria au dépot central et discutent ensemble de l'arrogance de la compagnie. Tous les ressentiments et les colères retenues peuvent sortir et on est décidé à tenir bon. Le mouvement dans son ensemble est très spontané. En général, la direction syndicale ne s'y est pas opposée, pourtant, elle n'a rien fait non plus pour partir la grève. Pendant ce temps, les chauffeurs isolés dans leur tour d'ivoire continuent à travailler. Dans les bureaux, on se pose beaucoup de questions, mais on se sent assez éloigné de tout cela, et on continue de travailler.

Le troisième jour, la compagnie obtient en quelques minutes une injonction, menaçant la CSN, le syndicat local, de même que neuf militants syndicaux de prison et de fortes amendes si le travail ne reprend pas. Le rapport de force est assez défavorable aux travailleurs, ils viennent à peine de signer un contrat de 30 mois dans lequel tout arrêt de travail est interdit, la CSN n'est certainement pas prête à les soutenir avec force, on doit donc rentrer, mais les gars sont quand même contents d'avoir écoeuré la compagnie. On a toujours bien réussi à montrer sa force et sa détermination...

Des militants du comité du journal nous diront après ces évènements qu'ils n'avaient jamais ressenti aussi fort un sentiment d'appartenance à la classe ouvrière. On sentait avec cette grève comment les travailleurs constituaient une classe, un groupe qui se tient et qui a des intérêts distincts face aux patrons. Les intérêts d'un travailleur, ce sont les intérêts de tous. La mentalité des gars était pas mal changée après cette grève illégale. La compagnie aussi a changé. Entre autres, certains contremaîtres baveux ont pris leur trou. Nous avons rencontré les militants du journal qui nous ont un peu expliqué ce qui s'est passé depuis ce temps et comment ils voient le travail maintenant.



INTERVIEW

C'est quoi les derniers évènements à la suite de la grève?

La compagnie a pas cédé sur la suspension. On continue l'arbitrage. D'ailleurs, on a d'autres cas en plus dans le même genre. On continue de placer des griefs.C'est la guerre continuelle entre nous et les boss.

A part de cela, il y a eu un autre arrêt de travail. Quand il y a eu un accident récemment, on a fait faire du surtemps à des gars. Un contremaître trop baveux a voulu enlever du temps à des gars qui avaient pris 5 minutes de plus pour manger. Quand les gars ont appris ça, les 40 y sont sortis, y sont allés voir le boss. Le boss a eu pas mal peur, ça fait qu'il a cédé.

A part cela, il y a eu un gros feu. Tout le monde dans la ville en a entendu parler. Nous autres, on l'avait prévu depuis longtemps. Ca fait 5 ans que le syndicat demande la formation d'un comité de sécurité. La compagnie nous riait dans la face, là ils ont eu peur. C'est la panique dans l'administration. Actuellement, on pousse le syndicat et la CSN, surtout le Conseil central à Montréal, de demander une enquête publique là-dessus. C'est pas croyable les conditions de sécurité dans le transport public. On va sortir des cas qui vont faire sursauter le monde.

Actuellement la direction du syndicat cherche à cautionner l'idée d'un comité de sécurité conjoint, patronal-syndical. Nous autres, on est contre ça. On veut qu'il y ait une rupture avec les patrons. Faire accepter la nécessité de faire notre propre enquête, ce serait un pas en avant pour les travailleurs, aussi les usagers sont touchés par ça. On pense faire ressortir encore plus le côté "profiteur" de la compagnie qui ne prend même pas la peine de protéger le public. On profite encore de ça pour mieux s'organiser.

C'est quoi maintenant la situation dans le syndicat?

La direction est encore aux mains de bureaucrates. Mais actuellement, ils sont faibles. Parmi les gars, il y a beaucoup de mouvements et de gestes spontanés. Mais c'est très peu organisé. Le syndicat avec sa direction actuelle ne veut pas toucher à ça. D'autre part, les gars ne veulent pas s'embarquer dans le syndicat. Ils aiment mieux rester indépendants, mais pas parce qu'ils aiment la compagnie. Nous autres, le comité du journal, on veut transformer le syndicat pour qu'il remplisse son rôle, parce que c'est seulement lui qui peut le faire. Le comité de journal, c'est un groupe de gars décidés qui veulent bâtir une organisation et une solidarité syndicale dans l'entreprise. Le journal, ça appartient à tout le monde. Il y a au moins 100 gars qui ont écrit dedans. On veut être une sorte de haut parleur pour les travailleurs.

Avec le syndicat, dans le conseil syndical, on affronte encore l'exécutif. Sur la question de l'enquête sur la sécurité par exemple. Eux autres, ils ne diront pas qu'ils sont contre. Ils vont dire qu'ils sont pour. Sauf qu'ils ne veulent pas se mouiller, s'embarquer là dedans à fond. Nous autres, on dit que le syndicalisme, ça doit être au service des luttes dans la shop, pas une place pour parler avec les boss. Il y a plusieurs travailleurs qui ne s'occupent pas du syndicat, y vont même pas aux assemblées. Pour eux autres, ce n'est pas une solution. Ils se considèrent trop faibles pour affronter la grosse machine, le gouvernement, les juges, etc...

Justement, on touche là un autre point: comment voyez-vous les limites des luttes dans une seule entreprise, les luttes syndicales?

Avec un syndicat isolé, même un bon syndicat, démocratique, on atteint vite notre point de saturation. Ils sont capables de nous casser tous ou de nous faire attendre longtemps. On n'a qu'à regarder tous les conflits qui pourrissent pendant des mois, Firestone (même s'ils ont gagné, ça a pris quasiment un an de grève), Gypsum, etc...Les revendications ouvrières, elles sont bien limitées dans le cadre de la shop.

Pendant ce temps là, les travailleurs sont obligés de suivre un peu les partis bourgeois, comme le P.Q. La bureaucratie syndicale fait le petit chien derrière le P.Q. pendant que celui ci vote des lois anti-ouvrières. Il n'y a pas d'alternative générale, politique, et sans cela, on est pogné pour se battre au jour le jour. La lutte économique, ça a des hauts pis des bas, c'est comme des vagues. Les résultats que cela donne sont toujours partiels. Les travailleurs sont conscients de ça. Ca ne les intéresse pas de s'embarquer dans des luttes à plus finir pour gagner des miettes. Malgré tout cela, on peut pas faire autrement que d'essayer de sauver les meubles, de résister aux patrons.

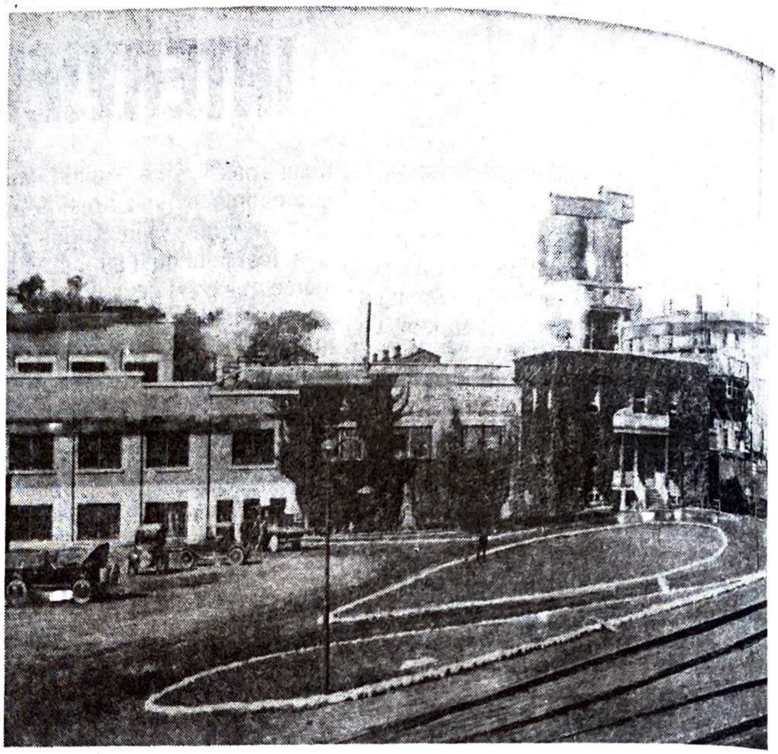
Les initiatives politiques du mouvement syndical, c'est encore beaucoup trop dans les mots. L'autre jour, dans une réunion à la CSN, on a entendu Pepin dire que les fronts communs, c'est ben beau, mais pas à tout prix. Il était encore pogné dans ses affaires de construction avec la FTQ. Nous autres, on veut finir ces histoires-là. Les travailleurs aussi. Aujourd'hui, dans notre shop, il y en a plus pour appuyer le gouvernement, pour eux autres, c'est clair. C'est clair aussi les compagnies multinationales, les hausses de prix. On y goûte en maudit. On n'a plus besoin de convaincre les gars. Ils le savent. Il y en a même qui disent quil faut rouvrir les négociations . Ca fait rien que trois mois qu'on a signé, et déjà, ça fait plus, avec la hausse des prix.

Nous autres, on devient conscients que ça nous prend une organisation politique. Sans cela, y a pas de solution. La bureaucratie syndicale aura beau nous dire tout ce qu'à voudra, on peut pas laisser la politique aux bourgeois.

Ou est le journal la dedans?

Avec le journal, on tente de lier des questions qui se passent à tous les jours dans la shop avec des questions politiques. On parle du Chili, on parle de bien des affaires, mais ce qui est principal, c'est les affaires que les gars ressentent. On est un journal de shop des travailleurs. On n'est pas un groupe ou un syndicat. On est bien prêt à appuyer des initiatives de tous les travailleurs, que ce soit les comités populaires ou le CRIM (comité régional inter-syndical de Montréal). On est conscients de nos limites, on pense qu'en informant les gars et en leur faisant prendre conscience de leur situation, ça va être un pas en avant.

un coup d'oeil sur DOMTAR



Pourquoi une recherche économique et pourquoi sur DOMTAR

Parmi les textes d'enquête économique portant sur des milieux de travail, "Un coup d'oeil sur Domtar" réunit trois avantages: un volume ni trop court ni trop long, une forme relativement simple et il donne un portrait général d'une compagnie. Ceci dit, pourquoi un tel texte dans Mobilisation?

Il faut attendre de ce texte deux choses principales. D'abord la compréhension qu'il fournit d'une compagnie [structuration interne, situation par rapport au secteur de production auquel elle appartient, et de sa position au sein de la bourgeoisie] permet de souligner l'importance stratégique et tactique qu'un militant peut tirer de connaissance semblables acquises sur l'entreprise où il travaille.

D'autre part, la description systématisée du développement de la compagnie Domtar fournit des concepts de base qui peuvent aider les militants à mieux comprendre les mécanismes propres à la formation et au développement des monopoles.

De façon secondaire, on peut aussi tirer de ce texte des connaissances sommaires sur le développement de l'industrie des pâtes et papiers au Québec. Ce n'est pas Domtar en tant que tel qu'il faut y chercher mais plutôt Domtar pris comme exemple.

Par ailleurs, il faut noter qu'avec ce texte on tente de démontrer l'importance de situer économiquement [et politiquement] un milieu de travail. Cependant, le texte ne fournit aucun résultat critique sur l'application concrète de telles connaissances aux interventions des militants en usine. C'est là une limite et elle est de taille.

Mais pour les militants du CRIQ [centre de recherche et d'information sur le Québec] qui ont fait ce texte l'an dernier, diverses expériences ont déjà prouvé que de telles enquêtes économiques contribuent très peu à la consolidation d'un regroupement de travailleurs combatifs dans une usine et surtout au début d'un regroupement. Un danger peut être identifié: déplacer des énergies qui devraient porter sur des interventions nécessaires dans le milieu de travail pour les transférer sur l'enquête économique, ce qui peut jusqu'à un certain point isoler les militants des préoccupations quotidiennes dans l'usine.

D'autre part, il est important de souligner ici que dans ce texte, l'analyse a été poussée relativement loin. En quelques heures, avec les instruments disponibles entre autres au CRIQ, des militants peuvent assez facilement tirer un minimum d'informations pour obtenir une connaissance générale de "leurs" entreprises.

Le militant du CRIQ qui a exécuté ce travail sur Domtar n'avait aucune formation spécifiquement économique. Dans ce cas, comme pour n'importe quel cas, il y a des instruments à partir desquels, il est relativement facile de cueillir l'information. Les plus utiles parmi ces instruments sont:

Le "survey of industrials", une publication du Financial Post de

Toronto, qui donne la répartition de la production, les profits, les actifs, etc...de la compagnie. En gros, ça permet de situer économiquement une entreprise.

2- Le INTERCORPORATE OWNERSHIP" est un catalogue dans lequel sont décrits les principaux actionnaires d'une compagnie, ses filiales, qui partage le contrôle. Il s'agir donc d'un tableau des intérêts financiers.

3- Le "DIRECTORY OF DIRECTORS" permet de connaitre les individus qui siègent sur les différents conseils d'administration.

LES DOSSIERS DU CRIQ peuvent aussi fournir de l'information pertinente: dossiers de presse, bilan financiers, etc...[pour compléter le cadre fixé au moyen des 3 documents précédents].

Notes sur le secteur des pâtes et papier au Québec

Pour bien comprendre l'exemple de Domtar, il faut situer minimalement cette entreprise dans le contexte économique du secteur des pâtes et papiers. Ce dernier [dont le contrôle est majoritairement canadien anglais plutôt qu'américain] occupe une place importante dans l'économie du Québec; non pas parce qu'il s'agit d'un secteur de pointe ni à cause de sa santé financière mais plutôt à cause de son volume. Volume des expéditions d'abord: cette industrie vient au deuxième rang après l'industrie des aliments et boissons pour la valeur totale des expéditions [$1.3 milliard en 69]. Ses exportations atteignent environ 20% des exportations totales du Québec. Si on compte la coupe du bois, le sciage et le déroulage, le placage et le contreplaqué, près de 100,000 travailleurs au Québec dépendent du travail en forêt.

Or, pour ceux qui s'attardent aux pages économiques des journaux bourgeois, la présentation que l'on y fait de l'industrie des pâtes et papiers est déroutante: en 1970-71, les mises-à-pied se succèdent et on parlait de crise dans le secteur. En 72-73, c'est l'inverse: on parle de pénurie et la production fonctionne à plein. Comment donc caractériser cette industrie?

Caractéristique générale, cette industrie est cyclique. C'est-à-dire qu'elle suit l'économie capitaliste en général, des périodes de récession qui se succèdent à tour de rôle. Quand il y a récession économique, moins de carton et de papier sont nécessaires pour l'emballage puisqu'il y a moins de production et de consommation. Il y a moins de papier journal nécessaire parce qu'il y a moins de publicité dans les journaux...etc.

Autre caractéristique mais cette fois spécifique pour les pâtes et papiers de l'Est du Canada: généreusement servies par le système des concessions forestières [avec ITT sur la Côte Nord, les dix plus grosses compagnies contrôlent 100,000 milles carrés de territoire, soit 16% de la superficie du Québec], fonctionnant avec des usines qui en majorité datent d'avant-guerre [la deuxième], leur stratégie a été d'éviter au maximum les dépenses tant pour les nouvelles installations que pour le reboisement. Les objectifs de ces compagnies étaient envisagés à court terme: extraire le plus de profits possibles, les faire parvenir aux maisons-mères et groupes financiers impliqués qui eux transféraient ces profits à d'autres secteurs de production dans lesquels ils avaient des intérêts ou encore investissaient dans les pâtes et papiers mais souvent ailleurs qu'au Québec. Pour réaliser ces objectifs: une organisation patronale puissante qui veillait au partage du gâteau, la Canadian Pulp & Paper Association.

Pendant ce temps, à l'ouest du Canada et au Sud des E.U. [avec la présence de compagnies bien connues au Québec], où la forêt n'avait pas encore été pillée, des installations modernes surgissaient. Pour les compagnies établies dans ces deux régions, leur développement permettait de prendre une place croissante sur le marché et leurs coûts d'opération plus bas [plus de profits] leur permet de se développer plus rapidement et plus facilement que dans l'Est du Canada.

Comparativement à avant 1970, les compagnies installées au Québec n'ont plus un pareil contrôle sur le marché, les coûts de production sont plus élevés [les limites de bois de plus en plus éloignés] et avec le développement de la production aux E.-U. même [où est exporté plus de 70% du papier journal canadien], il devient difficile d'ajouter des capacités supplémentaires de production au Québec [pour des raisons évidentes de surcapacité de production, compte tenu du caractère cyclique de l'industrie].

Comme 72-73 comparativement à 70-71 marque une reprise économique, la stratégie actuelle des patrons consiste à forcer les cadences pour augmenter la production avec les mêmes vieilles installations et collaborer artificiellement à la pénurie de papier pour faire augmenter les prix.

Les grèves dans ce secteur à la fin 73 faisaient bien l'affaire des compagnies de l'Est dans la mesure où elles paralysaient la production et, face à une demande forte, les mettaient en position d'augmenter les prix. Ainsi le prix de la tonne de papier journal passait de $165. à la fin de 72 à $200. à la fin de 73. Dans ce contexte, s'il est question pour une compagnie d'ajouter de nouvelles installations, nous pouvons être certains que l'objectif majeur visé par cet investissement touche plus les nouvelles concessions forestières octroyées ou encore l'approvisionnement en bois [par exemple, la création de moulins à scie, dont on se sert des copeaux de bois] que la modernisation en tant que telle. Il s'agit donc plus d'une baisse des coûts recherchée que de l'augmentation directe du volume de production.

On ne pourrait terminer cette entrée en matière sans glisser quelques données sur les travailleurs du secteur des pâtes et papier. 30% de ces ouvriers sont syndiqués avec la CSN et 70% à l'International. Dans les négociations, l'International occupe une position de force et fixe généralement un "pattern" qui va pour toute l'industrie. Du côté revendications salariales, la CSN n'est pas en position pour s'affranchir du "pattern", c'est pourquoi il est au bout à son avantage de tenter de casser le pattern au niveau des compétitions de travail: ce qui, avec ses structures plus décentralisées, lui donne une allure plus combative et augmente sa crédibilité auprès des travailleurs. Ceci a des implications certaines au niveau du maraudage intersyndical mais aussi par rapport au niveau de conscience des travailleurs. Ceci sera à identifier et à analyser mais sur la base concrète des interventions militantes dans ce secteur de production.

Historique

"The name of the business game is to use capital and labor effectively in order to make a profit."

(The Gazette, 3-11-71)
citation de : A.D. Hamilton
prés. de Domtar
et prés. de "Canadian Pulp and Paper Association".

A l'origine, la Cie Dominion Tar fut incorporée en Angleterre en 1903. Elle fut acquise en 1929 par des intérêts canadiens. Aujourd'hui elle possède plus de 80 usines dans 8 provinces du Canada sans compter celles qui sont à l'extérieur du Canada, comme aux U.S.A., en Angleterre ou en Italie.

Un tel développement ne se fait pas à l'aveuglette, il dépend plutôt d'une logique bien précise. L'objectif fondamental du capitalisme a été exprimé de façon claire par le président de Domtar et nous l'avons cité en introduction: se servir du capital et de la force de travail des ouvriers pour obtenir des profits. A cette fin, la logique capitaliste du développement des entreprises est ordonnée selon trois principes: l'intégration verticale, l'intégration horizontale, le conglomérat.

Intégration horizontale, c'est à dire l'acquisition par une Cie des entreprises concurrentes pour ainsi contrôler une plus grande part du marché. Comme nous le verrons avec l'exemple de Domtar, la priorité n'est pas de créer de nouveaux emplois mais bien d'éliminer des concurrents en obtenant le contrôle de leurs usines et en s'accaparant une place de plus en plus dominante dans la production d'une ou de plusieurs marchandises d'un type donné.

L'intégration verticale consiste pour sa part à faire se rejoindre sous le contrôle d'une même entreprise différentes étapes de la production, depuis l'extraction des matières premières, en passant par la fabrication, jusqu'à la distribution des produits finis. En plus de s'assurer elle-même de l'approvisionnement des matières premières et des débouchés pour ses produits, l'entreprise en question élimine les fournisseurs et par là s'accapare les profits normalement attribués à ces derniers. A part l'exemple des pâtes et papier et de Domtar on peut citer un autre exemple tout aussi clair: celui des Cies pétrolières qui sont propriétaires des puits de pétrole, des raffineries, des flottes de pétroliers et des stations service qui au bout de la chaîne nous vendent l'essence. Comme disait l'autre, cette façon de se vendre à soi-même est plutôt rentable.

Le conglomérat se présente ordinairement sous l'aspect d'une entreprise qui à cause de raisons de concurrence ou d'un taux de profit faible dans sa branche originelle investit dans d'autres secteurs de production, permettant de renflouer des secteurs moins rentables avec de plus rentables. Diversifier ainsi sa production permet donc de stabiliser le taux de profit. On connaît l'exemple de Power Corporation qui après avoir vendu à l'Hydro ses actifs dans l'électricité a su diversifier sa production dans la finance (Laurentide Finance), les pâtes et papier (Consol., Bathurst), le transport (Canada Steamship Lines, Autobus Voyageur, Kingsway Transport), la presse écrite et / parlée (50 des quotidiens du Québec, les stations de radio Télémédia), etc.) Et l'exemple plus important pour nous, Argus Corporation (que nous verrons en détail dans la troisième partie du texte) avec sa production diversifiée: Massey Ferguson, les Magasins Dominion, Domtar, Holliger Mines, etc..

Observons maintenant comment précisément Domtar s'est conformé à la logique du système.

1- L'époque des produits chimiques:

En 1929, la Cie Dominion Tar possédait au Canada seulement 5 usines dont la production se limitait à la distillation du goudron (tar). Jusqu'à la fin des années '40. Dominion Tar se développe horizontalement (voir l'annexe no. 1 où sont énumérés les Cies absorbées par Domtar) mais ne déborde pas le secteur des produits chimiques orientant cependant sa production dans le goudron, le raffinage du sel, la créosote, le chlore, du caustique, etc.

2- L'époque des matériaux de construction

A partir de 1950, tout en continuant de développer le secteur des produits chimiques, la Domtar s'installait sérieusement dans le secteur des matériaux de construction. C'est bien là la marque de l'intégration verticale: les produits chimiques (et en particulier le goudron) pouvant servir dans la production des matériaux de construction, cela permettait ainsi à Dominion Tar de se vendre à elle-même des matières ou produits essentiels et ainsi de développer conjointement ces 2 secteurs.

La présent partie du texte comporte trois tranches :

I

Dans la première partie, une analyse de l'historique de la Compagnie Domtar est présentée, c'est à dire les grandes étapes de son développement.

II

La seconde partie décrit la croissance économique chez Domtar (les hauts et les bas) et en particulier dans le secteur des pâtes et papier.

III

Dans la troisième partie est abordé Argus Corporation, le groupe financier qui contrôle Domtar.

3- L'époque des pâtes et papier

S'il existe un secteur de production qui puisse bien s'ajuster de façon complémentaire avec les produits chimiques et les matériaux de construction, c'est bien les pâtes et papier. En effet, les travailleurs le voient tous les jours, en ce qui concerne les différents types de pâtes, l'apport des produits chimiques est primordial, alors que tout ce qui touche le bois et les résidus du bois peut servir dans la production des matériaux de construction.

Comme on peut le voir dans l'annexe no. 1, Domtar fit son entrée dans les pâtes et papier en 1955 et s'imposa dans ce secteur selon la méthode classique: prendre le contrôle de Cies concurrentes, ce qui ne représente pas à toutes fins utiles une très grande création de nouveaux emplois.

Dans les années '60 les secteurs dont Domtar privilégia le développement furent les pâtes et papier (dont l'emballage puisqu'ils avaient à leur disposition le nécessaire pour produire des contenants de plastique (produits chimiques) ou de carton) et les matériaux de construction. De 64 à 67 Domtar crée un nouveau secteur "les produits domestiques" où peuvent s'intégrer produits chimiques et emballages.

La dominion Tar s'étend sans cesse , elle accumule et concentre les moyens de production mais elle n'est en fait, comme nous le verrons mieux plus loin (en troisième partie du texte), qu'une fraction de l'ensemble sur lequel un groupe financier (E.P. Taylor-Argus Corp) exerce son contrôle.

Annexe no. 1: Création d'emplois ou concentration de pouvoirs

Nous l'avons déjà mentionné, la croissance d'une compagnie comme Domtar ne signifie pas automatiquement une création énorme de nouveaux emplois. L'intégration horizontale dans son processus implique que les Cies, pour prendre de l'expansion (c'est-à-dire plus précisément pour maintenir la croissance du profit) tentent de mettre la main sur de plus petites entreprises qui existent déjà, afin d'arriver à occuper une position de contrôle sur le marché.

Pour illustrer ce mouvement de concentration du capital et des forces productives nous allons énumérer les acquisitions principales de Domtar. Le but de ceci n'est que de donner une idée générale et est par conséquent très limité puisqu'il aurait été trop long de vouloir évaluer l'importance exacte de chacune des entreprises concernées sur l'échiquier Domtar.

Donnacona Paper - Howard Smith -Domtar

Le moulin de Donnacona est un maillon de la chaîne. Retracer son histoire nous permet encore une fois de vérifier que le développement du capitalisme se fait par la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de groupes de plus en plus restreints et de plus en plus puissants. Avant que quelques capitalistes en arrivent par les ententes, à contrôler le marché, c'est une véritable course à l'élimination des plus petits par les plus gros qui règne dans le milieu; cela se faisant sur le dos des travailleurs au moyen des profits que ces derniers ont produits mais qui ont été accaparés par la classe dirigeante.

La Donnacona Paper fut organisée en 1917 en Ontario. En 1927 la Cie Price et des intérêts qui lui sont associés en prenaient le contrôle et formaient une nouvelle Cie: L'ancienne Donnacona Paper possédait trois filiales: la ValCartier Lumber Co., la Baie St-Paul Lumber Co. et la Donnacona Improvement.

En 1949 Howard Smith Paper Mills d'Angleterre achète 37,750 parts dans la Donnacona Paper (au coût de $993,087.). Si nos estimations sont exactes, c'était là amplement suffisant pour permettre à Howard Smith de prendre le contrôle de Donnacona Paper.

Un autre pas important dans le mouvement de monopolisation dans les pâtes et papier, en 1956-57 Dominion Tar prend le contrôle de Howard Smith (et donc de Donnacona Paper) avec un peu plus de 50% des actions. C'est en 1961 que le reste des actions de Howard Smith furent obtenues par Domtar.

De souligner que le capitalisme a pour objectif l'appropriation de plus en plus de profits nous a conduit à remarquer que le processus essentiel qui mène cette barque est l'accumulation et la concentration du capital et des moyens de production.

Revenons aux profits pour voir de quoi il s'agit dans le cas particulier de Domtar.

filiales de DOMTAR

1930-1940

The Dominion Salt Co. Ltd
Vancouver Creosoting Co. Ltd
Fibres Conduits Canada Ltd
Alberta Wood Preserving Co
Industrial Minerals Ltd
Calders Canada Ltd

1940-1950

Canada Creosoting Co
Alexander Murray Co
Canada Rood Products
Les plants de sel de Standard Chemical Co
(Cie formée pour ouvrir des plants de sel) Prairie Salt Co et Dominion Alkali et Chemical Co (pour des plants de chlore et soda caustique)

1950-1960

Standard Chemical Co
Commercial Chemical Ltd
Brantford Roofing Co
Cooksville Co. (briques) et Laprairie Co.
Howard Smith Paper Mills
Cypsum Lime and Alabastine Can.
Prairie Fibreboard
Continental Diamond Fibre Co

1960 - 1970

(reste des actions de) Howard Smith Paper Mills
Arborite Co
Huron Forest Products
Donnacona Paper
St-Lawrence Corp.
Hinde and Dauch (emballage)
Wallaceburg Packaging Ltd
Hendon Paper Works Co. (Angleterre)
(une partie de Sydney Roofing and Paper (Angleterre)
S.F. Lawrason Co. (Ontario)
(49% des intérêts de) Cellulosa D'Italia (Italie)
Cleveland Containers Canada Ltd
Plastic Packaging Products
Vancouver Salt Co
(en participation égale avec La Societa Meridionale Finanzaria): Cartiera Italiana e Sertirio Riunite (Italie, producteur de papiers fins)
Buntin Reid Paper Co. (Ont.)
Northwest Wood preservers Ltd
Superior Box Ltd (Ont)

En 71

Domtar investit dans 2 cies italiennes pour une somme de $7,500,000.

Les profits de Domtar

1

LA POSITION DE DOMTAR FACE AUX AUTRES GRANDS: (1)

Pour mieux évaluer la position de Domtar (secteur pâtes et papier) par rapport aux autres Cies et l'Est, voici quelques indices quant à la capacité de production.

PAPIER JOURNAL	
Consol. Bathurst	22%
C.I.P.	20%
Price	16%
Domtar	12%
PATE COMMERCIALE ET PAPIER KRAFT	
Domtar	37%
Consol Bathurst	26%
C.I.P.	17%
EMBALLAGE ET CARTON	
C.I.P.	42%
Consol Bathurst	30%
Price	8%
Domtar	7%
papier fins	
PAPIERS FINS	
Domtar	29%
Rolland	23%
Scott	21%
Eddy	13%

Le chiffre d'affaire de Domtar en 1969 atteint $475 millions)et dépasse le demi milliard en 1972), comparativement à $320 millions pour Price et $500 millions pour Consol.-Bathurst. Leur volume de production (dans les pâtes et papier évidemment) exprimé en tonnes se chiffre ainsi: Domtar 1 million 650 mille tonnes . Price 1 million 180 mille tonnes et Consol. Bathurst 1 million 650 mille tonnes.

II

IMPORTANCE DES PATES ET PAPIER CHEZ DOMTAR:

Le graphique no. 1 en page suivante nous indique assez clairement l'importance dominante des pâtes et papier parmi les secteurs de production de Domtar.

(1) - Tous les chiffres cités ci-après, à moins d'indication contraire, sont ceux de 1969.

Alors que les ventes totales de Domtar passaient de $325 millions en 1961 à $515 millions en 1971, les ventes dans les pâtes et papier allaient de $210 millions à $340 millions, et sur une augmentation totale de $190 millions collaboraient donc pour $130 millions.

III

AUGMENTATION DES VENTES... DIMINUTION DES PROFITS:

Si nous nous bornons à considérer le graphique no 1 qui reproduit la courbe de l'augmentation des ventes dans le secteur pâtes et papier, nous pourrions être tentés de conclure que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais les faits sont tout autres: ainsi, alors que les ventes augmentaient de $360. à $380 millions pour Domtar de 1970 à 1971, les profits annuels (déclarés...) baissaient de $13.3 millions à $5.8 millions.

Cette situation chez Domtar, on la retrouve aussi chez les autres Cies de l'Est (CIP, Consol, Price, etc). Tout le monde est unanime pour reconnaître que ce sont les hausses du côut de production qui font baisser le profit. Mais qu'est-ce donc qui a fait augmenter les côuts de production?

a(L'absence de modernisation:

Avant le début des années '60, fait bien connu, les Cies de l'Est dont Domtar occupaient dans la production mondiale de pâtes et papier une place prépondérante. Pour les groupes financiers qui contrôlent ces Cies (groupe que nous identifierons dans le cas de Domtar dans la 3ème partie du texte), la seule stratégie adoptée dans les années '60 fut de maintenir le prix de la tonne de papier élevé, tout en bénificiant du cours du dollar canadien par rapport au dollar américain. En effet, de 1962 à 1970, le dollar canadien fut fixé à 92 cents par rapport au dollar U.S., ce qui permettait aux Cies de pâtes et papier de l'Est (comme les contrats étaient négociés en dollar U.S.) de faire un profit additionel de 08 cents le dollar d'exportation.

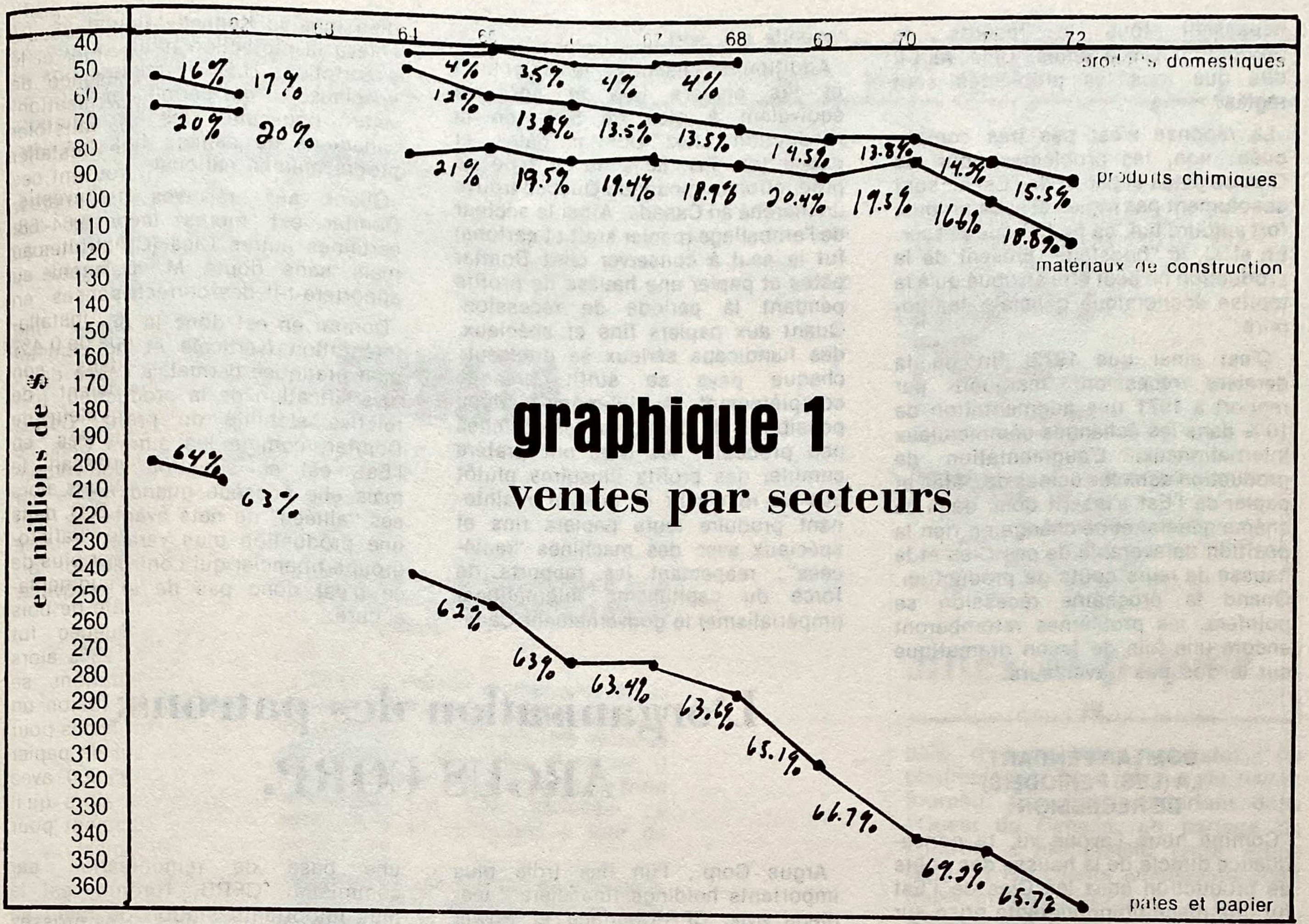
C'est donc dire que les Cies de l'Est, fortes d'ententes plus ou moins camouflées entre elles, jouissaient de leur contrôle du marché, sans toutefois prendre au sérieux la possibilité que des concurrents s'accaparent une part plus grande du marché. Tout ce qui les intéressait, était de transmettre à court terme le plus de profit aux groupes financiers impliqués. Venait s'ajouter au profit autant temporaire qu'illusoire procuré par la hausse du prix du papier et le cours fixe du dollar, l'absence de dépenses sérieuses de modernisation. Leur intention était plus de rafistoler de vieilles machines que d'en installer de nouvelles, comme le prouvent ces chiffres: durant la vague d'investissements couvrant la période 1964-'68, sur 11 nouvelles usines construites au Canada, 3 seulement le furent au Québec; en '70 les dépenses en immobilisation (nouvelles installations) au Québec ont diminué de 0.4% alors qu'au Canada dans son ensemble elles augmentaient de 41.8%. De '60 à '70 la valeur de nouvelles machines installées en Colombe Britannique dépassait le Québec de plus de $200 millions alors que le Québec surpassait la B.C. dans les capitaux consacrés au "rafistolage" de vieilles machines par plus de $150 millions. De '60 à '70 l'augmentation de la production de pâte de bois et papier journal au Québec fut respectivement de 45% et 28% alors qu'aux U.S. les augmentations se chiffraient à 81% et 62%. (Selon un estimé récent du Financial Times pour produire une tonne par jour de papier journal le côut serait de $125,000. avec de nouvelles installations alors qu'il en couterait $50,000. seulement pour réajuster de vieilles machines).

b) Le pillage des forêts:

Un autre fait bien connu, les grosses Cies ont eu au Québec des concessions forestières à pleine "pocheté" et ne se gênent pas pour les considérer comme des propriétés privées (notamment pour garantir des emprunts sur le marché financier). Néanmoins elles ont trouvé le moyen d'accumuler plus de profit en évitant des dépenses de planification forestière (et en particulier "oubliant" les repousses) tant et si bien que leur pillage de **nos** forêts a eu pour conséquence de reculer de plus en plus les limites de bois: le facteur principal de la hausse actuelle des coûts de production prend place dans les opérations qui consistent à sortir le bois des forêts pour l'amener aux usines. (2)

Pour remettre à leur place les patrons qui invoquent le trop haut coût de la main d'oeuvre forestière on peut leur rappeler que le coût de salaire forestier entrant dans une tonne de papier journal est le même au Québec qu'au Sud des U.S.A., soit $13.

(2) - Et pourtant, pour ne citer que cet exemple, les réserves de bois de Donnacona Paper en 1927 se répartissaient ainsi: toute la réserve du bassin de la Jacques-Cartier évalué



graphique 1

ventes par secteurs

à 4 millions de cordes de bois de pulpe: droits de coupe sur la rivière du Gouffre et dans le bassin du Sault-au-mouton équivalent à 204 milles carrés et 1 million de cordes de bois de pulpe.

Dans le but d'avoir une vue d'ensemble sur la question forestière, il faut souligner le fait qu'avant de "s'attaquer" aux forêts du Québec, les Cies ont pillé les forêts du Nord-Est U.S. Après être venu piller les forêts ici, ils s'en retournent aux U.S.A. refaire leur "job profitable" et leur petit jeu continue.

c) La surcapacité de production:

Le développement des forces productives dans le capitalisme n'avance que par ses propres contradictions: en effet, dans le cas de Cies de pâtes et papier, par exemple, la lutte pour accroître le profit et la position dominante sur le marché, conduit à accumuler une capacité de production trop grande par rapport aux biens à produire. Les usines doivent fonctionner alors à 80-90% de leur capacité en période de récession.

(Notons que ce facteur de surcapacité de production dérivé du sein même du processus capitaliste explique en bonne partie l'existence de cycles économiques: crise ou récession mineure de la production en période de surcapacité, suivi d'une nouvelle montée de la rpoduction avec la reprise économique générale (la conquête de nouveaux marchés) pour aboutir encore au point de surcapacité par la suite, et ce, sans arrêt.)

L'ETAT-GATEAU:

La situation est assez claire: la détérioration de la position des Cies de pâtes et papier de l'Est fait directement suite au "pompage" excessif de profit à court terme. En effet, alors que les groupes financiers contrôlant les Cies de l'Est effectuaient ce "pompage", les Cies de l'Ouest du Canada et du Sud-Est des U.S.A. introduisaient de nouveaux investissements dans les machines neuves.

A la hausse de coûts de production des Cies de l'Est et à la modernisation qui avait cours ailleurs succéda évidemment une perte de vitesse des premières sur le marché.

Aussitôt, les Cies de l'Est connaissant de près les gouvernements s'empressent de formuler des exigences pour maintenir à la hausse leur profit. L'Etat accomplit sa job de "fidèle serviteur des Cies": de 1963 à la fin de '67, 30% des subventions fédérales va aux Cies de pâtes et papier (et, pour citer un exemple, l'usine de Domtar à Quévillon reçoit en 1970 un congé complet d'impôt fédéral et provincial pour une période de 9 mois; alors que précédemment le CN avait rallongé gratuitement pour Domtar son réseau ferroviaire). On pense aussi au Québec à faire une refonte du régime des concessions forestières; le ministre des richesses naturelles s'adjoint alors un conseiller spécial qui traitera la question "objectivement"... il s'agit comme par hasard d'un certain M. Delagrave, vice-président de Domtar.

Dans ce cas ci, le rôle de l'Etat apparaît clairement. Mais pour peu qu'on se donne la peine d'examiner la question, il ne fait pas de doute que les mesures économiques et politiques de l'Etat ont pour but et pour seule raison d'être de servir à maintenir aux Cies et Monopoles leurs profits à la hausse.

V

1972: LA PRODUCTION "AU BOUTTE" MAIS L'INSECURITE DEMEURE:

Après que les bénéfices déclarés de Domtar soient descendus à $6 millions en 1971, ils remontent aux environs de $15 millions en 1972 et les usines, les travailleurs le savent,

dépassent tous le records de production précédentes. Cela veut-il dire que tous les problèmes sont réglés?

La réponse n'est pas très compliquée: non, les problèmes pour les Cies de pâtes et papier de l'Est ne sont absolument pas réglés et si ça produit fort aujourd'hui, ça ne fait que passer. En effet, le "boostage" présent de la production ne peut être attribué qu'à la reprise économique générale temporaire.

'C'est ainsi que 1972, fin de la dernière récession, marquait par rapport à 1971 une augmentation de 10% dans les échanges commerciaux internationaux. L'augmentation de production dans les usines de pâtes et papier de l'Est s'inscrit donc dans ce shéma général et ne change en rien la position défavorable de ces Cies et la hausse de leurs coûts de production. Quand la prochaine récession se pointera, les problèmes retomberont encore une fois de façon dramatique sur le dos des travailleurs.

VI

DOMTAR PENDANT LA (LES) PERIODE(S) DE RECESSION:

Comme nous l'avons vu, la conséquence directe de la hausse des coûts de production chez les Cies de l'Est fut une place prépondérante prise sur le marché par les Cies de l'Ouest Canadien et du Sud-Est U.S. Le marché le plus touché fut le marché des U.S.A. et en particulier celui du papier journal.

Or, pour les Cies de pâtes et papiers installées au Québec, le papier journal (en 1968) représentant 73% de leur production totale, et 70% de leur papier journal étant exporté aux U.S.A. nous voyons bien que la claque fut de taille.

Sur le graphique no. 2 (page suivante) où est décrite la division de la production dans les pâtes et papier de Domtar, nous remarquons tout de suite l'importance restreinte du papier journal: 33.5%, comparativement au 73% de l'ensemble des Cies de l'Est.

La pâte commerciale produite au Québec est vendue dans une proportion de 47% aux U.S.A. et 33% au Canada. Dans la pâte de bois les U.S. se suffisent de plus en plus à eux-mêmes; il y a une forte demande de l'Europe mais au Québec nous savons que c'est la Cie américaine ITT qui va en bénéficier (et comment!!!). La pâte commerciale produite par Domtar (15.5% dans sa production de pâtes et papier en '71) variera donc surtout selon les fluctuations dans la production des papiers et cartons à laquelle elle sert.

Additionnés ensemble, le papier kraft et les papiers fins et spéciaux équivalent à plus de 50% de la production chez Domtar pâtes et papier (en '71). 80% de ce type de production originant du Québec trouve un marché au Canada. Ainsi le secteur de l'emballage (papier kraft et cartons) fut le seul à conserver chez Domtar pâtes et papier une hausse de profits pendant la période de récession. Quant aux papiers fins et spéciaux, des handicaps sérieux se dressent: chaque pays se suffit presque complètement à lui-même, donc possibilité de conquête des marchés peu probable; les Cies ont préféré cumuler des profits illusoires plutôt que de réinvestir et doivent maintenant produire leurs papiers fins et spéciaux avec des machines "rapiécées"; respectant les rapports de force du capitalisme international (impérialisme) le gouvernement Canadien lors du Kennedy Round en '67 enleva la protection tariffaire sur les exportations U.S. de papiers fins et spéciaux, ce qui permit aux U.S. de venir bousculer les producteurs canadiens de papiers fins sur leur propre marché national.

Quant aux réserves forestières, Domtar est moins favorisée que certaines autres Cies (CIP, Consol.) mais sans doute M. Delagrave y apportera-t-il des correctifs...

Domtar en est donc la preuve, une intégration (verticale et horizontale) bien pratiquée permet, à cause de la diversification de la production, une relative stabilité du profit. Certes Domtar, comme les autres Cies de l'Est, est en situation défavorable mais elle possède quand même sur ses "alliées" de nets avantages dont une production plus variée. Pour le groupe financier qui contrôle Domtar, ce n'est donc pas de si mauvaise augure.

L'organisation des patrons: ARGUS CORP.

Argus Corp., l'un des trois plus importants holdings financiers canadiens avec CPR-Cominco et Power Corp. (Paul Desmarais-Consol. Bathurst).

Gardien des intérêts de la haute bourgeoisie canadienne, Argus Corp. dépend du circuit financier de la Banque Canadienne Impériale et de la Banque Royale (par exemple nous retrouvons sur le conseil de direction de Domtar 3 directeurs en commun avec la Banque Impériale et 3 avec la Banque Royale).

En 1970 il a été estimé que Domtar constituait 17% du revenu de Argus, Hollinger 16% et Massey Ferguson 32%; quant au reste du revenu de Argus (35%), il est puisé à Dominion Stores, Standart Broadcasting, B.C. Forest et des placements à court terme

I

LES VACHES A LAIT DE ARGUS CORP.:

STANDARD BROADCASTING:

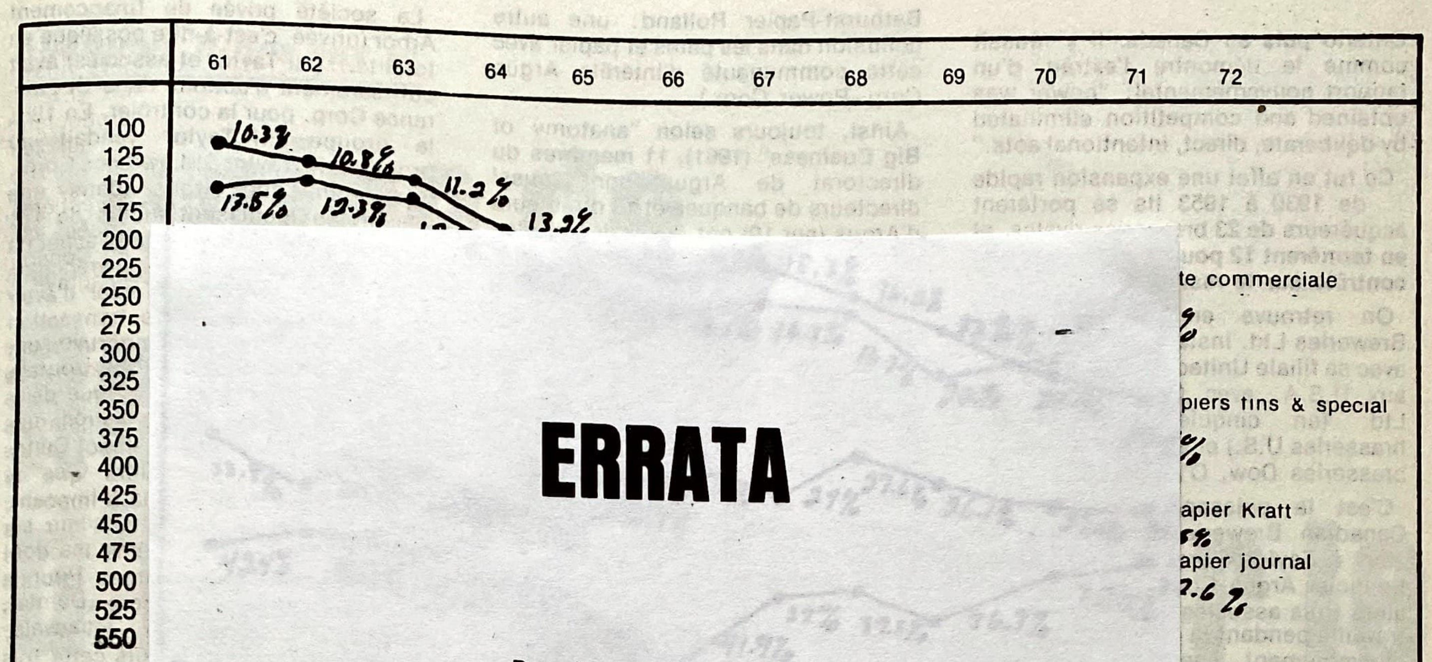
"La Standard Broadcasting possède les stations de radio CFRB et CKLM à Toronto et CJAD et CJFM à Montréal. De plus, la Cie détient la franchise du service de la musique d'atmoshère Muzak, dans 6 villes canadiennes, et elle possède plusieurs filiales qui sollicitent de la publicité nationale sur une base de rémunération par commision. CFRB, Toronto, est la plus importante station de radio au Canada et celle qui obtient le plus de succès, tandis que CJAD est une station de langue anglaise qui occupe une place prépondérante sur le marché de Montréal." (Richardson Securities, Service des Etudes, 1971)

En 1971 Argus détenait le contrôle de Standard Broadcasting avec 47.9% des actions. De '65 à '70 les profits (déclarés) de Standard B. ont doublé. Un taux de croissance de 15% par année est prévu.

Massey Ferguson:

L'un des plus importants producteurs d'outillage agricole au monde, exploitant des usines au Canada, U.S.A., Royaume Uni. France, Allemagne de l'Ouest, Italie, Danemark, Australie, Argentine, Brésil, Malawi, Afrique du Sud, Rhodésie.

A noter que les ventes en Amérique du Nord de Massey Ferguson ne représentent que 33% seulement du totale de ses ventes. Le plus important groupe de produits sont les tracteurs avec 35% du volume des ventes. En 1961 le bénéfice net (déclaré après impôt) de Massey F. fut de $30.2 millions alors que le chiffre total des ventes (pour 70) fut de $938 millions. Argus Corp. contrôle Massey F. avec 15% des actions.

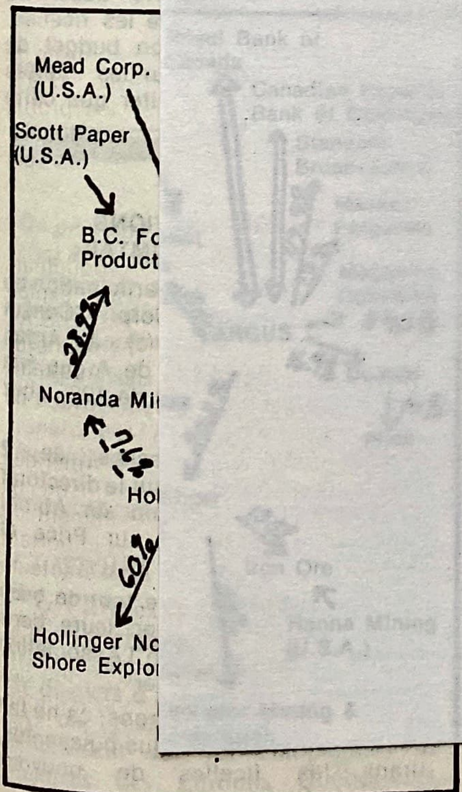


grap... papier

Dominion St...

En l'espace ... magasins D... marché. En ... 1966 ils occ... Aujourd'hui D... 400 magasin...

"Dominion ... Corp." qui ... actions. Le ... Dominion au... fortement).



Forest Products Ltd. (importante Cie de produits forestiers qui produit du ... des bardeaux, du ... la pâte et du papier ... ablie pourtant dans ... ada, un partage du ... conclu entre Argus ... nts américains Scott ... Corp. ... irectement 13.4% des ... orest et 28.9% par le ... nger-Noranda. Scott ... s ventes de Scott en ... ions) possède 26.9% ... r le biais de sa filiale ... ck Pulp and Paper.

... géant américain des ... - en 70 $1,038.3 ... e) possède directe- ... 9) de B.C. Forest et, ... lle par hasard qui ... ck Pulp and Paper ... e 50%), elle s'inscrit ... ent par le biais de ... .9% de cette dernière

II

...RMATION
...US CORP.:

... l'oligarchie financiè- ... E.P. Taylor s'est ... son contrôle de ... ries après qu'il eût ... n grand-père aux ... "Brasserie Brading" ... ntroduit par son père ... e d'investissement ... & Weir).

... Ltd. formée ... pour but avoué de s'allier avec les gros producteurs pour contrôler le marché de la bière en

ERRATA

Dans l'article **UN COUP D'OEIL SUR DOMTAR,** un certain nombre d'erreurs se sont glissés.

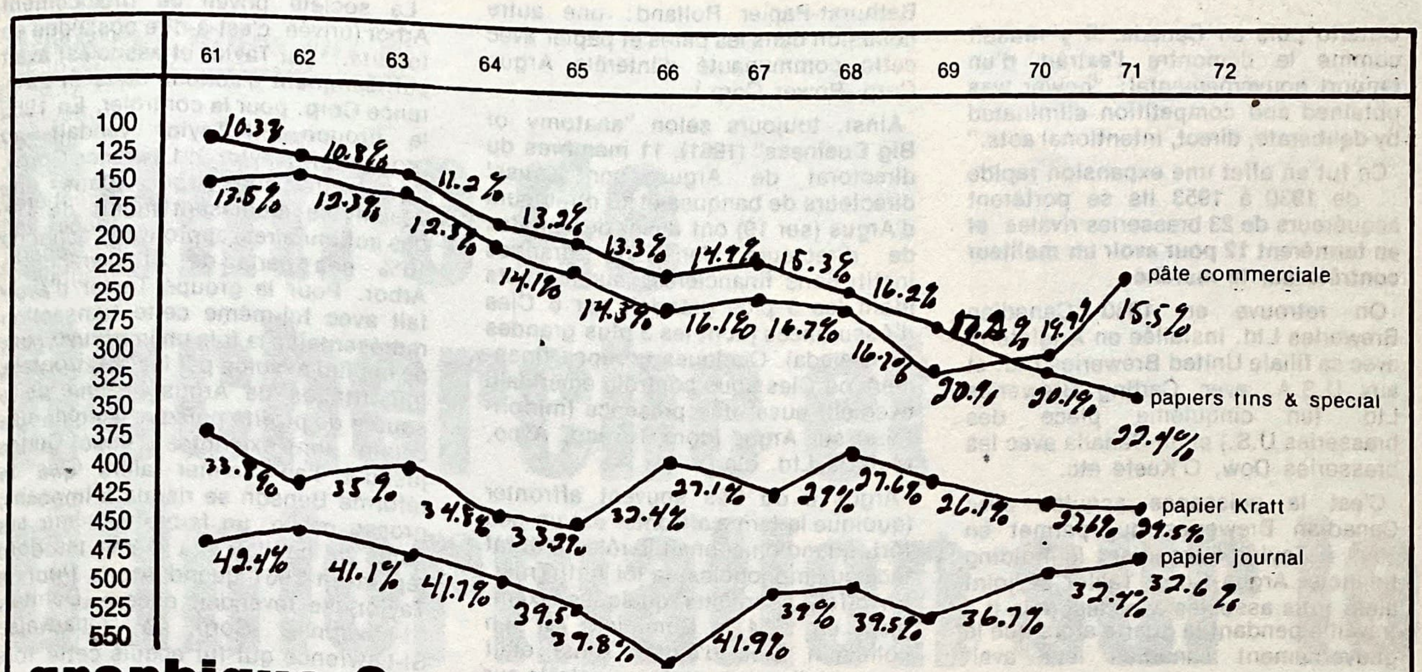
Ainsi:

- Dans le dernier paragraphe de la première colonne en page 7, quand il est fait mention du caractère cyclique de l'industrie des pâtes et papier, il faut plutôt lire: **"des périodes de forte production** et des périodes de récessions se succèdent à tour de rôle"

- Dans le tout dernier paragraphe de la même page il faut lire que la CSN tente de casser le **"pattern"** au niveau **"des conditions de travail"** et non pas **"conpétitions de travail".**

- Dans le premier paragraphe de la page 10, il faut lire **"compagnie de l'est"** et non pas "compagnie et l'est".

- Finalement les deux graphiques (p. 11 et 13) sont rendus quasi-inutilisables tels quels à cause d'erreurs typographique et de montage. Ainsi les chiffres de la colonne de gauche (représentant des **millions de $** dans le graphique 1 et des **milliers de tonnes** dans le graphique 2) sont à l'envers (progression de haut en bas plutôt que de bas en haut) ce qui inverse les courbes: ce sont donc les courbes descendantes qui expriment l'augmentation des ventes (dans le graphique 1) et de la production (dans le graphique 2). En passant, notons aussi que les pourcentages dans les graphiques expriment le rapport existant entre les produits pour une même année.

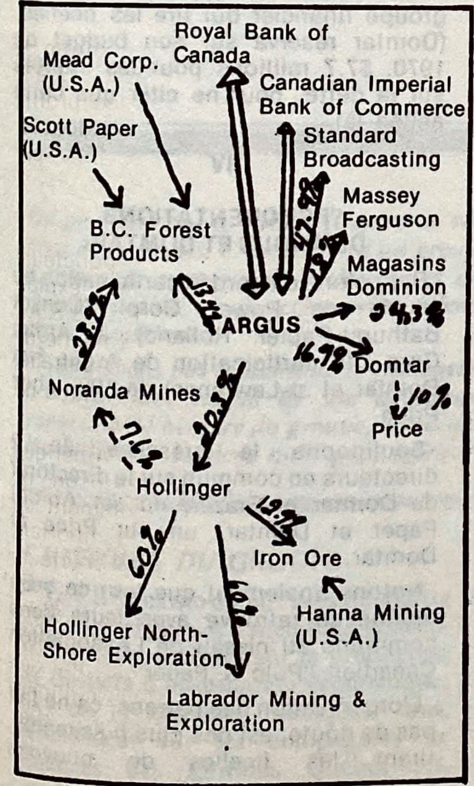


graphique 2 production dans les pâtes et papier

Dominion Stores:

En l'espace de 15 ans, la place des magasins Dominion a doublé sur le marché. En effet, on estimait qu'en 1966 ils occupaient 11% du marché. Aujourd'hui Dominion Stores a plus de 400 magasins au Canada.

"Dominion fait bien manger... Argus Corp." qui en possède 24.8% des actions. Le volume des ventes de Dominion augmente constamment (et fortement).



Hollinger:

Les revenus de Hollinger proviennent principalement du minerai de fer grâce à l'intérêt de 59.5% qu'elle a dans Labrador Mining and Exploration, de son intérêt de 60% dans la Hollinger North Shore Exploration Co. et de ses participations dans l'Iron Ore (dont elle partage le contrôle avec Hanna Mining U.S.A.-Rockefeller).

L'Iron Ore fut constituée pour "mettre la patte" sur les gisements de fer dans le Nord du Québec. L'Iron Ore y procède à l'éxécution d'un programme de $290. millions qui augmentera de 50% sa capacité de production. Hollinger possède un important portefeuille de placements qui comprend des actions de Noranda Mines duquel elle tire un revenu considérable.

Argus contrôle Hollinger avec 20.3% des actions. En 1970, le bénéfice net (profits déclarés et après impôt) de Hollinger fut de $12.4 millions à comparer à $9.9 millions en '69... et la progression des bénéfices est en marche.

B.C. Forest Products Ltd.:

Les patrons ont la parole facile quand il s'agit d'invoquer la "dure" concurrence dans les pâtes et papier avec les producteurs de l'Ouest du Canada et des U.S.A. Pourtant quand on va à la source de leur discours (leurs profits), on trouve des contradictions.

Ainsi dans le cas de British Columbia Forest Products Ltd. (importante Cie de produits forestiers qui produit du bois d'oeuvre, des bardeaux, du contreplaqué, de la pâte et du papier journal), Cie établie pourtant dans l'Ouest du Canada, un partage du contrôle a été conclu entre Argus Corp. et les géants américains Scott Paper et Mead Corp.

Argus possède directement 13.4% des actions de B.C. Forest et 28.9% par le biais de Hollinger-Noranda. Scott Paper (volume des ventes de Scott en '70 — $755.7 millions) possède 26.9% de B.C. Forest par le biais de sa filiale (à 50%) Brunswick Pulp and Paper.

Mead Corp. (géant américain des pâtes et papier - en 70 $1,038.3 millions de vente) possède directement 15.5% (en '69) de B.C. Forest et, comme c'est elle par hasard qui partage Brunswick Pulp and Paper avec Scott (l'autre 50%), elle s'inscrit donc indirectement par le biais de Brunswick au 26.9% de cette dernière dans B.C.

II

LA FORMATION DE ARGUS CORP.:

La montée dans l'oligarchie financière de l'Ontarien E.P. Taylor s'est effectuée par son contrôle de Canadian Breweries après qu'il êut succédé à son grand-père aux commandes de la "Brasserie Brading" et qu'il êut été introduit par son père dans une firme d'investissement (McLeod, Young & Weir).

La Canadian Breweries Ltd. formée par Taylor avait pour but avoué de s'allier avec les gros producteurs pour contrôler le marché de la bière en

Ontario puis au Canada. Il y réussit comme le démontre l'extrait d'un rapport gouvernemental: "power was obtained and competition eliminated by deliberate, direct, intentional acts."

Ce fut en effet une expansion rapide : de 1930 à 1953 ils se portèrent acquéreurs de 23 brasseries rivales **et en fermèrent 12 pour avoir un meilleur contrôle sur le marché.**

On retrouve en 1960 Canadian Breweries Ltd. installée en Angleterre avec sa filiale United Breweries Ltd. et aux U.S.A. avec Carling Breweries Ltd. (en cinquième place des brasseries U.S.) et au Canada avec les brasseries Dow, O'Keefe etc.

C'est la puissance acquise avec Canadian Breweries qui permet en 1945 à Taylor d'organiser le holding financier Argus Corp. Taylor se joint alors trois associés avec lesquels il a travaillé pendant la guerre alors que le gouvernement canadien leur avait donné des fonctions importantes pour l'administration de son budget de guerre.

De 1945 à '70 la participation de Taylor et associés immédiats à Argus passe de 40% des actions à 55%.

En juin '68 Argus vend ses actions de Canadian Breweries à Rothmans of Pall Mall. Lors des deux années qui suivirent les postes d'action de Argus augmentèrent dans Hollinger Mines (200,000 actions), dans Massey Ferguson (870,000 actions), dans Dominion Stores (100,000 actions), dans Domtar (25,000 actions) et dans B.C. Forest (37,500 actions).

(en mars '71 E.P. Taylor âgé de 70 ans même s'il conservait un poste d'administrateur laissait la présidence d'Argus à un associé.)

iii

III

POSITION ECONOMIQUE DE ARGUS CORP.:

Selon le livre "Anatomy of Big Business", la participation (1961) de $29. millions de Taylor et associés dans Argus Corp. leur permet d'exercer un contrôle sur $140. millions d'investissement et, par conséquent sur des corporations dont les actifs se chiffrent à $1. (un) milliard.

Outre le groupe Taylor (avec son 55%), les actions de Argus Corp. se répartissent entre des Cies d'Assurances, des Trusts, fonds mutuels, liés de près avec le circuit financier de la Banque Royale et la Banque Impériale de Commerce, des particuliers, et un 10.4% à Power Corporation (Power Corp.-Paul Desmarais-Consol. Bathurst-Papier Rolland: une autre collusion dans les pâtes et papier avec cette communauté d'intérêts Argus Corp.-Power Corp.)

Ainsi, toujours selon "anatomy of Big Business" (1961), 11 membres du directorat de Argus sont aussi directeurs de banques et 13 directeurs d'Argus (sur 19) ont aussi des postes de directeurs dans de grandes institutions financières: sur 8 trusts (dont les 5 plus grands), sur 6 Cies d'Assurances (dont les 3 plus grandes au Canada). Quelques groupes financiers ou Cies sous contrôle américain exercent aussi une présence (minoritaire) sur Argus (dont Texaco, Avco, Moffats Ltd. etc.).

Argus a dû très souvent affronter (quoique le terme affronter est un peu fort, quand on connaît le rôle de l'Etat face aux monopoles) la loi Anti-Trust. En effet, pour citer quelques exemples, en 1954 la Dominion Tar (en collusion avec d'autres Cies) était accusée d'avoir exercé un contrôle sur le marché en fixant le prix de l'asphalte et du goudron. En 1958 le groupe pâtes et papiers St-Lawrence et Howard Smith étaient accusés d'avoir volontairement exercé un contrôle en limitant le prix payé aux fermiers et petits producteurs de bois. De 1951 à '59 une enquête fut menée sur Canadian Breweries Ltd. pour contrôle du marché: un an plus tard Canadian Breweries se portait acquéreur de Calgary Brewering & Malting Co. (au coût approximatif de $6,750,000.).

Parmi les autres irrégularités qui sont pourtant reconnues comme régulières par la loi et les "gouvernements- concierges", nous allons en citer quelques unes.

Pratique courante pour les g rosses Cies: elles peuvent différer (échelonner le paiement sur plusieurs années) une partie de l'impôt annuel qu'elles ont à payer. Par exemple pour Domtar en 1971, $4,500,000. furent payés en impôt pour l'exercice annuel et $4,430,000. furent différés (on a pas besoin de se creuser longtemps la tête pour s'imaginer que ce $4,430,000. a dû "profiter" dans les années qui ont suivi). La pratique de l'impôt différé correspond en fait à un prêt sans intérêt consenti par le gouvernement aux Cies.

Un autre moyen "légal" employé couramment s'opère sur les gains de capital et permet, en se vendant à soi-même, d'un part d'extraire du champ de taxation de fortes sommes et d'autre part les gros actionnaires qui ont le contrôle absorbent de véritables cadeaux de la part des actionnaires minoritaires. La transaction St-Lawrence Corp. en 1955 dans le camp Argus, par exemple, est révélatrice.

La société privée de financement Arbor (privée, c'est-à-dire possédée en totalité... par Taylor et associés) avait suffisamment d'actions dans St-Lawrence Corp. pour la contrôler. En 1955 le groupe E.P.Taylor vendait au groupe E.P. Taylor St-Lawrence Corp., c'est-à-dire que Argus (dans une assemblée réunissant moins de 1% des actionnaires) approuvait l'achat de 18% des parts de St-Lawrence à Arbor. Pour le groupe Taylor d'avoir fait avec lui-même cette transaction représentait à la fois un important gain de capital assumé par les actionnaires minoritaires de Argus et une autre source de profits puisque les gains de capital sont exemptés d'impôt (et ce jusqu'à l'an dernier alors que la réforme Benson se risqua à imposer, grosso modo, un faible 10% sur les gains de capital). La même farce se répéta en 1961 quand Argus (groupe Taylor) se revendait encore une fois St-Lawrence Corp. à lui-même; St-Lawrence qui fut acquis cette fois par nul autre que **Domtar**. Et c'est la pratique courante dans les holdings...

Un autre procédé non moin profitable concerne les emprunts à long terme. En effet chez Domtar, par exemple, la dette à long terme passa de $17. millions qu'elle était en 1956 à $165.4 millions en 1967. Gravitant dans le circuit financier Argus-Banque Royale -Banque Canadienne Imp., c'est évidemment dans ce milieu que Domtar contracta sa dette auprès de Cies d'Assurances, Cies de fiducie (administrateurs de fonds de pension). Donc cette "dette", en plus d'être source de profit créé par les nouveaux investissements rapporte aussi au groupe financier qui tire les ficelles. (Domtar réserva sur son budget de 1970, $7.7 millions pour les intérêts sur la dette, pour ne citer que cette année là).

IV

"FREQUENTATIONS DE ARGUS ET DOMTAR:

Rappelons d'abord la participation de 10.4% de Power Corp. (Consol Bathurst-Papier Rolland) à Argus Corp., la participation de Argus (via Domtar et st-Lawrence) de 10% chez Price.

Soulignons la présence de 2 directeurs en commun sur le directorat de Domtar et Frazer, un sur Abitibi Paper et Domtar, un sur Price et Domtar.

Notons finalement que tout ce beau monde se retrouve avec leurs liens communs au niveau de l'Association Canadien "Pulp & Paper"...

L'organisation des patrons, ça ne fait pas de doute, est des plus puissantes, tirant les ficelles de pouvoirs économiques et politiques

quelques notes sur le

Centre de Recherche et d'Information sur le Québec (CRIQ)

On peut dire que le CRIQ. [Centre de recherche et d'information sur le Québec], c'est deux choses. C'est d'abord un groupe de militants réunis autour de certaines activités en commun de recherche et de formation; c'est de plus un centre de documentation - à caractère principalement économique - construit et entretenu par ces militants.

Nous n'avons pas l'intention de présenter ici l'orientation politique de l'équipe et les différentes étapes de son développement. Qu'il nous suffise de résumer rapidement l'histoire du groupe, d'indiquer les différentes tâches qu'il se donne et les différents services qu'il peut offrir.

L'HISTOIRE DU GROUPE

Le CRIQ existe depuis près de quatre ans. A l'origine, ses membres concentraient leurs activités sur la production de dossiers d'information économique: ils en réalisèrent quelques uns, notamment sur les compagnies de finances (les Editions Québécoises, série les Boss du Québec, plubliés sous le nom de GRE (groupe de recherche économique), et sur la subordination de l'industrie minière québécoise à l'impérialisme américain (dans: le Quotidien Populaire). De tels dossiers étaient conçus et réalisés en vase clos, puis diffusés de façon large, sans aucun contrôle: c'est que le CRIQ était très isolé par rapport à la classe ouvrière et par rapport aux autres regroupements de militants qui tentaient de se lier à elle.

Par la suite, le groupe devint graduellement conscient de la nécessité de contribuer au développement d'une force politique autonome des travailleurs: aussi essaya-t-il d'ajuster son travail de recherche et sa documentation à cet objectif; en même temps, il entreprit de se lier à certains regroupements de militants progressistes qui tentaient, eux-aussi, de travailler dans la même direction.

Au début, un tel réajustement de ses objectifs s'est traduit pour le CRIQ par la production, pour le compte de

certaines centrales syndicales, de dossiers d'information et de propagande sur certaines luttes (la fermeture de telle usine, la grève à telle autre, etc.). De plus l'équipe du CRIQ collabora à la production de "Ne comptons que sur nos propres moyens" (CSN).

Toutefois, depuis plus d'un an, de tels liens avec les centrales syndicales ont diminué. Le CRIQ tente depuis lors de situer ses activités par rapport aux regroupements de travailleurs et de militants à la base, plutôt que par rapport aux appareils syndicaux. En conséquence, nous nous fixons depuis un an les trois tâches suivantes:
- la liaison à la classe ouvrière
-produire des recherches et fournir une documentation pertinente au travail politique
l'unité des militants

a] la liaison à la classe ouvrière:

Cette liaison s'effectue surtout, pour nous, par le soutien aux bases politiques (comités de travailleurs, "noyaux" de travailleurs, etc.) qui commencent à se développer dans les milieux de travail. De tels regroupement de travailleurs militants tirent leurs origines de diverses circonstances. En certains cas, ils résultent de l'action de militants - la plupart du temps intellectuels- qui s'engagent dans une entreprise et s'emploient à regrouper les travailleurs les plus conscients et les plus combatifs.

En d'autres occasions, ils apparaissent au fil des luttes menées par les travailleurs d'une entreprise: de telles luttes poussent parfois quelques uns de ces travailleurs - les plus conscients et les plus combatifs- à se regrouper dans le but de développer des interventions qui leur apparaissent plus politiques. Les militants du CRIQ se donnent pour tâche de soutenir le développement de tel regroupements à chacune de leurs étapes, et à travers une association continue. Les formes que peuvent prendre un tel soutien sont cependant diverses. A prime abord, il s'exprime à travers l'instrument de travail que le groupe a développé: un ensemble de connaissances susceptibles d'aider à clarifier le terrain de lutte, soit dans le contexte d'une lutte que mènent ces travailleurs.

Le soutien aux regroupements de travailleurs militants s'exprime aussi à un autre niveau. Dans une certaine mesure, les militants du CRIQ tentent également de jouer le rôle de "courroie de transmission" entre différents militants ou comités de travailleurs. La nature de leur travail les place en relation avec plusieurs de ces militants ou de ces comités; dès lors, il leur est possible de servir de "véhicule", grâce auquel les expériences et les leçons du travail de certains militants peuvent être transmises à d'autres. Bien entendu, un tel rôle n'est valable que dans la mesure où comités et militants ne peuvent échanger directement leurs expériences respectives; il s'agit donc d'un rôle transitoire.

Enfin, il s'agit aussi de participer à la formation des militants ouvriers, de permettre qu'ils acquièrent les principaux éléments du marxisme-léninisme afin qu'ils puissent de façon autonome mieux orienter et développer leur travail politique.

b] produire des recherches et fournir une documentation pertinente au travail politique

Bien que nous ayons terminé un cahier de formation sur la question de l'Impérialisme (portant sur les origines et les caractéristiques de ce stade du processus de production capitaliste; ce texte sera publié éventuellement d'ici quelques temps) nous avons l'intention d'orienter différemment notre travail à ce niveau. D'abord en produisant des recherches sur des problèmes économiques de l'heure qui peuvent être plus directement utilisées par les militants dans leur travail politique: il s'agit de recherches sur l'inflation, le chômage, les revendications économiques des travailleurs, etc. Ensuite, en faisant appel plus largement aux opinions des camarades travaillant directement avec des groupes ouvriers ou participant directement à des luttes ouvrières afin de mieux répondre aux besoins du travail politique. Enfin, en dégageant une meilleure analyse politique (en faisant ressortir les intérêts de classe) des différents aspects de l'exploitation économique des travailleurs.

Au niveau de la documentation, elle est un service mais dont l'utilisation est délimitée à des rassemblements de travailleurs à la base soit pour soutenir certaines de leurs interventions, soit comme instrument de formation; à des regroupements de militants progressistes, dans la mesure où elle contribue à leur liaison à la classe ouvrière; à des groupes de travailleurs en lutte, dans la mesure où elle contribue à clarifier les enjeux de la lutte.

D'autre part, il nous apparaît important d'expliquer l'information que nous donnons afin que puisse s'en dégager une meilleure analyse politique. Ceci devrait permettre une meilleure utilisation politique de l'information qu'on peut donner, d'autant plus que les sources en sont le plus souvent bourgeoise.

Notre documentation couvre partiellement les aspects suivants:

Il y a d'abord quelques centaines de dossiers sur autant d'entreprises actives au Québec et au Canada. De tels dossiers, alimentés à des sources diverses (coupures de journaux, bulletins d'information plus spécialisés, etc.), sont de valeur inégale; néanmoins, ils se sont révélés pertinents pour fournir des connaissances de base sur les entreprises concernés.

De plus, il y a les dossiers sur les différentes branches de l'économie au Québec et au Canada. Encore là, ils permettent de fournir certains renseignements de base sur le développement des divers secteurs de production et sur leur "santé" économique et financière.

Il y a plusieurs dossiers qui portent sur les aspects plus généraux de la conjoncture économique et politique, comme l'inflation, le chômage, le syndicalisme, l'impérialisme, les politiques gouvernementales, les subventions, etc.

A ces divers dossiers s'ajoute une bibliothèque dont les différents ouvrages recoupent en gros les thèmes mentionnés plus haut. De plus, nous tentons actuellement d'élargir cette documentation et de couvrir certains aspects plus rapprochés des revendications économiques des travailleurs, comme les salaires, l'organisation de la production, les heures de travail, la productivité, etc.

c] l'unité des militants

Nous avons accordé peu d'attention jusqu'ici à cette question qui est pourtant essentielle au développement du travail politique. Pour nous, il s'agit sur la base des pratiques, d'analyses et de débats communs de développer entre les différents groupes progressites une base d'entente et de travail de plus en plus large. Les moyens que nous avons mis de l'avant pour avancer dans ce sens sont les suivants: voir à notre propre formation par une meilleure connaissance du socialisme scientifique et des acquis du mouvement ouvrier international, principalement sur les questions suivantes: les comités de travailleurs, le syndicalisme, l'organisation des militants socialistes, opérer une analyse plus serrée des différentes pratiques de liaison à la classe ouvrière; tenir des débats sur la base des pratiques ou d'analyses avec d'autres groupes progressistes (en écartant toute espèce de sectarisme) dans la mesure où,évidemment, nous évitons que cela ne devienne l'aspect principal de notre travail politique.

LE PARTI:

avant-garde du prolétariat

par Martha Harneker et Gabriela Uribe

Avant-propos

Ce court texte sur le parti a été rédigé durant les années de l'Unité Populaire au Chili par deux militantes, G. Harnecker et G. Uribe, respectivement rédactrice et collaboratrice au journal hebdomadaire chilien "CHILE ROY". Ce journal, proche politiquement des secteurs de gauche de l'Unité Populaire (voir à ce sujet notre analyse dans les numéros précédents des organisations chiliennes durant les trois dernières années), était principalement destiné aux couches progressistes des intellectuels et de la petite bourgeoisie. On analysait la réalité chilienne et internationale, on donnait aussi de l'information sur les luttes et les organisations, l'Unité Populaire, ainsi que le MIR. A cause de ce travail militant et progressiste, le journal a été interdit par les fascistes et les rédacteurs et collaborateurs de la publication ont du passer à la clandestinité ou s'enfuir.

Le présent texte s'inscrit dans une série de cahiers d'éducation, divisés en deux grandes parties: l'une consacrée à l'analyse du processus d'exploitation (trois des huit cahiers ont été édité au Québec par le secrétariat Québec-Amérique Latine: **Exploiteurs et exploités, L'exploitation capitaliste et La lutte des classes.** L'autre série, dont fait partie ce texte sur le parti, veut déblayer le terrain sur la question de la lutte pour le socialisme.

Le caractère très schématique et quelque peu simpliste du texte s'inscrit donc dans ce contexte de "cahiers d'éducation" et de cours de formation, où plusieurs éléments théoriques sont situés par rapport à la situation concrète du Chili. C'est d'ailleurs là la seule façon d'utiliser de manière correcte les textes théoriques comme celui-ci. Quant à nous, nous avons décidé de les reproduire parce qu'il amène plusieurs éléments de réflexion extrêmement intéressants sur la question du parti politique, des liens entre luttes économiques, idéologiques et politiques, entre organisations socialistes et organisations de masse, entre théorie révolutionnaire et organisation révolutionnaire, etc... Bref, c'est une sorte de synthèse simplifiée des acquis théoriques du mouvement ouvrier sur ces questions. Les militants québécois qui l'étudieront ne devront pas voir là des "réponses" toutes faires d'avance aux questions qu'affronte quotidiennement notre travail politique; cela ne devrait pas nous empêcher non plus d'étudier les classiques originaux de Marx-Engels, de Lénine, de Mao Tsetoung et des autres théoriciens du mouvement ouvrier en réalisant que c'est notre tâche à nous d'élaborer les formes concrètes du type d'organisation, de stratégie et de tactique nécessaires pour notre libération au Québec.

Plan

PROLOGUE

INTRODUCTION

L'histoire du mouvement ouvrier passe par différentes étapes. De la lutte économique isolée à la lutte économique de toute la classe ouvrière, et ce celle-ci à la lutte politique dirigée par le parti politique de la classe ouvrière.

I- LA THEORIE MARXISTE ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement ouvrier laissé à ses propres forces s'en tient à une lutte purement économique ou réformiste. Le rôle de l'idéologie dominante bourgeoise. La théorie marxiste, seule arme contre cette idéologie.

Nécessité de la fusion de la théorie marxiste et du mouvement ouvrier. Le parti en tant qu'instrument de cette fusion.

II PARTI ET MASSES

Le parti et les différents types de lutte: économique, idéologique et politique. Le parti et la lutte pour le pouvoir. Parti, avant-garde de la classe ouvrière.

III LE PARTI: AVANT-GARDE DE LA CLASSE OUVRIERE

Diriger les masses, ne pas être à sa remorque; diriger les masses, ne pas les remplacer. Les conditions que doivent remplir les militants pour bien jouer leur rôle d'avant-garde: être les meilleurs cadres de la classe ouvrière, avoir une bonne formation politique, pratiquer une ligne de masses.

Prologue

Dans la première série de Cahiers d'Education Populaire: "Pourquoi le socialisme", nous avons analysé les concepts qui permettent de comprendre la structure et le fonctionnement de la société, l'exploitation, l'existence des classes sociales et la lutte qu'elles se font entre elles, les contradictions de la société capitaliste et leur dépassement grâce à un système social différent qui commence avec l'implantation du socialisme. Ces concepts que nous avons développés dans les huits cahiers de la première série sont les éléments fondamentaux de la théorie scientifique de la société: le matérialisme historique ou science marxiste.

Dans la deuxième série: "La lutte pour le socialisme" qui débute avec ce Cahier, nous analyserons les conditions d'organisation, de prise de conscience, de planification et de conduite de la lutte des masses populaires, conditions qui sont nécessaires pour que la classe ouvrière en arrive à supprimer l'exploitation et à construire unenouvelle société.

C'est cette même lutte qui débuta avec les luttes ouvrières du siècle dernier en Europe, à partir du moment où s'est implanté le système de production capitaliste, système qui s'est développé puis étendu à tous les pays, devenant par le fait même mondial.

C'est une lutte qui naît spontanément des dures conditions de vie et de travail que connaissent les ouvriers. Ils se réunissent et s'organisent: ils font des pétitions pour amékiorer leur situation, mais leurs organisations sont combattues par les patrons et réprimées par la force de l'Etat capitaliste. L'expérience que cette lutte apporte au mouvement ouvrier ainsi que la connaissance des véritables causes de l'exploitation des travailleurs (apportée par la théorie marxiste), transforment les objectifs et la forme de la lutte ouvrière; d'une lutte corporatiste pour des avantages exclusivement économiques, les travailleurs passent à la lutte politique sous la conduite de partis révolutionnaires, de partis de la classe ouvrière. Les ouvriers prennent conscience d'être une classe dont les intérêts consistent à supprimer l'exploitation et que la seule manière d'y arriver est la prise du pouvoir politique pour construire une nouvelle société.

Cette longue lutte qui se continue encore aujourd'hui a obtenu des résultats dans plusieurs pays: U.R.S.S., Chine, Vietnam, Cuba,(1), les travailleurs sont déjà en train de construire la nouvelle société. Dans tout le monde capitaliste, et plus particulièrement dans les pays sous-développés, la lutte s'accentue. Le socialisme avance et gagne du terrain sur le capitalisme. Et la lutte continuera jusqu'à la suppression totale de l'exploitation de l'homme par l'homme.

---

(1) L'auteur ne tient pas compte ici des complexités dans les rapports et les contradictions au sein du mouvement ouvrier et socialiste. Pour des raisons objectives (la situation au Chili) et subjectives (les positions du Parti Socialiste que défend l'auteur), on ne distinque pas entre la voie révolutionnaire dans la construction du socialisme adoptée par la Chine et les autres pays socialistes, et d'autre part, le retour en arrière vers le capitalisme développé par les dirigeants révisionnistes du P.C.U.S.

Récemment, au Chili, la lutte des travailleurs a débouché sur la prise du pouvoir par un gouvernement qui ouvre la voie du socialisme. Parallèlement, la lutte des classes s'est accentuée: d'un côté, il y a les masses laborieuses qui favorisent l'avancement du socialisme, et de l'autre, les ennemis du peuple qui emploient tous les moyens pour faire échouer cette tentative de changement.

Pour que le prolétariat atteigne son objectif final dans cette lutte, la volonté des travailleurs de progresser n'est pas suffisante. Il est nécessaire de savoir s'organiser; de savoir comment diriger et regrouper le peuple autour des véritables objectifs; comment planifier le travail par étapes sans perdre de vue les objectifs à long terme; comment, à chaque étape, isoler les principaux ennemis et liguer contre eux toutes les forces du peuple; comment maintenir l'unité du peuple et dépasser ses contradictions internes, etc...

Les éléments nécessaires à la lutte pour le socialisme constituent la science politique révolutionnaire, le marxisme-léninisme. Ses concepts de base sont ceux que développe cette série des Cahiers d'Education Populaire, à travers les thèmes suivants:

CEP è - Le parti: avant-garde du prolétariat
CEP 9 Le parti: son organisation
CEP 10 Dirigeants et masses populaires
CEP 11 Stratégie et tactique
CEP 12 Alliance et front politique

En fournissant ces armes théoriques, nous voulons contribuer à la participation consciente, critique et combative de tous les travailleurs chiliens à la transformation de la société.

Introduction

L'histoire du mouvement ouvrier de différents pays a des caractéristiques communes à tous ces pays que Marx mentionnait déjà dans le **Manifeste du parti communiste.** (2)

Au début, les ouvriers réagissent à leurs dures conditions de vie et de travail en se regroupant pour s'entraider en cas de maladie, de chômage, de mort, etc...Les organisations naissent de façon isolée, sur les lieux de travail ou par catégories d'emploi. C'est ce qu'on appelle des sociétés d'entraide auxquelles participent même parfois les patrons.

Peu à peu, ces organisations en viennent à s'opposer aux patrons et à se regrouper entre elles, devenant chaque fois plus importantes. Dès lors, elles peuvent mieux lutter pour des revendications communes à tous les ouvriers. A ce stade, on s'occupe seulement des revendications d'ordre économique en vue de l'amélioration des conditions de vie et de travail: augmentation des salaires, diminution des heures de travail, amélioration des conditions hygiéniques et des mesures de sécurité sur le lieu de travail, etc...Dès leur formation, ces organisations syndicales sont combattues par les patrons avec l'aide des forces répresssives de l'Etat capitaliste, et sont souvent démantelées.

(2) **Le manifeste du parti communiste** fut écrit par Marx et Engels en 1848 à la demande de l'organisation ouvrière à laquelle ils appartenaient: la Ligue des communistes. Dans cet écrit, ils exposent les principes de leur théorie de la société et le rôle révolutionnaire du prolétariat dans la création d'une société nouvelle.

Tout au long de ces années de luttes, les ouvriers en sont venus à prendre conscience de la nécessité d'améliorer leur organisation et d'étendre leur regroupement pour pouvoir obtenir ce qu'ils réclament. Mais en même temps, ils ont pris conscience d'être une classe exploitée et que, pour en finir avec cette situation, il fallait détruire le système capitaliste, cause de leur exploitation.

De l'organisation syndicale, la classe ouvrière passe à l'organisation politique qui lutte pour détruire le régime capitaliste et créer une société où l'exploitation n'existe plus. C'est ce qui est arrivé au Chili. (3)

Déjà, au milieu du siècle dernier, des mutuelles commençaient à se former chez les ouvriers typographes (1853). Ces sociétés d'entraide s'étendirent rapidement chez les artisans, les ouvriers maritimes, etc...Les conditions de travail étaient très dures à cette époque où rien n'existait comme code du travail. Dans les mines de cuivre et de nitrate, par exemple, on travaillait de 12 à 14 heures par jour; on payait au moyen de bons avec lesquels les ouvriers pouvaient acheter seulement dans les épiceries et magasins de la compagnie; on employait des femmes et des enfants qui recevaient des salaires plus bas que les hommes. La crise mondiale des années 1870-1890 a encore empiré cette situation et de nombreuses grèves sont alors apparues spontanément. Elles furent cependant réprimées de manière sanglante par la police et l'armée, organismes au service du gouvernement et qui défendent les intérêts des propriétaires des mines, des usines et des terres.

L'organisation des ouvriers augmentait et se perfectionnait. Ily eut des tentatives d'unification des mutuelles dans une centrale des travailleurs; les ouvriers commencèrent à militer dans un parti politique qui, bien qu'il ne soit pas un parti de la classe ouvrière, réunissait les tendances les plus progressistes de l'époque: le Parti Démocrate, fondé en 1887.

C'est à partir du début du XXe siècle que l'organisation de la classe ouvrière commence à prendre une orientation spécifique, grâce à l'expérience de lutte acquise. Il ne s'agit plus seulement d'associations d'entraide mais d'organisations de défense de leurs intérêts économiques face aux patrons, organisations dans lesquelles seuls les membres de la classe ouvrière peuvent en faire partie. Au nord, elles apparaissent dans les mines de nitrate: ce sont les "mancomunales" (associations volontaires) qui regroupent les organisations ouvrières en opposition avec l'organisation patronale. A Santiago et à Valparaiso, elles portent le nom de sociétés de résistance luttant pour des revendications d'ordre économique, et luttant contre les patrons pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail.

Ces organisations correspondent aux premiers syndicats qui, en 1904, réalisent une entente "pour s'unir contre les capitalistes tout-puissants". L'entente dégage la nécessité:

1- d'établir des statuts communs
2- de lutter pour l'unification de tous les ouvriers du pays
3- de présenter au gouvernement un manifeste des travailleurs
4- d'exiger une législation ouvrière

(3) A la lumière des événements récents, on doit fortement nuancer cette affirmation. L'auteur semblait indiquer que ce processus était une chose "arrivée", finie, au Chili.

Cependant, ces premières organisations ne parviennent pas à fonctionner de façon stable; ils ne dirigent pas non plus réellement les mouvements de grève qui naissent de façon spontanée à cette époque et qui sont durement réprimés. Les massacres d'ouvriers se succèdent: El Toco, pour les mines de nitrate, en 1904; la semaine rouge à Santiago en 1905; Santa Maria, à Iquique en 1907. Ce dernier massacre où furent assassinés au moins 3,600 ouvriers du nitrate provoque une grande apathie à l'intérieur du mouvement ouvrier.

C'est seulement dans les mêmes années suivantes que renaissent les organisations ouvrières qui deviendront permanentes et parviendront à diriger vraiment les luttes. (4)

Ainsi, à partir de la Grande Fédération ouvrière, qui au début regroupe seulement les cheminots, on crée en 1909 la F.O.C.H. (Fédération des ouvriers chiliens) qui est la première organisation qui réussit à regrouper tous les ouvriers chiliens. Elle commence à organiser et diriger d'importantes grèves et à encourager partout la formation de syndicats.

En même temps, l'expérience de lutte acumulée et le degré de conscience de classe qu'elle produit font que les ouvriers les plus avancés, avec Luis Emilio Recabarren (5) à leur tête, créent en 1912 le premier parti indépendant de la classe ouvrière: le Parti Ouvrier Socialiste (P.O.S.) Le noyau fondateur se sépare du Parti Démocrate parce qu'il

En même temps, l'expérience de lutte accumulée et le degré de conscience de classe qu'elle produit font que les ouvriers les plus avancés, avec Luis Emilio Recabarren (5) à leur tête, créent en 1912 le premier parti indépendant de la classe ouvrière: le Parti Ouvrier Socialiste (P.O.S.) Le noyau fondateur se sépare du Parti Démocrate parce qu'il considère que ce dernier a davantage tendance à faire des pactes avec les partis de la classe capitaliste plutôt qu'à organiser et à éduquer les travailleurs, plutôt qu'à lutter pour leurs revendications.

Le P.O.S. donne un grand élan à l'organisation syndicale des ouvriers, à leur éducation politique et à la prise de conscience de leur condition de classe exploitée. Il publie un journal: "El despertar" (Le réveil) et différents hebdomadaires. Mais en dépit de cette grande avance, il n'arrive pas à devenir un parti révolutionnaire car il se borne à défendre les intérêts économiques de la classe ouvrière et ne se propose pas la destruction du système capitaliste en tant qu'unique façon de mettre fin à l'exploitation.

Mais sous l'influence de la Révolution russe que Recaberren avait vécu personnellement, le POS devient le Parti Communiste du Chili. C'est ainsi que nait en 1922 le premier parti révolutionnaire de la classe ouvrière qui oriente ses luttes selon l'objectif à long terme de mettre fin à l'exploitation en implantant un régime social dirigé par les travailleurs pour construire une nouvelle société socialiste.

Nous avons longuement développé l'exemple du mouvement ouvrier chilien et nous nous sommes arrêtées à cette période historique parce que cela nous a aidées à développer l'idée fondamentale du parti révolutionnaire de la classe ouvrière. Dans ce Cahier et dans le suivant nous étudierons:

-comment un parti révolutionnaire nait du mouvement ouvrier

- quelles sont les conditions nécessaires qu'il doit réunir pour en arriver à réaliser les véritables intérêts de la classe ouvrière

- comment il doit s'organiser pour mener ses luttes avec succès.

Nous verrons qu'un parti révolutionnaire se distingue des autres partis qui existent dans la société capitaliste. En plus de définir ses objectifs et sa lutte à partir d'une analyse scientifique de la réalité, unparti révolutionnaire a les caractéristiques suivantes:

1- C'est le seul parti qui affirme ouvertement être au service des intérêts d'une classe spécifique de la société, à la différence des partis bourgeois qui prétendent être au service de toutes les classes de la société mais qui défendent en réalité leurs intérêts propres et leurs privilèges.

2- C'est un parti qui regroupe seulement les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, la seule classe vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire la seule classe déterminée à supprimer toutes les causes de l'exploitation.

3- C'est un parti qui doit abandonner les formes d'organisation qui sont trop élastiques (sans cadres définis) ou trop autoritaire (avec 1 seule tête) en créant une organisation de type nouveau, possédant une grande unité interne et une discipline de fer, pour pouvoir bien remplir son rôle de direction dans le processus de la lutte des classes.

(4) Il faut bien souligner la rapidité avec laquelle le prolétariat augmente à cette époque: en 1890, il y avait environ 150,000 ouvriers, en 1900, monte à 250,000 et 1910, il passe à 300,000.

(5) L.E. Recabarren, né le 6 juillet 1876 à Valparaiso. Ouvrier typographe. Membre du Parti Démocrate dont il fut secrétaire-général. Dissident de cette organisation, il fonde en1912 le Parti ouvrier socialiste. Suite à l'impact moral de la Révolution russe, le P.O.S. devient en 1921, grâce à son initiative, le Parti Communiste du Chili. Il est aussi initiateur de plusieurs journaux ouvriers. Destitué de son poste de député (en 1906) bien qu'ayant été légitimement élu, il redevient parlementaire en 1921 pour une période de 3 ans. Internationaliste, il participe à la formation des partis communistes d'Argentine à la formation des partis communistes d'Argentine et d'Uruguay. Il travaille au début de sa vie publique à l'organisation syndicale et participe à la transformation de la FOCH. Il meurt en 1924 causant au pays la perte de son leader ouvrier le plus éclairé.

1- La théorie marxiste et le mouvement ouvrier

L'histoire des premières années de la vie du mouvement ouvrier démontre que lorsque la classe ouvrière compte seulement sur ses propres forces, elle a tendance à ne s'en tenir qu'à une lutte pour de meilleures conditions de vie et de travail. Cette lutte se limite au regroupement des ouvriers en syndicats, à la résistance aux patrons, à des pétitions au gouvernement pour que celui-ci passe des lois favorables aux ouvriers, etc...

A quoi est-ce du?

A ce que les idées dominantes dans la société capitaliste font croire aux ouvriers qu'ils arriveront à sortir de leur mauvaise situation dans la mesure où ils obtiendront les améliorations sociales et économiques qu'ils demandent.

Voyons cela plus en détails

Ce sont les propriétaires des moyens de production les plus importants (usines, mines, terres) qui contrôlent les postes de radio, les journaux, les canaux de t.v., c'est-à-dire les moyens de communication de masse. Ils contrôlent aussi les contenus des programmes d'éducation à différents niveaux: école primaire, secondaire et université. Grâce à ses moyens d'éducation et de diffusion des idées, ils trompent le peuple en les convaincant que le système dans lequel ils vivent est bon et que si les travailleurs ont des mauvaises conditions de vie, ce n'est pas la faute du système capitaliste mais c'est à cause des défauts des travailleurs: paresse, alcoolisme, manque d'aptitudes intellectuelles, etc...

C'est pourquoi la théorie marxiste affirme que "l'idéologie dominante dans une société est l'idéologie de la classe dominante", c'est-à-dire que les idées, les modes de comportement, les coutumes, etc. qui ont le plus d'influence dans une société sont ceux qui défendent les intérêts de la classe dominante. Aussi, dans la société capitaliste, la classe ouvrière, de même que les autres classes sont dominés par l'idéologie bourgeoise dont la fonction est de maintenir l'ordre bourgeois et qui permet ainsi aux capitalistes de continuer à exploiter les ouvriers. A cause de cette domination, les ouvriers se servent des idées bourgeoises pour s'expliquer à eux-mêmes leur propre situation et pour orienter leurs luttes. C'est pour cela qu'ils se limitent à exiger davantage au plan économique, comme les meilleurs salaires, des meilleures conditions de vie, etc. Avec ces avantages qu'ils réclament, ils peuvent seulement améliorer quelque peu leurs conditions de vie, mais ils n'arrivent pas à détruire "l'ordre" bourgeois qui est à la source de leur exploitation.

Comment rompre avec la domination de cette idéologie?

Seulement en lui opposant une analyse scientifique des faits qui permet

1- d'expliquer la situation dans laquelle se retrouve le prolétariat dans la société capitaliste.

2- de montrer pourquoi il est possible de mettre fin à l'exploitation

3- de montrer quels sont les moyens à prendre pour arriver à une telle fin.

Cette analyse existe. C'est la théorie du socialisme scientifique ou matérialisme historique fondée par Marx dans la seconde moitié du 19e siècle. Cette théorie ne se contente pas de décrire la situation d'exploitation dans laquelle se trouve les travailleurs (plusieurs auteurs avaient déjà fait cela avant Marx) mais elle s'oriente de façon à expliquer quelles sont les causes qui ont donné naissance à cette situation. (6) Le concept de plus-value ou de travail non-payé dans le système capitaliste est au centre de cette explication. Le fonctionnement même du système capitaliste oblige à maintenir et à étendre toujours davantage l'exploitation. C'est ainsi que pour y mettre fin, il n'existe qu'un seul moyen: la destruction de système capitaliste de production. Comment? Par la conquête du pouvoir politique par les travailleurs. Alors, grâce à la direction politique de la classe ouvrière sur la société, le prolétariat établira un nouveau type de relations de production. Ces relations de production socialistes éliminent l'exploitation d'une classe par une autre et mettent ainsi fin aux inégalités sociales.

Cette théorie est "l'arme idéologique" qui permet à la classe ouvrière de détruire l'idéologie bourgeoise dominante et de comprendre réellement les causes de sa situation d'exploitation.

Il découle de ce qui précède la nécessité pour la classe ouvrière de s'appuyer sur la théorie marxiste comme théorie scientifique de la société.

Comment y arriver? L'élaboration de la théorie marxiste, comme celle de toute théorie scientifique, est quelque chose qui requiert du travail, de l'étude, et beaucoup de temps. Les médecins qui ont découvert les causes de plusieurs maladies ont consacré toute leur vie à la recherche scientifique. La même chose se passe avec ceux qui se sont consacrés à l'étude de la société. C'est ce qui est arrivé à Marx et à Engels, ses premiers précurseurs, ainsi qu'à Lénine, qui, durant des années d'exil, en plus d'innombrables tâches de nature politique, a effectué de sérieuses études théoriques et des recherches détaillées sur la réalité économique, politique et sociale de son pays.

C'est pour ces raisons, c'est-à-dire à cause des conditions qui doivent entourer la recherche scientifique que la naissance de la théorie marxiste est due à des intellectuels et non à des ouvriers. Les ouvriers, à cause de leurs heures de travail, des conditions inhumaines de vie de cette époque, de leur manque d'éducation, pouvaient difficilement lire, s'informer, et étudier le fonctionnement de la société pour ensuite tirer de cette étude les lois du développement social. (7)

---

(6) la première série des CEP (NOS 1 à 7) expose les concepts fondamentaux de cette théorie

(7) En dépit de cette situation générale, il y eut des cas très exceptionnels de travailleurs qui, grâce à leur effort personnel, arrivèrent à des conclusions semblables à celles des auteurs marxistes.

Cependant, cette situation s'est modifiée avec le temps. La classe ouvrière a beaucoup appris de ses longues années de lutte. Son niveau culturel aujourd'hui est de beaucoup supérieur à ce qu'il était il y a 50 ou 100 ans. Sa journée de travail plus courte lui laisse du temps de libre qu'il peut consacrer à l'étude. Et, finalement, le plus important est qu'aujourd'hui, la théorie de la société n'est pas resté lettre morte mais est incarnée dans une réalité vivante: les pays socialistes se sont construits grâce à l'existence de la théorie marxiste. Cependant, tant qu'existe la division entre travail manuel et travail intellectuel, un groupe aura toujours plus de facilité à assimiler la théorie marxiste, à réaliser des études en profondeur de la société et à découvrir de nouveaux aspects; ce sont des personnes qui de par leur fonction peuvent consacrer plus de temps à l'étude: les intellectuels. Mais pour que cette étude serve aux travailleurs, ces intellectuels doivent regarder les choses du point de vue des travailleurs, c'est-à-dire, doivent être des intellectuels révolutionnaires.

Nous nous rendons compte, cependant, que pour le prolétariat puisse avoir une pleine conscience de ses intérêts de classe, il doit connaître la théorie marxiste. C'est seulement lorsque la théorie marxiste pénètre le mouvement ouvrier et devient le guide de son action que le prolétariat en vient à abandonner sa lutte purement économique et passe à des actions vraiment révolutionnaires.

Mais pour qu'apparaissent des mouvements révolutionnaires, il ne suffit pas que la théorie marxiste existe: il faut que le prolétariat la fasse sienne, la transforme en son propre instrument de lutte.

Comment réaliser cette "fusion" de la théorie marxiste et du mouvement ouvrier?

Pour que la fusion se réalise de manière efficace et s'étende à tous les secteurs de la classe ouvrière, il faut qu'il y ait une organisation politique des travailleurs qui s'efforce d'élever le niveau de conscience et oriente la lutte en fonction de leurs véritables intérêts de classe: mettre fin pour de bon à l'exploitation.

Cette organisation révolutionnaire doit lier intimement deux aspects fondamentaux:

1) l'expérience de la lutte, la connaissance du milieu ouvrier et l'art de convaincre et de mobiliser les masses. Ceci s'acquiert au contact des masses et dans l'action avec elles.

2- la connaissance scientifique de la réalité qu'on veut transformer. Ceci s'acquiert en appliquant la théorie marxiste à l'étude de la société (ou formation sociale) qu'on veut changer. (8)

Il s'agit donc de regrouper les éléments les plus avancés du prolétariat: les ouvriers d'avant-garde, avec les intellectuels qui ont adopté la position de classe (9) du prolétariat et qui se sont ralliés à son organisation et à sa discipline: les intellectuels révolutionnaires.

L'organisation politique des travailleurs c'est le parti qui doit réaliser la fusion du mouvement ouvrier et de la théorie marxiste pour amener le prolétariat à la transformation de la société.

Sans lien avec l'organisation marxiste-léniniste, "le movement ouvrier dégénère et inévitablement s'embourgeoise" (Lénine). C'est pourquoi le rôle du parti n'est pas de "servir passivement le mouvement ouvrier à chacune de ses étapes, mais de représenter les intérêts de l'ensemble du mouvement, de lui indiquer son objectif final et ses objectifs politiques immédiats, de défendre son indépendance politique et idéologique" (Lénine).

Aussi pour que l'organisation politique des travailleurs puisse jouer son rôle de direction et introduire la théorie marxiste dans le mouvement ouvrier, il est capital d'organiser un **système de presse.** Le journal du parti doit répondre aussi bien aux besoins internes de l'organisation qu'aux besoins des masses en tenant compte de ses différents niveaux de conscience.

Lénine résume les idées que nous avons exposées ici en disant: "Sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de mouvement révolutionnaire".

---

(8) Par "formation sociale", on entend une société déterminée historiquement, par exemple, le Chili.

(9) On appelle "position de classe" le parti pris par une classe dans un processus politique donné.

2- Parti et masses

C'est le parti des travailleurs, armé de la théorie révolutionnaire, qui doit guider la classe ouvrière et ses alliés dans la lutte pour le pouvoir politique. Le pouvoir politique est l'instrument qui permet à la classe ouvrière de détruire le système d'exploitation capitaliste et commencer à construire la nouvelle société.

Pour en arriver à conquérir le pouvoir politique, le prolétariat doit faire face à ses ennemis, la bourgeoisie et ses alliés, partout où il les rencontre: dans le secteur économique, dans le secteur idéologique et dans le secteur politique. Il doit donc combiner différentes formes de lutte, économique, idéologique et politique.

Pour bien préciser le rôle que joue le parti de la classe ouvrière et pour bien voir sa différence avec l'organisation syndicale, nous rappelons ce que nous entendons par lutte économique et lutte politique.

La **lutte économique** est l'affrontement qui se produit entre des classes opposées au niveau de l'infrastructure, ou niveau économique de la société. Cet affrontement est caractérisé par la résistance spontanée qu'opposent les classes exploitées aux classes exploitantes. Lénine définit la lutte économique du prolétariat de la façon suivante:

"La lutte économique est la lutte collective des ouvriers contre les patrons pour obtenir des conditions plus avantageuses dans la vente de leur force de travail; pour améliorer les conditions de travail et de vie des ouvriers".

A chaque fois elle permet de réaliser une meilleure organisation et une plus grande unité de la classe ouvrière et d'élever son niveau de conscience de classe et la préparant aux affrontements qui vont mettre fin définitivement à l'exploitation: la lutte pour le pouvoir politique.

Le **syndicat** est la forme d'organisation que s'est

donnée la classe ouvrière pour réaliser cette lutte de type revendicatif. C'est une organisation qui tend à réunir **toute la classe ouvrière**, sans distinction de croyances ou d'appartenance politique, pour lutter pour des intérêts immédiats communs. C'est une organisation large, ouverte, à laquelle sont appelés à participer tous les travailleurs.

La lutte des classes se livre aussi sur le terrain des idées, car les idées bourgeoises contribuent à maintenir la domination de la classe exploitante sur les exploités.

Cette lutte sur le terrain des idées est celle que nous appelons **lutte idéologique**.

C'est une bataille sans trêve. Si on ne combat pas de manière continue contre la pénétration des idées de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière et des masses populaires, on n'arrivera jamais à une conscience révolutionnaire capable de mener la lutte jusqu'à ses dernières conséquences.

La **lutte politique** est l'affrontement qui se produit entre classes opposées au niveau du secteur juridico-politique de la société, c'est-à-dire la lutte des exploités contre les lois et les institutions qui maintiennent la domination des classes exploitantes.

Dans la société capitaliste, cette lutte recouvre depuis la lutte des travailleurs pour de plus grandes libertés politiques jusqu'à la lutte plus définitive pour le pouvoir politique, pour la destruction du capitalisme et la création d'une nouvelle société, la société socialiste.

Un exemple de lutte politique est la grève générale décrétée par la C.U.T. (Centrale unique des travailleurs) en octobre 1969 contre la menace d'un coup d'état militaire qui se préparait alors dans l'armée, avec le général Viaux à sa tête. A l'occasion de ce mouvement, la classe ouvrière ne s'est pas mobilisée autour de revendications d'ordre économique, mais bien autour d'un objectif politique bien clair: la défense du système démocratique contre les courants subversifs. Un autre exemple est la grève menée par les ouvriers du cuivre contre les accords du cuivre que proposait le gouvernement Frei.

Mais ces différents types de lutte ne se mènent pas séparément les uns des autres. Au contraire, ils se combinent toujours, mais dans chaque cas, un aspect domine par rapport aux autres.

Les luttes économiques, idéologiques et politiques sont des aspects de la **lutte des classes** que se livre constamment entre elles les classes opposées de la société aux trois niveaux de la structure sociale.

Ainsi, par exemple, dans une grève, alors que l'aspect dominant de la lutte est **économique**, une **lutte idéologique** est menée en même temps par une partie du secteur le plus avancé des ouvriers afin de maintenir l'unité des travailleurs en leur faisant voir l'origine de leur situation d'exploités et comment y mettre fin etc. D'autre part, cette grève qui avait, au départ, un caractère purement économique peut en arriver à avoir un caractère surtout **politique** si les forces armées et la police interviennent pour déloger les piqueteurs. A ce moment, les ouvriers entrent en lutte contre les représentants de l'Etat qui défend les intérêts des capitalistes.

Enfin, nous devons préciser que la lutte des classes a comme objectif final dans la société capitaliste, la destruction du système d'exploitation en supprimant la propriété privée des moyens de production. Et ceci peut se réaliser seulement si la classe ouvrière et ses alliés arrivent à prendre le pouvoir politique. **Le pouvoir politique est le seul moyen par lequel la classe ouvrière peut détruire les relations de production capitalistes et imposer les relations de production socialistes pour construire la nouvelle société,** car ce n'est que par cette position de force qu'il est possible de contrecarrer la résistance de la bourgeoisie à cette transformation. Le développement de la lutte des classes ouvre le chemin au prolétariat dans sa conquête du pouvoir politique. A chaque bataille, l'organisation et le niveau de conscience de la classe ouvrière augmente, en même temps que l'ennemi s'affaiblit. A un moment donné, la lutte des classes entre dans une phase critique: elle se concentre entièrement au niveau politique et est axée vers la prise du pouvoir politique.

Pour résumer: le parti du prolétariat doit pousser la lutte économique et encourager la création de syndicats, car c'est la manière par laquelle les ouvriers dans leur ensemble prennent conscience de la nécessité de l'unité et de l'organisation dans la lutte pour leurs intérêts, bien que cela ne soient que leurs **intérêts immédiats.** Cependant, le parti qui lutte pour **les véritables intérêts de la classe ouvrière** (10) ne peut pas se limiter à cette lutte revendicatrice. Grâce à une lutte idéologique permanente, en se servant de la théorie marxiste, on doit dégager clairement les limites de la lutte économique et comment mettre fin à l'exploitation. Mais ce n'est pas seulement à partir de la lutte économique que le parti mène la lutte des classes. Le parti doit dénoncer toutes les mesures arbitraires du régime politique, en dirigeant les luttes des différents secteurs de façon à augmenter et développer les libertés et les droits du peuple. En même temps il doit montrer comment l'Etat bourgeois est au service des classes dominantes, comment même le régime bourgeois le plus démocratique fonctionne comme la dictature d'une minorité (la bourgeoisie et ses alliés) sur une majorité (le peuple).

Ainsi à travers la lutte économique, idéologique et politique, le parti guide les masses, les regroupant autour des objectifs du prolétariat. Par son action et la lutte idéologique il fait apparaitre la nécessité pour les travailleurs de prendre le pouvoir politique en tant que seul moyen de réaliser leurs intérêts de classe.

Le parti est l'organisation qui doit diriger la lutte des classes sur tous les terrains et qui doit déterminer dans chaque nouvelle situation quelle est la **lutte principale** à mener et comment les autres types de luttes doivent y être subordonnées.

La lutte pour l'amélioration des conditions de travail et de vie naît spontanément chez les ouvriers qui s'organisent pour cette fin en syndicats. Cependant, tant que subsiste l'effet déformateur de l'idéologie bourgeoise il sera très difficile que **tout** le prolétariat puisse comprendre sa situation d'exploitation. C'est pour cela que la nécessité de **la lutte organisée pour conquérir le pouvoir politique** n'est bien comprise au début que par un très petit nombre de membres de la classe ouvrière. En conséquence, le parti, qui est le guide du prolétariat sur cette voie, est une organisation qui regroupe seulement une fraction de la classe ouvrière: les ouvriers les plus

---

(10) Comme nous avons vu, les intérêts spontanés et immédiats sont ceux qui visent à obtenir une amélioration de la situation économique ou de travail des ouvriers. Par contre, les intérêts à long terme ou véritables intérêts de classe sont ceux qui visent à détruire les causes de la situation d'exploitation dans laquelle se trouvent les travailleurs et qu'on atteint seulement lorsqu'on supprime la propriété privée des moyens de production et qu'on établit une nouvelle société.

lucides et ceux qui possèdent une plus grande conscience de classe. Le parti de la classe ouvrière **n'est pas toute la classe** ainsi orgnisée mais bien son avant-garde. C'est le secteur le plus avancé de la classe ouvrière qui la guide dans le développement de sa prise de conscience et dans sa lutte pour construire une société différente.

Cependant, la classe ouvrière par le fait d'être la classe exploitée dans le système de production capitaliste est la seule classe capable de mener la lutte jusqu'à ses ultimes conséquences. Néanmoins, dans la société capitaliste, il y a d'autres classes et groupes sociaux (petite bourgeoisie, fonctionnaires, intellectuels, etc.) qui souffrent aussi de l'exploitation. C'est pourquoi le parti du prolétariat doit être capable de regrouper autour d'objectifs communs, à chaque étape de la lutte, toutes les autres classes et groupes de la société qui entrent en contradiction avec le système capitaliste. C'est seulement de cette manière, en regroupant **l'ensemble du peuple** autour des intérêts du prolétariat qu'il arrivera à réaliser les objectifs qu'il se propose et qui, en définitive, profiteront à tout le peuple.

3-LE PARTI: avant garde la classe ouvrière

Mais quelle relation doit-il exister entre l'avant-garde et les masses populaires?

Une des choses qu'il faut préciser dès maintenant est qu'il ne faut pas tomber dans l'erreur de penser que la révolution se fera seulement par les militants du parti, les révolutionnaires purs, l'avant-garde pure.

Lénine insiste sur cela, et montre que tout travail révolutionnaire sérieux, pour réussir, doit comprendre et mettre en pratique le principe suivant: les révolutionnaires sont seulement capables de jouer le rôle de l'avant-garde de la classe vraiment dynamique et progressiste. De plus, il soulignait qu'une avant-garde ne remplit jamais sont rôle si elle ne se montre pas capable d'éviter le divorce d'avec les masses populaires qu'elle entend guider. Au contraire elle doit être capable de faire avancer toute la masse.

La mission de l'avant-garde est donc de diriger les masses populaires. L'avant-garde cesse de remplir son rôle si elle se consacre seulement à reflêter et à suivre ce que les masses disent ou font, c'est-à-dire à la remorque des masses, cesser de les guider et de les faire avancer.

Cependant, être à l'avant-garde des masses, **diriger les masses ne veut pas dire les remplacer.** Etre à l'avant-garde veut dire être le groupe dirigeant capable de reprendre les idées justes des masses populaires pour élaborer à partir d'elles les lignes d'action et les prises de position qui les feront avancer. (9) L'avant-garde ne doit pas se croire en possession de toute la vérité et élaborer dans un bureau ses lignes d'action sans consolider directement les masses ne prendre en considération leurs initiatives révolutionnaires. Si cela arrivait, les masses cesseraient de reconnaître ces dirigeants comme leur avant-garde et ceux-ci se transformeraient en une direction bureaucratique qui au fond ne dirige rien du tout.

Pour éviter que l'avant-garde ou noyau dirigeant de la classe ouvrière cesse de remplir sa fonction, il est primordial que le parti et ses membres se soumettent à la critique des masses. Les dirigeants doivent prendre et encourager les critiques des masses dans toutes les organisations auxquelles celles-ci participent.

Quelles conditions doivent remplir les militants du parti pour jouer leur rôle d'avant-garde?

1- Etre les meilleurs éléments de leur classe
2- Avoir une bonne formation politique
3- Avoir une ligne de masse

1- Etre les meilleurs éléments de leur classe

Si le parti ouvrier doit diriger toute la classe ouvrière ses cadres doivent avoir un grand prestige aux yeux des masses. Ils doivent être les éléments qui ont le plus d'esprit de travail, le plus d'initiative, la plus grande clarté dans l'analyse et qui sont prêts à consacrer la plus grande partie de leur temps libre au travail révolutionnaire, et, plus particulièrement, être d'une honnêteté à toute épreuve.

2- Avoir une bonne formation théorico-politique

S'il n'y a pas de processus révolutionnaire sans théorie révolutionnaire et si le parti est l'instrument de la fusion de la théorie révolutionnaire et du mouvement ouvrier, il est très important que les militants du parti et plus particulièrement ses cadres supérieurs jouissent d'une très bonne formation théorico-politique.

En quoi doit consister cette formation?

Elle doit se donner à trois niveaux:

a) les militants doivent étudier la théorie marxiste-léniniste, qui fournit les principaux instruments théoriques pour faire l'analyse scientifique de la société, c.a.d., pour connaître sa réalité économique, politique et sociale.

b) Ils doivent étudier et bien connaître l'histoire du pays, et spécialement l'histoire du mouvement ouvrier. Ceci est nécessaire, car tout parti révolutionnaire pour réussir doit être capable de diriger de manière créatrice le processus de lutte des classes dans son propre pays. Pour ce faire, il doit tenir compte des caractéristiques propres aux classes de son pays, leurs traditions et leurs coutumes.

c) Il doit très bien connaître la situation concrète des forces sociales à chaque instant, et pour cela il est primordial qu'il soit bien informé de tout ce qui se passe au pays. La lecture des journaux aussi bien de gauche que de droite, est un devoir quotidien du militant

(9) c.a.d., être capable d'élaborer une ligne politique, qui en plus de tenir compte de la réalité économique du pays, interprète le niveau de conscience des masses pour continuer l'action sur la bonne voie. Nous donnons une explication plus profonde de ce thème dans le Cahier 5.2 Le Parti: son organisation

révolutionnaire. C'est seulement s'il possède une formation théorico-politique à tous ces niveaux, que le militant pourra s'orienter par lui-même face aux événements toujours changeants et qu'il sera capable de diriger correctement le mouvement des masses, en tout temps.

La presse du Parti doit être orienté à la base de façon à fournir les orientations politiques dont les militants ont besoin dans leur action quotidienne.

3- Avoir une ligne de masse

Chaque militant doit apprendre à organiser le travail des masses tout en tenant compte du fait que l'idéal le plus élevé ne vaut rien si on ne sait pas comment lui faire rejoindre les intérêts des masses et les problèmes qu'elles ont à affronter quotidiennement.

Les masses renferment de grandes forces créatrices. Chaque militant doit aller aux masses, mais il doit y aller dans la perspective d'y apprendre et d'acquérir une expérience à partir de laquelle il pourra élaborer des nouveaux principes et de meilleures méthodes de lutte.

Toute ligne de masse implique la confiance dans les masses: confiance que les masses peuvent comprendre et agir en fonction du travail révolutionnaire, bien que ce soit aux dirigeants de les mobiliser en ce sens; confiance en la possibilité créatrice des masses, qui dans les moments historiques critiques ont toujours su inventer de nouvelles méthodes de lutte, de nouvelles formules pour vaincre les ennemis de leur classe.

Respecter les masses: respecter leurs intérêts spontanés immédiats et leurs intérêts à long terme. Ceci signifie proposer des tâches qui partent toujours de leurs intérêts spontanés, immédiats, mais qui soient axés de façon à réaliser leurs véritables intérêts de classe. Donc, partir des intérêts spontanés mais ne pas s'y limiter.

Consulter les masses: être à l'écoute de ses idées et de ses opinions face aux faits, ne jamais prétendre qu'on peut mobiliser les masses en leur donnant des réponses toutes faites. Vérifier constamment si les consignes données ont un écho réel dans les masses. En ce sens l'affirmation de Mao est très juste: " le militant qui n'a pas fait d'enquête n'a pas le droit de parler".

Informer les masses: les informer sur la situation historique que vit le pays, sur l'état de leur front de lutte en particulier et sur les relations de leur front avec les autres fronts. Les informer sur des tâches qu'on se propose de faire et de la manière de les réaliser. Les informer franchement c.a.d. aussi bien des aspects négatifs que positifs des choses:" la vérité est toujours révolutionnaire" parce que c'est seulement si les masses connaissent la réalité des choses qu'elles pourront agir sur elles pour les transformer.

Organiser les masses: Chercher les mécanismes qui permettent la plus grande participation. Pour cela il est important de déterminer quel est le secteur le plus actif des masses et s'occuper plus spécialement de l'organiser pour qu'il puisse entraîner derrière lui les secteurs plus passifs et plus en retard.

Mobiliser les masses: lancer des consignes appropriées à chaque nouvelle conjoncture. Ces consignes seront bonnes et feront progresser le mouvement révolutionnaire dans la mesure où elles ne seront pas des consignes en l'air, mais bien des consignes qui partent de l'état actuel de la conscience des masses. Les consignes de type anti-impérialiste ou de lutte armée par exemple, ne mobiliseront pas les masses si elles ne sont pas prêtes à les comprendre.

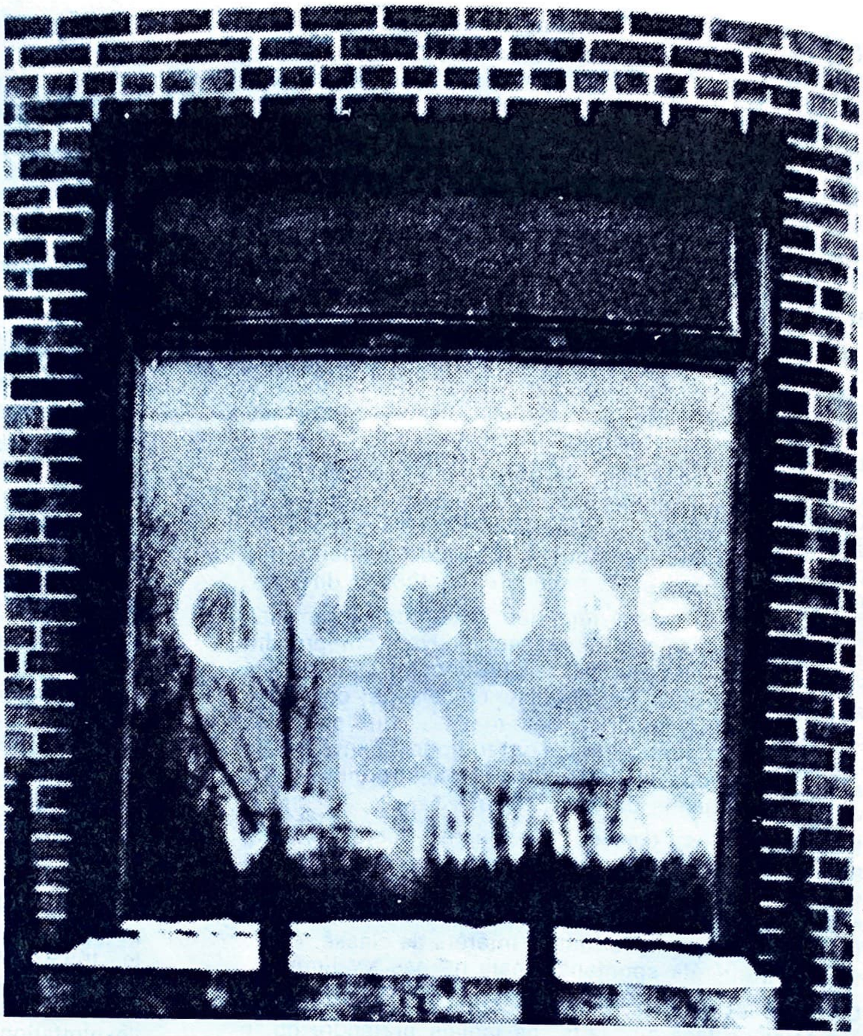
Le parti doit constamment se mettre à l'écoute de l'état d'âme, et de la volonté des masses d'entreprendre des actions révolutionnaires définitives. Cela permettra au parti, au bon moment, de concentrer et de diriger toutes les forces vers la conquête finale du pouvoir politique, pour que le prolétariat commence la construction de la nouvelle société ou n'existeront ni les classes, ni l'exploitation.

«Pas de révolution sans organisation révolutionnaire, pas d'organisation révolutionnaire sans théorie révolutionaire»

V.I.Lénine

à propos du film

ON A RAISON DE SE REVOLTER



Depuis quelques mois déjà, le film "On a raison de se révolter" *a pu être vu par plusieurs militants. Ce film a été produit par le* Comité d'information politique (CIP). *Les militants du CIP répondent ici à nos questions.*

Notons d'abord qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un bilan d'un groupe, mais plutôt d'une présentation générale d'une pratique, le CIP et le film. Le CIP est à dresser le bilan de ses activités et d'ici quelques semaines, il nous sera possible d'en reparler.

Le film "On a raison de se révolter" est composé de quatre parties dont seule la deuxième, "la lutte profitera à nos enfants", est prête actuellement. Les autres parties suivront soit sous forme de film ou sous d'autres formes au cours des prochains mois.

Disons de façon générale que le film porte sur les conditions de vie des travailleurs perçue par l'enquête ouvrière. Le film parle des crises du système capitaliste et de son influence déterminante sur la classe ouvrière. Les luttes menées contre le capitalisme et les solutions qui commencent à poindre sont également abordées dans le film, qui a connu un rayonnement important au cours des 6 derniers mois.

Disons simplement que c'est un film à voir.

QUELLE ETAIT L'IDEE DE DEPART EN FAISANT "ON A RAISON DE SE REVOLTER"?

Il nous semblait important d'une part de produire un film sur les luttes ouvrières au Québec susceptible de faire avancer la conscience politique des travailleurs. Les seuls films "politiques" produits jusqu'ici par nos cinéastes québécois défendent soit des idées syndicalistes ("Les gars de Lapalme") , soit des idées péquistes ("La richesse des Autres"), humanistes ("Le mépris n'aura qu'un temps") ou fatalistes ("On est au Coton"). **Nous voulions donc faire un film qui serve d'outil de propagande** en mettant de l'avant les luttes ouvrières les plus combatives desquelles on peut dégager des acquis politiques pour l'ensemble de la classe ouvrière: **organisation des travailleurs à la base, critique des structures et des luttes syndicales traditionnelles, constitution d'une solidarité ouvrière large.** Nous voulions de plus, resituer ces luttes dans une perspective historique en montrant les acquis et les limites des combats menés depuis 50 ans par les travailleurs d'ici. Il nous apparaissait important de donner la parole aux ouvriers "les plus avancés" afin que le film serve prioritairement aux travailleurs dans leurs débats, leur travail de lutte idéologique. C'est dans cette perspective (questionnement, critique et analyse de la lutte) que le film a servi aux ouvriers de Firestone.

Nous voulions d'autre part, répondre aux besoins des groupes populaires et militants qui, tout en reconnaissant l'importance du film comme outil de formation et de propagande manquaient de documents pertinents sur le mouvement ouvrier québécois pouvant servir concrètement leurs objectifs politiques.

QUELLE UTILISATION AVEZ-VOUS FAIT DE CE FILM?

a) **Le film a d'abord servi à la popularisation et au soutien de la lutte à Firestone sous différentes formes:**

- il a servi concrètement, dans le cadre de la campagne de boycottage à travers le Québec, à populariser les acquis de la lutte; à développer une solidarité large et active (par le biais d'assemblées dont un des objectifs était de mobiliser des énergies pour les lignes de piquetage devant les magasins Firestone);

- il a servi, par le biais de la Quinzaine Nationale du Cinéma Québécois (organisé par le Conseil Québécois pour la Diffusion du Cinéma pour faire connaître les films "progressistes" boycottés par les circuits commerciaux) à organiser des visionnement parallèles à la campagne de boycottage; ces visionnements en débordant le cadre strictement syndical de la campagne de boycottage ont permis que s'établissent une série de contacts entre les travailleurs de Firestone et des groupes d'ouvriers et populaires en province:

- enfin, le film a servi d'outil de mobilisation au Comité de Solidarité pour les assemblées de soutien qu'il a organisées dans les quartiers, les écoles, en dehors de Montréal (St-Jérome, Joliette, St-Jean...)

b) **En dehors de la lutte à Firestone, le film a été diffusé sur la base du C.I.P. à des groupes d'ouvriers en grève, à des syndicats locaux, à des groupes populaires à Montréal et en province.**

Dans la mesure, où le film porte toutes les limites du mouvement ouvrier et militant actuel, il nous semblait important d'encadrer le plus systématiquement possible ces diffusions afin de compléter, par un travail d'explication et de discussion le processus de questionnement politique amorcé dans le film.

A l'heure actuelle, il nous semble important de repenser notre travail de diffusion en fonction du développement de notre pratique et de nos objectifs politiques: la diffusion est une tâche militante importante dans la mesure où elle peut permettre non seulement un premier travail de contacts et de liaison aux travailleurs mais aussi parce qu'elle peut s'inscrire dans un travail de clarification idéologique et de débats avec plusieurs groupes progressistes. La participation du C.I.P. à l'élargissement du mouvement passe entre autres par une pratique de diffusion militante.

AVEZ-VOUS L'INTENTION DE PRODUIRE D'AUTRES FILMS DU GENRE?

Oui. Cependant, il est important pour nous de passer par une période de réflexion critique systématique sur les conditions de production et de diffusion de **On a raison de se révolter.** A l'heure actuelle, nous sommes dans cette période.

Il faut bien voir que produire des films sur des bases militantes "en comptant sur ses propres forces" pose deux séries de problèmes. Des problèmes d'ordre matériel: réunir des fonds et des conditions techniques qui nous permettent de faire des films sur nos propres bases organisationnelles et selon notre ligne politique. Des problèmes d'ordre politique: quel type de films produire? Quels films faire qui correspondent de façon de plus en plus serrée aux besoins actuels du mouvement marxiste-léniniste? Le mouvement a-t-il besoin davantage de films de propagande qui visent à populariser des luttes concrètes ou de films de "formation" portant sur des problèmes idéologiques et politiques généraux? Selon quelle ligne politique concrète produire des films de telle sorte qu'ils servent le travail de propagande de masse et d'organisation des groupes ouvriers et intellectuels d'avant-garde à l'heure actuelle?

Le débat est loin d'être terminé au CIP sur ces questions de fond mais déjà on peut dire que nous allons tenter dans les mois qui viennent de produire des films à partir d'une lutte concrète faisant ressortir des contradictions particulières plutôt qu'à partir d'une exposition générale, abstraite des concepts marxistes.

DANS QUELLES CIRCONSTANCES EST NE LE COMITE D'INFORMATION POLITIQUE?

Le CIP en tant que groupe militant existe depuis l'automne 1972. Sa formation a été le résultat de la fusion de 3 groupes (1) qui s'entendaient sur la nécessité de développer au Québec un travail de propagande et d'explication des luttes ouvrières et populaires sur des bases marxistes-léninistes par la production et la diffusion de films militants.

La critique politique de films, l'analyse du rôle du cinéma dans la société capitaliste faites par la revue **Champ libre** (2), la diffusion de films (Heure des Brasiers, films vietnamiens, films sur Mai 68) amorcée par le CIP-1ère version (3) et la liaison à des luttes ouvrières importantes (Rémi Carrier, Front Commun) opérée par des militants du groupe de production de film **Le travailleur québécois** (4) ont lentement créé les conditions de la mise sur pied du CIP actuel.

A PART LA PRODUCTION DE FILMS PREVOYEZ-VOUS DES DEVELOPPEMENTS DANS VOTRE TRAVAIL?

Après un an et demi d'existence, nous pouvons tirer certains acquis politiques de nos pratiques de diffusion et de production qui vont orienter tout notre travail:

- le cinéma est un instrument parmi d'autres qui joue un rôle actif dans le développement de la conscience ouvrière et populaire; le visionnement collectif d'un film, un encadrement politique des discussions permettent aux groupes de briser leur isolement et de tirer des leçons d'expériences ouvrières les plus avancées que le mouvement ouvrier international a pu développer.

- les différentes étapes de réalisation d'un film militant entraînent le développement de liens étroits entre les militants et les travailleurs les plus combatifs qui sont au coeur des luttes.

L'analyse que les travailleurs au Québec font de leur lutte, ses acquis, ses limites sont popularisés largement dans la classe ouvrière et contribuent à mettre de l'avant des nouvelles formes d'organisation des luttes;

-les films portant sur des luttes ouvrières deviennent un instrument important d'unification des couches populaires et ouvrières autour des mêmes objectifs fondamentaux; des objectifs non pas de réformes ou de réaménagements du système capitaliste mais des objectifs de transformation révolutionnaire de la société.

La clarification de ces objectifs fondamentaux implique que les films, à partir des luttes et des formes d'organisations ouvrières les plus avancées, montrent concrètement les démarcations décisives entre l'idéologie et les pratiques réformistes qui sont en cours dans le mouvement ouvrier et syndical et les pratiques politiques qui visent à construire une **force ouvrière organisée et autonome** au Québec.

Pour réaliser ce travail de propagande et de liaison avec les ouvriers en lutte et les ouvriers avancés, nous sommes conscients qu'un groupe isolé, restreint, dispose de peu de forces. Le travail de diffusion de films depuis un an dans de nombreux groupes populaires, étudiants et ouvriers nous a permis de comprendre concrètement la nécessité à l'heure actuelle d'un regroupement des forces progressistes et révolutionnaires.

C'est pourquoi le CIP participe et veut renforcer son travail dans les organisations de masse que le mouvement militant construit à l'heure actuelle. Le Comité de Solidarité aux luttes ouvrières permet la jonction concrète, sur la base d'actions de soutien communes aux luttes, des groupes étudiants, populaires et ouvriers qui peuvent ainsi asseoir leur travail de propagande sur des bases organisationnelles plus larges et plus solides. Dans ce sens, on peut commencer à faire du film un outil idéologique non seulement du CIP ou de quelques groupes mais un outil qui appartient à tout le mouvement militant révolutionnaire qui l'utilise pour clarifier ses luttes et faire progresser son organisation.

QU'EST-CE QU'IL FAUT FAIRE POUR VOIR LE FILM "ON A RAISON DE SE REVOLTER"?

Les groupes qui sont intéressés à présenter le film **On a raison de se révolter** n'ont qu'à s'adresser au Comité d'Information Politique à 845-9358 entre 9h.30 et 12h.00 et entre 1h.30 et 4h.30 du lundi au vendredi. Comme le CIP ne reçoit aucun support financier ou matériel extérieur, l'achat et l'entretien des films reposent sur ses propres forces. C'est pourquoi un prix est chargé lors de la diffusion des films. C'est notre seule façon d'assurer l'élargissement et la poursuite de notre travail.

NOTES

1- Ces trois groupes sont Champ libre, le CIP1ère version et LE TRAVAILLEUR QUEBECOIS

2- Champ Libre est une revue politique de critique de cinéma

3- Le CIP-1ère version était un organisme de diffusion de films militants

4- Le Travailleur québécois est un groupe qui avait amorcé un film sur les conditions d'exploitation et de vie des travailleurs québécois.

le mouvement révolutionnaire en ESPAGNE



Le texte suivant a été rédigé par des camarades de L'"Opposicion sindical obrera" de Montréal, un groupe de militants espagnols reliés à des organisations anti-fascistes et progressistes en Espagne. Pour les militants québécois, l'Espagne, c'est pas mal loin et surtout, en se fiant à la presse bourgeoise, il ne semble pas s'y dérouler grand chose. Pourtant, la réalité est tout autre. Le peuple espagnol, écrasé par les fasciste en 1939, se relève tranquillement et commence à ébranler sérieusement le régime du Général Franco. Le texte des camarades espagnols fait ressortir les grandes lignes de l'histoire de la résistance ouvrière depuis 25 ans, et tente de nous éclairer sur les perspectives actuelles de luttes. Plusieurs aspects des divergences et des positions diverses dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire espagnol y sont abordés, aspects qui sont pour nous difficiles à juger dans le contexte de notre peu de connaissances à ce sujet. Toutefois, nous espérons contribuer par la publication du texte à briser quelque peu cet éloignement pour permettre ainsi un début d'échanges et de discussion entre des militants qui malgré leur isolement géographique ont beaucoup de choses à nous apporter.

Nous laissons maintenant la parole à nos camarades espagnols,

MOBILISATION

Afin de comprendre le contexte dans lequel se déroule la lutte du peuple espagnol contre la dictature yankee-fasciste, nous devons analyser sommairement l'histoire du pays depuis la défaite des forces populaires en 1939 jusqu'à la conjoncture politique actuelle.

La défaite de 1939 a permis au régime anti-populaire de détruire les organisations démocratiques, les syndicats, les partis politiques (mîne les organisations démocratiques, les syndicats, les partis politiques (même les partis petits-bourgeois). A la suite de la guerre d'Espagne qui dura trois ans, (1936-1939) le bilan se chiffrait à 600,000 morts, et pour la décennie 1939-49, on comptait plus d'un million d'exilés politiques, 400,000 fusillés et près de 800,000 prisonniers politiques.

Cette répression épouvantable toucha particulièrement les organisations ouvrières, qui furent presqu'entièrement démantelées. Les deux centrales syndicales, l'U.G.T. (socialiste) et la C.N.T. (anarchiste) ont été presqu'anéanties. Les cadres et les militants des partis politiques s'exilent: P.S.O.E. (social-démocrate), F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique), etc... Le seul parti qui maintient une organisation clandestine est le *Parti Communiste Espagnol* (P.C.E.) qui, grâce à sa discipline rigide réussit jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale à effectuer une diffusion limitée de propagande. Toutefois, les contacts à l'intérieur du P.C.E. avec la direction du parti vivant en exil sont presque nuls.

En 1946, le P.C.E. réunit dans le sud de la France des groupes d'Espagnols, ex-résidents et maquisards, destinés à devenir guerilleros et qui lutteront héroiquement jusqu'en 1954. Ils ne seront pas capables d'atteindre leur objectif à cause de faiblesses d'organisation et du manque d'appui dans les villes et les régions où se déroulaient les luttes. La dictature étouffe la révolte. A un moment donné, les forces populaires se préparent à organiser une offensive de plus de 10,000 hommes, sous la direction de Enrique Lister, membre du Comité exécutif du P.C.E. Toutefois, la direction du parti en exil décide d'arrêter cette lutte et envoie Santiago Garrillo, secrétaire général du parti, (il occupe encore ce poste actuellement) avec un ordre de retrait. Malgré le peu de préparation de cette action militaire, l'ordre de retrait signifiait l'abandon de la lutte armée par le P.C.E. et le début de la ligne réformiste qui prévaut actuellement.



Par ailleurs, la situation du régime fasciste se dramatisait de jour en jour: dépouillé de ses amis nazis et fascistes, mis à l'écart par toutes les nations (à l'exception de l'Argentine péroniste), secoué par des crises économiques internes, le régime agonise. C'est à ce moment (en 1953) que les Etats-Unis décident d'intervenir. Allant à l'encontre de résolutions de l'O.N.U. et du blocus économique et politique exercé par toutes les nations, les Américains signent avec Franco leur premier traité de collaboration et d'aide bi-latérale, montrant ainsi la voie aux "démocraties occidentales" pour renouveler les relations avec le régime fasciste.

Malgré tout, la situation des masses populaires ne s'améliore pas. *1956*, ce sont les grèves des mineurs asturiens (régions du nord-ouest), suivi de la grève des transports publics à Madrid; c'est le premier cri d'un peuple opprimé. Face à cela, le gouvernement sous pression augmente les salaires de 60%. L'inflation monte en flèche, le coût de la vie s'en ressent. L'oligarchie espagnole tente encore de replâtrer le système par un changement de politique. Elle décide maintenant de vendre le pays aux investisseurs impérialistes. On "stabilise" l'économie en gelant les salaires et voilà que commence l'émigration vers l'Europe industrialisée de trois millions de travailleurs entre 1958 et 1962. La législation vétuste freine l'augmentation des investissements et de l'industrialisation amenée par les monopoles yankees.

Lois des conventions collectives

En 1958, le gouvernement fasciste adopte la "Loi des conventions collectives", dont le premier objectif est d'augmenter la productivité du travailleur espagnol. Cette loi est cependant une arme à deux tranchants: en théorie, pour la première fois depuis la guerre civile, ouvriers et patrons s'affrontent autour de la table de négociations. Le régime et les monopoles comptent jouer sur le syndicat officiel et fasciste pour taire toutes discordances. La dictature se réserve le droit aussi d'annuler toutes clauses de la convention qu'elle juge dangereuse à sa survie, ou même simplement inoportune.

Cette nouvelle situation permet aux travailleurs de s'organiser. Ils peuvent maintenant discuter de leurs problèmes de travail sans qu'on les accuse automatiquement de communistes ou de francs-maçons. Bientôt, des organisations ouvrières surgissent.

Les commissions ouvrières

Le syndicat officiel est un ramassis d'idéologie nazie et de bureaucratie fasciste dans lequel comme par magie on fait "disparaître" toutes contradictions de classe. Les aristocrates oligarchiques, les gentilshommes fascistes, y sont présents par "la grâce de

Dieu", Franco. On n'y a jamais entendu la voix d'un ouvrier puisque ce n'est pas là sa rôle. Le rôle de l'ouvrier, c'est de payer sa cotisation. Les travailleurs n'ont droit qu'à un représentant par atelier, et seulement si le ministre syndical (le président du syndicat est un ministre) le juge opportun.

En 1962, lors de la grève des mineurs d'Asturie, des travailleurs métallurgistes Catalans et Basques, les travailleurs élisent spontanément leurs propres organisations, les Commissions Ouvrières. Il faudra attendre quatre ans avant de voir ce mouvement se structurer. Encore aujourd'hui, les Commissions ouvrières conservent un caractère très spontané. Leurs dirigeants, proches de la ligne du P.C.E., espèrent être intégrés légalement au sein des syndicats officiels. Leur programme propose la grève générale pacifique afin de destituer l'oligarchie au pouvoir. Les commissions luttent aussi pour l'amnistie des prisonniers politiques. Récemment, certains dirigeants des Commissions et du P.C.E. ont décidé de se montrer au grand jour, et ce risque mal calcul a coûté la liberté à de nombreux travailleurs anti-fascistes (1). Le P.C.E. croit ainsi s'allier à une fraction de l'oligarchie qu'il qualifie de "pro-démocratique", et avec laquelle il s'unirait pour destituer les "ultra" au pouvoir (la fraction dure et fasciste de l'oligarchie). Le P.C.E. semble oublier que les divergences à l'intérieur de l'oligarchie sont plutôt secondaires et d'ordre tactique et bureaucratique, et que leur subordination à l'impérialisme américain, leurs liens avec la hiérarchie ecclésiastique et l'armée les unissent entre eux au-delà de leurs désaccords.

Actuellement, les Commissions ouvrières sont devenues réformistes, ses leaders sont emprisonnés et ses cadres sont presque démantelés. Mais, fortunément, les Commissions se voient reléguées à un rôle secondaire par les travailleurs espagnols.

Les minorités nationales

L'Espagne est un pays divisé en régions de culture et même de langues différentes. Au moment de la République (en 1936-39), le pays Basque, la Catalogne et la Galicie se sont octroyés des gouvernements presqu'autonomes ne dépendant que très peu du gouvernement central à Madrid. A son arrivée au pouvoir, Franco démembre ces états, centralise le pouvoir et interdit l'enseignement de ces langues autochtones.

Même si les mouvements nationalistes dans ces régions ont toujours conservé une nature petite bourgeoise, certains de ces groupes comme les Basques par exemple, se radicalisent et optent de plus en plus pour le socialisme. Le procès de Burgos (2) provoque la scission à l'intérieur du plus grand mouvement Basque, l'ETA (3), entre une aile plus révolutionnaire et une autre plus réformiste (les militants du 5ème congrès" plus radicaux et ceux du "6ème congrès" plus réformistes). Les prolétaires s'introduisent aussi en plus grand nombre dans l'organisation, même si les postes de direction sont encore occupés en bonne partie par le clergé (les jésuites).

L'intervention Nord-américaine

Avec la signature des accords d'aide mutuelle en 1953, l'Espagne ouvre toutes grandes ses portes à l'invasion américaine. On y construit des bases militaires et des réseaux de communication avant de permettre la marée de capitaux américains. L'Espagne devient donc la première colonie impérialiste en Europe.

LES BASES ET LA DOMINATION ECONOMIQUE

Les bases yankees en Espagne occupent une position stratégiquement plus importante en Méditerranée que l'OTAN même. Le quartier général de la 16ème force aérienne des Etats-Unis se trouve à 20 kilomètre de Madrid, la capitale. La base navale de Reta, près de Gibraltar, approvisionne la flotte américaine en uranium espagnol. En tout, on compte en Espagne plus de 30 bases et plus de 40,000 militaires américains.

Du point de vue économique et culturel, les yankees contrôlent toutes les branches de l'industrie et du commerce, dont voici quelques exemples.

BANQUES: Bandesco, Bankunion, Sicopesa, Promisa, Induban, Atlantico, Santander, etc...

SIDERURGIE: Uninsa, Alto Hornes, Ituarte S.A., Ensidesa, Aican Al., Tetracero, Rio Tinto, etc...

PETROLE: Esso, Rio-Gulf, Mobiloil, Cepsa, Feigon-Inter., Cabot, Sipsa, etc...

PRODUITS CHIMIQUES: Aiscondel, Asfaltos, Cequisa, Sefanitro, Argon, Sherwin Williams, Minesota of Spain, Profiden, Rexal, etc...

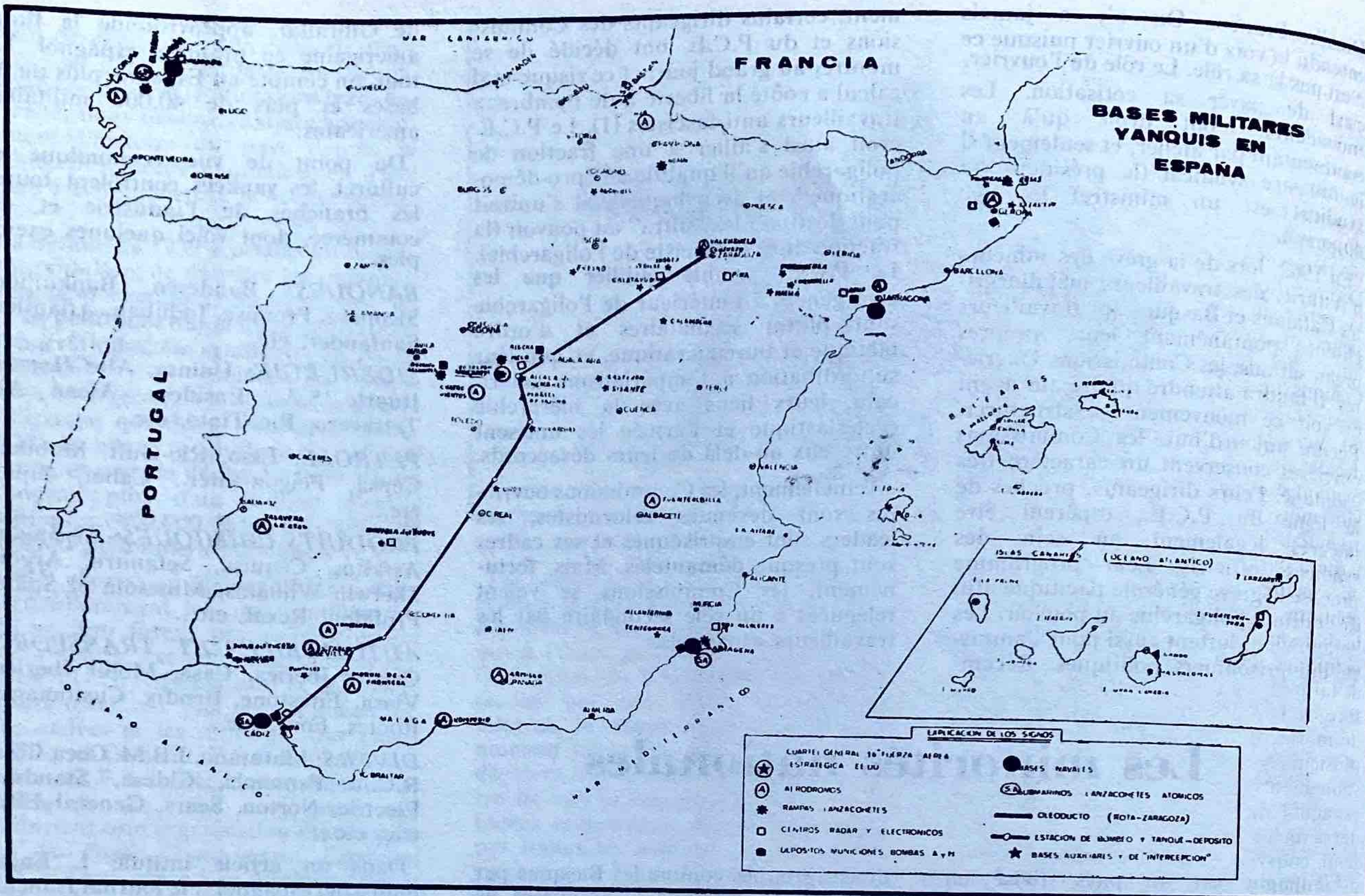
AUTOMOBILES ET TRANSPORT: Crysler Iberica, Casa, Motor Iberica, Viasa, Firestone, Bendix, Customagic, Rootes, Ford, etc...

DIVERS: Matutano, I.B.M. Coca Cola, R.C.A. Espanola, Cidesa, Standard Electric, Norton, Sears, General Electric, etc...

Dans un article intitulé L'"Enjeu industriel espagnol", le journal français "Le Monde" illustrait de la façon suivante notre colonialisme économique:

"Tout bourgeois espagnol se lève le matin, prend un café fabriqué par Nestlé avec des brioches de la General Foods, se rend à son bureau en Chrysler. Travaille toute la journée avec un équipement de bureau IBM, Xerox, Olivetti, retourne chez lui le soir en passant par une station d'essence Esso, Gulf, etc...prend une boisson dans son réfrigérateur Westinghouse, Zanusi, G.E., s'assoit devant un téléviseur Philco, Zenith ou Marconi et écoute des annonces publicitaires de Woolworth, Gillètte, Avon, etc...et enfin se couche et éteint la lumière fabriquée par G.E., Mazder, etc..."





La renaissance de la lutte

Au début des années '60 renaît la ferveur des masses, qui, malgré 20 ans de dictature fasciste et d'éducation ecclésiastique rejette instinctivement le franquisme. Le P.C.E. infiltre les nouvelles organisations de masse, Commissions Ouvrières, la Fédération Universitaire Démocratique Espagnole (FUDE), etc...Cette dernière donne l'élan à la lutte universitaire des dernières années. De même qu'il existe un syndicat officiel pour les travailleurs, il existe un syndicat officiel universitaire, la S.E.U., que la FUDE a pu destituer en 1964, à la suite de luttes acharnées. La lutte universitaire depuis ce jour prend de l'ampleur de jour en jour.

Il est cependant triste de voir qu'à mesure que croît la combativité des masses ouvrières, le P.C.E. se tourne vers la réforme. Sa politique s'oriente maintenant vers la grève générale, que ses dirigeants voient comme la seule façon de détruire le système. Cette ligne du P.C.E. est la même que le P.C.U.S. et le P.C. français, qu'on suit aveuglément, obsédé par l'idée d'organiser les masses ouvrières en parti, en allant jusqu'à changer le nom du parti qui devient le parti des forces du travail et de la culture. L'analyse des classes marxiste devient pour le P.C.E. une classification des forces en *"pro-démocrates"*, *"anti-démocratiques"*, ou *"ultra"*. Les conclusions sont simplistes. Selon le P.C.E. *"...la seule façon de détruire la dictature est la grève générale qui conduira à la formation d'un gouvernement "neutre", qui rétablira les libertés démocratiques et permettra des élections constitutionnelles"*(4).

Le P.C.E. désire s'attirer les démocrates du régime, ou l'opposition officielle (ex-ministres et ducs) en libéralisant son langage et sa structure. On commence par la "réconciliation nationale". Son programme de réforme ressemble de plus en plus à celui du régime qui diffuse sa proclamation de 25 années de paix. On conseille aux militants d'oublier leurs camarades morts, on leur dit qu'il est nécessaire de signer un pacte avec les anciens ennemis, pacte qu'on baptisera le "pacte pour la liberté".

Bon nombre de militants du P.C.E. réformiste sont en désaccord avec cette politique, plusieurs comités de base la rejettent carrément et continuent la lutte. En 1964, lors d'une conférence des groupes militants, des cadres et des militants du P.C.E. rétablissent la ligne révolutionnaire de José Diaz (5) et fondent le Parti Communiste d'Espagne (Marxiste-Léniniste) (P.C.E.-M.L.)

De 1964 à 1970, la lutte s'accroit vertigineusement en Espagne. On ne parle plus d'événements isolés. Les travailleurs prennent conscience de leur rôle au sein de la lutte des classes, et les étudiants font trembler les structures mêmes de l'Etat. Lorsqu'en mai 1968 le monde tourne ses yeux vers Paris, en Espagne, le régime ferme les universités et proclame l'état de siège qui durera huit mois. C'est la lutte idéologique qui

s'instaure dans les organisations de masse, face à la réconciliation Nationale et l'option de la voie parlementaire vers le socialisme, le mouvement révolutionnaire exige le combat anti-impérialiste, anti-monopoliste et anti-latifundiste. Il réalise que la seule façon d'arriver à la libération du peuple est par l'alliance des masses ouvrières et paysannes, un large Front Démocratique National auquel se joint la petite bourgeoisie opprimée. Plusieurs organisations se rallient à la lutte, tel la FUDE. Même les Commissions Ouvrières se divisent, avec à la tête des réformistes Camacho (6). Vers la fin de 1969, la dictarure décide de mater le mouvement, se rendant compte que l'état de siège de huit mois en '68 n'a pu le faire. Ils attendent leur première chance, qui ne tardera pas. En effet, en pays Basque, on exécute un policier de la brigade politique, reconnu pour ses actes de barbarisme contre des prisonniers politiques. Le régime franquiste décide de faire un exemple et ouvre le procès à Burgos. Les fascistes réclament la peine de mort contre 12 accusés Basques et plusieurs centaines d'années d'emprisonnement pour les autres. Le peuple espagnol dans son ensemble se rallie derrière les accusés. La grève s'étend pour couvrir l'Espagne. Des centaines de milliers de travailleurs déclenchent des mouvements de grève spontanés à travers tout le pays. Comme une fronde, c'est le poing serré de tout un peuple dans la figure du fascisme. Même si la répression est terrible, les travailleurs à certains endroits résistent et continuent la grève pour trois semaines. Finalement, Franco retire les condamnations à mort, le peuple a gagné.

C'est à ce moment que diverses organisations décident d'unir leurs forces et de former un comité coordonnateur visant à poser les conditions pour un Front: c'est ce qu'on a appelé le comité *Pro-Frap* (Frente Revolucionario Anti-Fascista y Patriora). Les éléments les plus avancés du mouvement révolutionnaire, dont le P.C.E. (M.L.), le FUDE, des organisations paysannes et syndicales, l'Opposition sindical Obrera (un groupe d'opposition à l'intérieur des Commissions Ouvriers), et une dizaines d'autres groupements, ont formulé un programme en six points:

1) détruire la dictature et expulser l'impérialisme yankee par la lutte révolutionnaire.

2) Fonder une république populaire et fédérative qui garantira les libertés démocratiques pour le peuple et les droits des minorités nationales.

3) Nationalisation des biens des monopoles étrangers et la confiscation des biens de l'oligarchie.

4) Profonde réforme agraire basée sur la confiscation des grands latifundia.

5) Liquidation des restes du colonialisme espagnol.

6) Formation d'une armée au service du peuple.

Les derniers événements

A la suite du procès de Burgos, la lutte est devenue plus radicale sans pour cela perdre de son ampleur. Au contraire, durant les trois dernières années, les grèves et les arrêts de travail se sont multipliés. De tous les pays européens, c'est l'Espagne qui connaît le plus grand nombre de grèves, et ceci même dans les conditions difficiles qui les entourent. Il n'existe aucune grève qui ne connaisse l'intervention des forces répressives de l'Etat, dont les deux principales armes sont les congédiements et les emprisonnements. D'un autre côté, les face-à-face ouvriers-policiers se multipient. 1970, trois ouvriers assassinés par la police à Grenade, un à Erandio; *1971:* 4 morts et 30 blessés à El Ferrol. *1972:* un mort et 20 blessés lorsque la police force les portes de la Seat à Barcelone, lors de l'occupation de l'usine par les ouvriers. Un ouvrier, Pedre Patino, est tué par une balle dans le dos. *1973:* un autre ouvrier assassiné à San Andrian de Besos. Dernièrement, il y a eu un grand nombre de blessés à Pamplona, un mort en Tarragone, et il y a quelques jours, deux morts à Euzkadi.

Face à la lutte du peuple, le régime a redoublé sa répression, fait que le P.C.E. et les Commissions Ouvrières semblent avoir oublié. Le légalisme, la non-violence et les réformes, notre République des années '30 en est morte et le Chili en a connu les conséquences récemment. Au sein d'une dictatture pro-impérialiste, "oublier son ennemi principal et sous-estimer sa force", c'est faire marche arrière dans la lutte tout en confondant le peuple.

Lutter contre une dictature enracinée en Europe occidentale et fermement appuyée par l'impérialisme yankee n'est pas tâche facile, nous savons cependant que la seule façon de la vaincre, c'est la lutte révolutionnaire. Cette lutte doit devenir le pain quotidien de notre peuple. Les derniers événements nous le démontrent. Le Premier mai à Madrid, la grève générale de Pamplone, la grève de la construction à Madrid, voilà quelques symptômes de notre réalité révolutionnaire. La Proclamation du FRENTE REVOLUTIONARIO (FRAP) le 6 janvier 1974 marque l'aube d'une nouvelle ère pour la lutte de notre peuple. Nos tâches immédiates sont claires:

-lutter contre la manoeuvre monarchique et contre la proclamation de Juan Carlos comme futur roi d'Espagne, (8) en préparant la grève générale révolutionnaire pour répondre à cette tentative.

-lutter contre la répression et la torture.

-lutter contre l'inflation explosive, et pour les droits des masses populaires.

Oposicion sindical obrera de Montréal
membre du FRAP

NOTES

1) La répression s'est abattue sur de nombreux membres des Commissions Ouvrières ces dernières semaines, alors que plusieurs dirigeants après s'être déclarés publiquement ont été arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison.

2) Procès contre des militants Basques en 1969 et qui a donné lieu à des centaines de grèves et de manifestations en Espagne et dans le monde entier.

3) C'est l'ETA qui a revendiqué l'attentat réussi contre le Premier Ministre Blanco le mois dernier.

4) S. Carillo, secrétaire du P.C.E. dans son livre "Après Franco, quoi?", publié aux Editions Sociales.

5) José Diaz, fondateur du P.C.E. en 1921 et mort durant la guerre civile.

6) Camacho a été condamné à 20 ans de prison au début de janvier par le régime franquiste.

7) Le Comité Pro-Frap a proclamé la naissance officielle du FRAP le 6 janvier 1974.

8) C'est la tactique actuelle de Franco d'assurer sa succession par Juan Carlos, petit-fils du roi d'Espagne destitué en 1936.

9) L'opposicion Obrera de Montréal est un groupe de militants espagnols qui militent avec des travailleurs immigrés (comme ceux de Shellcast entre autres); Ils publient un journal mensuel "Emancipacion". On peut les contacter en écrivant à Emancipacion, C.P. 1491, Montréal 101.

LES DOSSIERS mobilisation

déjà parus

No.1 -Notes sur les contradictions économiques et politiques au Québec et au Canada

— par Jean Grenier

No.2 -Apprendre à vaincre

— du coup détat militaire à la résistance populaire au Chili

à paraître
(d'ici l'été)

No.3-Les Comités de travailleurs

— dépasser l'état actuel des choses

No.4-L'impérialisme

— cahier de formation par le CRIQ

No.5-Les travailleurs québecois et la question nationale

— par Bernard Normand et Victor Lapalme

disponible à la LIBRAIRIE PROGRESSISTE
1867 Amherst,
Montréal

LE MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN



SI SE PUEDE! - La victoire est possible...

deuxième partie LES NOUVELLES FORMES DE LUTTE ET D'ORGANISATION

Avant-propos:

Nous présentons ici la suite de notre article paru dans le numéro précédent. Alors que cette première partie était une sorte de rétrospective historique, le présent texte se veut un coup d'oeil global sur la réalité actuelle, des syndicats aux groupes de base en passant par les organisations progressistes. Ce coup d'oeil global est évidemment introductif: il ne peut nous donner que les grandes lignes de développement de cette situation très complexe et variée. Nous espérons dans les prochains mois revenir de façon plus approfondie sur des expériences de lutte et d'organisation particulières.



des travailleurs agricoles arrêtés lors du piquetage devant les chaînes d'alimentation

Où en sont rendus les travailleurs américains

La composition sociale et nationale de la classe ouvrière s'est quelque peu modifiée au cours des années '60 (1). La proportion des travailleurs de la production a diminué par rapport aux employés non productifs (45% de travailleurs productifs; 55% dans les "services"). D'autre part, les noirs, porto-ricains et autres minorités nationales sont entrés massivement dans les entreprises de production et de service. Finalement, la proportion de femmes et de jeunes travailleurs a aussi augmenté ces dernières années. Comment ces modifications de composition affectent-elles l'ensemble de la classe ouvrière?

En gros, on peut dire que les améliorations quantitatives de salaires et de conditions générales de vie, qu'ont gagné les travailleurs blancs dans les années après la guerre, ne sont plus perçues, ou de moins en moins, par ces nouvelles couches de travailleurs comme des gains importants. Les travailleurs plus âgés et les syndicats ont mis dans les passé une emphase presque exclusive sur les augmentations de salaires, les gros fonds de pension, etc... délaissant les conditions de travail et de vie (augmentation des cadences, conditions de santé, qualité de l'environnement, etc...). Cette détérioration des conditions de travail et de vie, combinée à la perte de gains matériels à cause de la crise actuelle (inflation, chômage...) atténue de façon marquée l'intégration idéologique pour plusieurs couches de travailleurs, particulièrement parmi ces jeunes, ces femmes et ces noirs moins "intégrés" que les autres. Les sentiments traditionnels implantés parmi les travailleurs blancs et plus âgés, soumission, intégration aux valeurs bourgeoises, anti-communisme, etc... ne se retrouvent qu'avec beaucoup moins de force chez ces nouvelles couches.

Pour les organisations qui représentent massivement les travailleurs, les syndicats, cette évolution sociale et idéologique ne se fait pas sans heurts. L'immense majorité des syndicats, qu'ils soient affiliés à l'AFL-CIO ou indépendants, comme les teamsters, les T.U.A. (travailleurs unis de l'automobile), etc... sont contrôlés par les éléments les plus arriérés et les plus réactionnaires, qui s'appuyant sur la base "aristocratique" des travailleurs qualifiés blancs, mieux payés et plus âgés. Le mouvement syndical, face aux changements dans la classe ouvrière, réagit comme toujours, pour protéger les intérêts d'une caste privilégiée qui préfère s'"entendre" avec les patrons. Le cas des Métallurgistes et de leur entente avec les magnants de l'acier contre les grèves est particulièrement éclairant à ce sujet (2). Seuls quelques syndicats conservent des aspects progressistes et militants, comme par exemple les "United Farm Workers" de César Chavez qui pratiquent encore le syndicalisme comme dans les années '30, dans de perpétuels affrontements violents avec les boss. D'autres syndicats aussi, à cause de pressions de la base, se transforment quelque peu, comme le puissant syndicat des mineurs, qui voyait sa base se désagréger complètement sous la domination de la pègre et des patrons. Au niveau des syndicats locaux, la transformation est aussi très difficile, à cause du peu d'autonomie des locaux face aux syndicats et aux centrales. On assiste là

1) Voir à ce sujet la brochure "The american working class in transition, par Kim Moody, publié par "New England Free Press".

2) Imaginez les Métallos de Gérin-Lajoie en dix fois pire et vous aurez une idée de ce syndicat américain, le bon papa de notre brillant syndicat des Métallos d'ici.

aussi à de puissantes luttes entre les représentants des bureaucraties et des travailleurs de la base. La plupart du temps, l'inégalité des forces oblige les forces de la base à lutter contre le syndicat local de l'extérieur. C'est ce qu'on appelle les **"Rank and File"**(3), des mouvements regroupant la plupart du temps les travailleurs les plus combatifs et les plus conscients, qui veulent lutter pour améliorer leur sort quotidien, transformer leurs organisations et se donner parfois des perspectives politiques plus progressistes.

Avant d'élaborer sur ces mouvements de la base, il faut examiner un autre facteur déterminant sur le développement dans la classe ouvrière: les organisations progressistes et socialistes. Nous avons retracé dans le premier article les grandes lignes de leur développement dans les années '60 et au début des années '70. Le mouvement de la jeunesse, bâti au cours des luttes contre la guerre au Vietnam et contre le système d'éducation, a subi un processus de radicalisation. La nécessité pour les militants de ces mouvements de comprendre la réalité américaine les a amené progressivement à adopter un point de vue marxiste.

Malgré un côté dogmatique et théoriciste, ce processus de radicalisation a conduit ces militants à voir la nécessité de se lier à la classe ouvrière, la seule classe capable d'assumer un véritable changement. Le mouvement de la jeunesse est donc devenu une des bases sur lesquelles s'est développé un mouvement progressiste, à plusieurs composantes et variantes.

Ce mouvement de la jeunesse s'est aussi trouvé un allié de taille qui a subi un peu le même processus de radicalisation: le mouvement des minorités nationales dont la principal composante est le mouvement noir. Là aussi, les militants des organisations noires ont cherché une "solution" au cul-de-sac où les menait le nationalisme culturel et diverses théories sur le "lumpenprolétariat comme la nouvelle classe révolutionnaire". Pour eux aussi donc, la réponse a été entrevue dans la liaison à la classe ouvrière,dont les membres noirs et blancs constituent la principale force de la société américaine. Ces deux puissants mouvements, celui de la jeunesse et celui des minorités nationales, ont ainsi donné naissance à un mouvement authentiquement progressiste et révolutionnaire. Ce large mouvement, encore très fragile au niveau de l'organisation et d'une stratégie politique claire, s'est donc mis à la tâche de se lier aux travailleurs. Les premières formes de cette liaison se faisaient souvent de l'extérieur, en amenant certains travailleurs à des cours de formation, ou à des meetings politiques, des manifestations contre l'impérialisme, etc... Les dificultés d'enracinement réel dans la classe ouvrière à partir de ces pratiques extérieures a conduit les militants les plus avancés (en particulier les militants de la "ligue d'Octobre" (Ocotber League) et de l'"Union Révolutionnaire" (Revolutionnary Union), des organisations apparues depuis 1970), a mettre de l'avant des formes d'implantation directement dans les entreprises de production et de services.

Ce long et patient travail d'implantation et de consolidation de groupes de travailleurs s'est donc placé sur le terrain des éléments les plus avancés: les "Rank and File3, regroupant des travailleurs plus combattifs déçus de l'organisation syndicale et décidés à prendre en main leur situation. Les éléments progressistes et socialistes venus de l'extérieur, dans leur grande majorité originaires de la petite bourgeoisie, ont trouvé là la forme d'organisation permettant le développement d'une solidarité et d'une unité de classe à partir des luttes économiques et quotidiennes, et aussi, posant les conditions pour l'apprentissage de la lutte politique et idéologique, libérant les travailleurs de l'emprise idéologique de la bourgeoisie.

Ces éléments d'analyse embryonnaire et générale sur la classe ouvrière américaine nous amènent à en conclure ces quelques grandes lignes. D'une part la grande masse des travailleurs syndiqués et blancs est encore très fortement intégrée aux valeurs et aux conceptions sociales et politiques de la bourgeoisie. Le racisme, le sexisme et l'anti-communisme demeurent dans ce contexte encore très puissants parmi la masse des travailleurs. D'autre part, la détérioration des conditions de vie et de travail, et cela combiné avec l'incapacité des syndicats et des organisations traditionnelles à trouver de nouvelles solutions, conduit d'importantes couches de la classe ouvrière, particulièrement parmi les minorités nationales, les jeunes et les femmes à "chercher" ailleurs que dans les "gadgets" de consommation, de drogue et de porno, une solution, un changement. Ces formes de changement qu'ils entrevoient sont limitées au cadre de "leur" usine, ou de "leur" quartier. Le dépassement de ces formes de solidarité et d'organisation à la base vers des formes d'organisation de classe, nationale et se présentant comme une alternative "globale", ne peut qu'être entrevu vaguement pour le moment. La bourgeoisie américaine quant à elle a toutes sortes de trucs pour empêcher une véritable remise en question. Actuellement, les illusions de la "libération individuelle", et la "nouvelle culture" sont diffuées largement parmi la jeunesse, en présentant cela comme un "changement" par rapport au style de vie traditionnel (4). Ces illusions, et bien d'autres encore (entre autres le "trip" religieux, à variance orientale ou catholique "Jesus Freaks", qui connaissent un essor considérable) sont bien implantées parmi les masses, y compris les travailleurs. Les nouvelles formes d'organisation à la base, de même que les organisations progressistes et socialistes qui leur sont liées travaillent sur un terrain difficile, où se concentre la bourgeoisie la plus

3) Rank & File: littéralement, ceux du rang et de la base

4) Le phénomène québécois de la "nouvelle culture" n'est qu'un pâle reflet de l'intoxication massive parmi les jeunes américains.

forte au monde, avec ses gadgets idéologiques, son armée et ses flics, et où l'organisation populaire et progressiste s'est isolée des masses depuis 20 ans.

Nous ne pouvons que donner les grandes lignes de développement de ces organisations de travailleurs à la base. La diversité et la complexité de ces expériences nous portent à la prudence: nous nous en tenons généralement à la description des expériences, telles que les formulent eux-mêmes les militants de là-bas.

Les «*rank and file*»

Les "R & F" se sont développés dans divers milieux à partir de divers problèmes spécifiques. Ils sont souvent formés au début par une petite minorité de travailleurs plus combatifs, parfois sous l'impulsion de militants socialistes implantés ou de l'extérieur. Quelques uns d'entre eux acquièrent rapidement une grande force face aux boss et aux syndicats. Un secteur industriel particulièrement touché par le phénomène des "R & F" est celui de l'industrie de l'automobile. Ce secteur en effet combine plusieurs conditions favorisant ce travail d'organisation militant: une vieille tradition de militantisme et de progressisme, un syndicat contrôlé depuis longtemps par une clique bureaucratique, et finalement des conditions de travail extrêmement difficiles (des "speed-ups" constants, le surtemps obligatoire, etc...).

Toutes sortes de groupes, petits ou grands, liés à toutes sortes d'organisation nationalistes, politiques, religieuses, etc... sont apparus depuis 2 ou 3 ans dans l'automobile. Un exemple plus avancé de ces "R & F" est celui du "Brotherhood Caucus" ("Le caucus des frères") dans l'usine GM à Fremont en Californie. Lors de la dernière élection locale en juin, ce groupe de la base a pu mobiliser largement les travailleurs et prendre le contrôle complet de l'exécutif local, au détriment des bureaucrates liés à l'Internationale (5) et au pouvoir depuis 20 ans. Composé au début par une dizaine de travailleurs combatifs, décidés d'en finir avec la corruption et le favoritisme dans le syndicat, et l'abandon de toutes luttes par les T.U.A., ce groupe de base s'implanta d'abord parmi les jeunes travailleurs blancs et les noirs, qui composent plus de la moitié des 5,000 ouvriers de la production. Le groupe de base s'appuyait aussi sur une longue histoire de militantisme et de lutte parmi les travailleurs, qui avaient dans le passé formé plusieurs "R & F", mais sans jamais pouvoir vaincre les bureaucrates et briser la désunion entre les diverses couches de travailleurs. L'objectif principal du caucus était donc de favoriser **l'unité**, briser l'isolement entre les luttes des divers ateliers et entre les races et les sexes (plus de 10% de femmes sur les chaînes de montage). Le caucus bâtit un réseau de militants dans les divers ateliers, par un travail d'organisation et de lutte autour de questions de sécurité et de surtemps (les questions les plus graves pour les travailleurs et pour lesquels les T.U.A. ne faisaient rien). A partir de ce travail patient, le petit caucus du début devint peu à peu une puissante organisation de masse, vers laquelle les travailleurs se tournaient maintenant pour leur lutte quotidienne. De petit caucus en organisation de masse, le "R & F" devint en quelque sorte le véritable représentant des travailleurs, les regroupant sur la base de leurs intérêts quotidiens, sans distinction de race, sexe, croyance ou idées politiques. Au moment où l'élection s'est déroulée en juin dernier, le "Brotherhood Caucus" pouvait compter sur la majorité des travailleurs, même si le vieil exécutif sentant la soupe chauffer se mit à la dernière minute à jouer aux "militants" et à faire des pressions contre les militants de la base. D'autre part, une bonne partie des travailleurs restaient encore méfiants envers le Caucus, surtout les travailleurs blancs qui voyaient là un "complot" de "nègres". La compagnie de sa part congédia deux militantes connues du caucus, mais dut finalement céder après plusieurs manifestations, pétitions et arrêts de travail organisés par le "Brotherhood", et réengager les deux femmes congédiées.

Après la victoire éclatante aux élections, le Caucus pouvait compter sur une importante base ouvrière, particulièrement parmi les jeunes, les femmes et les noirs. L'unité grandissante entre les diverses couches de travailleurs fut le principal acquis de la lutte. En ce moment, le Caucus connait certaines difficultés: d'une part, il doit assumer toutes les tâches syndicales et cela implique beaucoup de travail "bureaucratique" et certaines tendances à la bureaucratisation à l'intérieur même du groupe de base sont apparues. D'autre part, la division entre les travailleurs, même si elle a considérablement diminué, subsiste, et il faut développer là un long travail d'organisation et de lutte sur les problèmes qui touchent tous les travailleurs. Enfin, l'isolement du Caucus et du syndicat local est très grand face aux travailleurs d'autres usines. Les militants ont à faire face à la puissante machine des T.U.A. Une bonne partie de leurs efforts consistent actuellement à se lier avec d'autres groupes de base dans l'industrie automobile de la côte ouest.

L'exemple du "Brotherhood Caucus" de Californie se répète dans toutes sortes d'industries et à travers tout le pays. Nous reviendrons sur la situation dans l'auto dans notre troisième partie.

5) Contrôlés depuis 1946 par W. Reuther et ses acolytes anti-communistes, les T.U.A. sont maintenant dirigés par les fils spirituels de Reuther, L. Woodcock aux Etats-Unis et McDermott au Canada.

Un autre point "chaud" dans la classe ouvrière américaine se situe dans la métallurgie, où le puissant syndicat "United Steel Workers of America" (Métallurgistes Unis d'Amérique) est depuis sa naissance en 1937 contrôlé par la bureaucratie. Celle-ci s'est particulièrement manifestée pour son mépris des travailleurs et son "bon ententisme" avec les boss en signant dernièrement (en mars '73) un accord avec les monopoles de l'acier pour éviter les grèves jusqu'en 1977 (!). Cet accord, le "No strike pact", a été la cible de nombreux groupes de base parmi les quelques 350,000 métallos syndiqué américains. A Youngstown en Ohio, l'une des plus grosses concentrations d'aciéries, les travailleurs réunis dans le "Rank & File Team" (RAFT) ont pris le contrôle de quelques locaux, malgré une très forte opposition des Métallos. Dans cette région, plus de 60,000 syndiqués ont signé des pétitions et ont organisé un comité au dessus des syndicats locaux pour lutter contre l'accord anti-grève. La constitution des Métallos favorise au maximum la concentration des pouvoirs dans les mains d'une petite clique: l'exécutif peut signer des contrats sans aucun accord de la base. A cause de cette situation, les groupes de base parmi les métallurgistes ont beaucoup de difficultés à briser le découragement et le cynisme des travailleurs qui se sentent impuissants devant la grosse machine syndicale. Les luttes quotidiennes (dont beaucoup portent sur des questions de santé et de sécurité) (6) sont limitées par l'accord anti-grève et les Métallos répriment sévèrement toute manifestation trop militante de la base. Pourtant, lors de conférences régionales du syndicat à Atlantic City en septembre dernier, plusieurs centaines de métallos sont venus manifester leur mécontentement et appuyer les revendications de comités de base implantés dans les aciéries du New Jersey et de Pennsylvanie. Devant le président I.W.Abel, un grand ami du président de la U.S. Steel, la plus grosse compagnie de l'industrie de l'acier, les métallurgistes ont montré qu'ils étaient en train de se préparer pour frapper dur.

Un autre front de lutte important pour les organisations de la base ouvrière a été celui des mineurs, dont la direction corrompue et mêlée aux histoires de mafia de Tony Boyle (7) a finalement été renversée par une large coalition de forces progressistes, les "Miners for Democracy". Le syndicat des mineurs a toujours été dirigé d'en haut, depuis le temps de John L. Lewis (8) jusqu'à récemment. Les conditions de travail des mineurs, particulièrement parmi les travailleurs des mines de charbon, base principale du syndicat de plus de 150,000 membres, sont extrêmement dangereuses, avec un taux très élevé de blessures, de maladies industrielles et même de morts. S'organisant à la base dans les districts de la Virginie de l'ouest, les délégués des comités de base et des exécutifs locaux plus progressistes ont rédigé un programme qui les a mené à une grande victoire sur la machine corrompue de Boyle. Leur programme lisait comme suit: 1) Réduction des salaires des officiers syndicaux; réduction du nombre d'officiers permanents payés et abolition du népostisme dans la hiérarchie syndicale; 2) Retraite obligatoire des officiers syndicaux à 65 ans, avec la même pension que la moyenne des mineurs; 3) les quartiers généraux du syndicat devront déménager dans la région des mines de charbon; 4) Changement de la constitutiton pour donner de l'autonomie aux syndicats locaux; 5) Augmentation des pensions pour les travailleurs; 6) La même pension pour tous les travailleurs, dans toutes les mines, aux Etats-Unis comme au Canada; 7) Fin des pressions des employeurs contre les mineurs blessés, les veuves et les dépendants de mineurs morts; 8) 14 jours de maladie par année à plein salaire; paiements immédiats des pensions pour les mineurs blessés; 9) Etablissement de cliniques médicales et de programme de prévention des maladies pulmonaires; 10) Plus d'emplois et plus de sécurité: établissement de la journée de 6 heures et maintien continuel d'équipes de sécurité; 11) Etablissement de normes de sécurité très strictes dans le contrat incluant la possibilité d'arrêter le travail quand les conditions sont trop dangereuses; 12) Etablissement d'un comité national de sécurité et de comités locaux de sécurité avec des permanents payés à plein temps par la compagnie; 13) Pour l'organisation de plus de 45,000 mineurs de bithume non-syndiqués; 14) Protection de l'environnement par l'établissement de lois contre les cmmpagnies minières irresponsables; 15) Appui aux efforts locaux pour la protection de l'environnement contre les mines à ciel ouvert et la pollution des eaux...

Le programme du MFD eut un immense retentissement parmi les mineurs et l'immense majorité des groupes de base se rallièrent à cette coalition même si celle-ci comportait des éléments critiquables, comme le fait de mettre beaucoup l'accent sur le "légalisme" des luttes et de pousser certaines personnalités aux dépens d'une direction collective. Depuis la prise en main du syndicat par la nouvelle équipe, les mineurs ont pu développer d'importantes luttes sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

D'autres secteurs de la classe ouvrière sont aussi en mouvement, par exemple parmi les travailleurs des services publics: travailleurs d'hôpitaux, éboueurs, cols bleus de la ville de New York, etc... Parmi ceux-ci, les travailleurs du service des postes se sont particulièrement distingués par leur militantisme et par les formes d'organisation à la base qu'ils se sont donnés. Les postiers de New York, sous l'impulsion d'un groupe de base implanté dans plusieurs bureaux, les "Outlaw", (9) se sont regroupés en une sorte de super-caucus progressiste réunissant plusieurs centaines de travailleurs. L'organisation de base "Outlaw", se donnant une perspective politique plus claire, reliant les luttes quotidiennes dans les postes avec les autres luttes ouvrières et les

6) Ces questions qui affectent grandement les travailleurs de la métallurgie comme l'a démontré la lutte des ouvriers de la Canadian Steel Foundries à Montréal récemment.

7) Tony Boyle a été récemment inculpé pour le meurtre de militants syndicaux.

8) John L. Lewis, fondateur du CIO en 1937



une grève contre les licenciements dans l'alimentation

luttes anti-impérialistes, s'est implantée particulièrement lors de la lutte sur la dernière convention collective (l'été '73). "la lutte des postiers fait partie de la lutte plus large entre la classe capitaliste et la classe ouvrière, une lutte politique et révolutionnaire qui va déterminer quelle classe va conserver le pouvoir et quel type de société on va avoir, une société au profit d'une minorité de riches ou de la majorité des gens..." ("Outlaw", journal du comité de base). Mettant en relation cette analyse et les luttes quotidiennes des travailleurs, les "outlaw" ont réussi à réunir plusieurs groupes de base de la région de New York et à lui donner une structure organisationelle permanente (Postal Workers for a good contract - PWGC) pour lutter contre la bureaucratie syndicale. Celle-ci comme d'habitude voulait signer rapidement un contrat par dessus la tête des travailleurs. Les travailleurs regroupés dans le PWGC s'opposèrent au contrat proposé sur deux points principaux: questions de sécurité d'emploi et questions d'indexation du salaire au coût de la vie. Après plusieurs manifestations et arrêts de travail, la base a réussi à faire accepter certaines modifications par l'exécutif syndical. Pourtant, le nouveau contrat, dont l'adoption a été fortement contestée par les travailleurs (plusieurs cas de fraude ont été observés) ne satisfait nullement les besoins des postiers. C'est dans ce contexte que se poursuit le travail des comités de base, dont l'emphase dans le travail est maintenant mise sur la solidarité avec d'autes travailleurs en lutte, comme ceux de Farah Pants et des travailleurs agricoles, en reliant ces luttes avec la nécessité d'unir et d'organiser la classe ouvrière dans son ensemble.

Les groupes de base, les "Rank and File", se développent partout. Dans plusieurs petites entreprises, ces groupes de base se regroupent autour de la nécessité d'implanter un syndicat. Ailleurs, il faut transformer sinon éliminer les syndicats existants.Ce qui est constant, c'est la nécessité de former des organisations contrôlées par la base. avec une grande autonomie face aux syndicats, et qui développent l'unité et la solidarité de tous les travailleurs dans la lutte quotidienne. Leur base politique est presque toujours minimale. Toutefois, les perspectives de développement politique pour ces groupes sont très grandes. Nous verrons en quatrième partie comment les militants progressistes et socialistes conçoivent ces perspectives politiques.

Grandes luttes — petites luttes

Dans l'industrie de l'automobile, les luttes spontanées lors de la dernière convention

9) Outlaw: littéralement, le hors-la-loi

collective de l'été '73 ont connu une ampleur sans précédente. L'exécutif syndical pensait négocier un bon petit contrat comme d'habitude, insistant sur les salaires et les bénéfices marginaux, délaissant les conditions de travail, la sécurité d'emploi et la question du surtemps obligatoire. C'est la tactique habituelle des T.U.A. depuis 25 ans, et cela se fait généralement sans luttes importantes avec les patrons. Cete fois-ci, les travailleurs, organisés dans de nombreux comités et groupes de base comme celui de l'usine GM en Californie, ont combattu la ligne générale des T.U.A. et ont organisé un grand nombre de grèves sauvages et de manifestations spontanées, à l'extérieur et en opposition aux syndicats. Les travailleurs de Chrysler à Détroit furent parmi les plus militants, et à plusieurs endroits, des grèves sauvages avec occupation de l'usine furent déclenchées. A l'usine Jefferson (10) de Chrysler à Détroit, en pleine négociation, les travailleurs noirs occupèrent l'usine pour demander le renvoi d'un contremaître blanc raciste.

Après avoir passé des pétitions pour réclamer le congédiement du petit boss raciste, les travailleurs noirs décidèrent d'occuper l'usine et de couper le courant sur toutes les chaines. Après que le syndicat leur demanda de sortir pour "négocier" "raisonablement" avec les patrons, les travailleurs décidèrent de rester et demandèrent aux patrons de venir signer devant tout le monde une déclaration s'engageant à congédier le raciste. En plus de l'occupation qui s'étendait aux autres ateliers, les gens de la communauté noire autour de l'usine se sont mis à installer des lignes de piquetage devant la bâtisse pour empêcher la police de s'approcher. Finalement après 15 heures de palabres, la compagnie accéda à la demande des travailleurs. Après cette victoire, le syndicat a commencé une campagne d'intimidation et de dénigration contre les militants. La compagnie aussi se mit à intimider les travailleurs les plus militants. Après la fin des négociations et la mini-grève de Chrysler, les deux militants qui avaient initié l'action furent congédiés. (11)

Dans une autre usine de Détroit, le "Mack avenue Stamping Plant", une autre grève sauvage avec occupation impliqua plus de 4,500 travailleurs pendant une semaine, nécessitant l'intervention massive de la police et de fiers-à-bras de l'exécutif syndical pour briser la grève. Dans plusieurs autres usines de Détroit et ailleurs dans le pays, des formes de luttes nouvelles et massives ont été introduites par les "Rank & File". La plupart de ces actions ont résulté en des victoires partielles, souvent avec le congédiement des travailleurs les plus militants. Toutefois, l'apprentissage de la solidarité et de l'unite pour la masse des travailleurs demeure l'acquis positif et principal de ces luttes.

L'une des principales faiblesses de la classe ouvrière américaine a été et est encore son absence d'organisation dans le sud. A cause de cette situation, certains secteurs industriels comme le textile ont comme politique systèmatique de déménager leur opérations dans le sud, où ils bénéficient d'une main d'oeuvre à bon marché et non organisée, composée majoritairement de femmes et de noirs. En Caroline du sud, dans les usines "Oneita Mills", plus de 600 travailleurs et travailleuses ont mené une grève de 6 mois (mars à juillet '73) et ont finalement gagné leurs principales revendications: reconnaissance syndicale (Textile Workers Union of America — AFL-CIO), augmentation de salaires (la moyenne était auparavant environ $2.00 de l'heure) et fin de la discrimination contre les travailleurs noirs. Les grévistes, en grande partie des femmes noires, ont du faire face à la violence policière et raciste; elles se sont organisées dans un syndicat combatif et démocratique; elles ont piqueté à tous les jours à partir de six heures du matin pour bloquer et intimider les scabs; elles ont organisé un boycottage national des produits Oneita. Finalement elles ont gagné, en dépit de tout. Cette victoire assez banale en soi est pourtant un autre reflet des changements dans la classe ouvrière américaine. Contrairement à l'industrie de l'automobile, les travailleurs du textile dans le sud n'ont pas une forte tradition de lutte. (12) Souvent ils ne sont même pas organisés. Mais la détérioration générale des conditions de vie et de travail. le nouvel esprit d'indépendance et de révolte parmi les jeunes travailleurs et travailleuses, et d'autres conditions (comme la participation extérieure de groupes progressistes qui ont soutenu la grève) ont permis à cette lutte de devenir une sorte de modèle pour des couches importantes de travailleurs dans le sud. L'unité développée entre les blancs et les noirs, **sous la direction** de militants noirs, permet de grandes possibilités d'organisation et des perspectives politiques plus larges parmi ces travailleurs.

D'autres travailleurs dont les difficultés d'organisation ont toujours été très difficiles sont les mineurs, dant une grande partie reste encore aujourd'hui non syndiquée. Avec la réorganisation et la nouvelle orientation du syndicat des mineurs, une campagne de syndicalisation est en cours et elle donne lieu, à plusieurs affrontements violents avec les boss. Au Kentucky, petit état du centre-est, plus de 13,000 travailleurs sont employés dans les mines de charbon. Dans le comté de **Harlan**, où des grèves très dures et très violentes avaient été menées par des syndicats communistes dans les années '30, les "United Mine Workers" ont déclenché une grève contre la "Eastover Mining Co.", un des principaux monopoles miniers. Cette "petite grève" n'implique pour le moment que 250 mineurs, mais l'impact de la lutte se répercute parmi les milliers de mineurs de la

10) une usine d'assemblage de Chrysler

11) On peut lire un excellent compte rendu de cette lutte dans le journal "The Call" de septembre '73, produit par la "Ligue d'Octobre".

12) Malgré des luttes très dures durant les années '30, il n'y a jamais eu de percées importantes dans le textile.

région. Les grèves dans ces régions, ce n'est pas une fête. La violence patronale, les groupes armés fascistes du Klu Klux Klan, la police et la justice bourgeoise se liguent contre les mineurs et leurs familles. A cause du renouveau syndical parmi les mineurs, ceux-ci sont en mesure de tenir tête à la compagnie, par une organisation massive et systématique de tous les travailleurs, noirs et blancs et de leurs familles. La grève se poursuit depuis octobre dernier. Une autre "petite lutte" qui se développe dans la solidarité et l'organisation des travailleurs américains.

Les comités de soutien sont une autre manifestation du développement de la lutte ouvrière aux Etats-Unis. Souvent organisés par des militants progressistes et socialistes, ces comités de soutien sont un élément moteur dans certains luttes, comme par exemple la lutte des travailleurs de la "Everbrite Sign Company" à Milwaukee, un grand centre industriel du centre des Etats-Unis. Isolés et peu nombreux (200 travailleurs), les syndiqués au syndicat "United Electrical Workers" (UE), se sont organisés en comité de grève et ont été soutenus par une large organisation de soutien initiée par des militants socialistes de l'"Union Révolutionnaire".L'explication de la lutte en termes de classe put se développer au cours de la grève, durant laquelle les travailleurs durent combattre l'intervention policière et judiciaire, qui tentait de partir une chasse aux sorcières contre les "agitateurs extérieurs". Après plus de six mois de grève. les grévistes ont finalement remporté la victoire et les contacts étroits entre les travailleurs et les militants socialistes du comité de soutien sont demeurés et se sont approfondis, dans l'appui à d'autres travailleurs en lutte, comme ceux de Farah Pants par exemple.

Viva la Huelga!!! C'est le cri de ralliement des 3,000 grévistes de "Farah Pants", la plupart des femmes "Chicana" (mexicaines-américaines) qui luttent contre cette compagnie de textile depuis bientôt 2 ans! (depuis août '72) La grève de Farah Pants a été l'occasion de grandes manifestations de solidarité ouvrière aux Etats-Unis. Un large mouvement de soutien, indépendant du syndicat (les Amalgamated Clothing Workers of America), et dirigé par des travailleurs de la base des usines Farah, a mobilisé des milliers de travailleurs et d'étudiants à travers tout le pays. Le comité de soutien a lancé une des plus grosses campagnes de boycottage de l'histoire ouvrière américaine. Organisés dans des comités de soutien locaux, des travailleurs de la base, des militants progressistes, des organisations de femmes et d'étudiants, se sont unis pour piqueter devant les magasins qui vendent les produits Farah. L'emphase du travail des grévistes est mise sur le boycottage, parce qu'il est presqu'impossible pour eux d'arrêter la production dans leurs usines qui sont situées au Nouveau-Mexique et au Texas, à cause des flics et des lois qui empêchent le piquetage. Là aussi, la lutte prend une signification particulière: elle s'appui sur la solidarité des travailleurs dans tout le pays. Elle constitue aussi un autre effort pour l'organisation des centaines de milliers de non-syndiqués dans le sud des Etats-Unis.

La lutte des travailleurs agricoles s'est rendue jusqu'à nous avec la campagne de boycottage des raisins et des laitues organisée à Montréal. Pour les travailleurs agricoles de la Californie, cette campagne est leur deuxième grande lutte depuis 1965, année des débuts des "United Farm Workers" de César Chavez. Cette année, les travailleurs en plus de faire face aux mêmes grands monopoles alimentaires doivent affronter le puissant syndicat des Teamsters, qui a conclu des ententes avec les boss dans le dos des travailleurs. Au printemps et à l'été dernier, plus de 5,000 grévistes ont été arrêtés et souvent maltraités par la police et les chiens de garde privés des compagnies. Devant cette offensive patronale, les travailleurs ont relancé avec dix fois plus de force leur campagne de boycottage. Dans presque toutes les grandes villes américaines, des comités de soutien sont organisés pour piqueter et soutenir financièrement la lutte. Même certains syndicats locaux des teamsters ont manifesté leur appui! Le slogan des grévistes "**si se puede- cela peut être fait!**" illustre la détermination et la volonté de ces travailleurs, mexicains-américains, philippins, arabes, qui luttent pour la reconnaissance syndicale et des droits minimaux depuis plus de 12 ans.

L'activité de militants socialistes et progressistes est encore peu développée au sein de la classe ouvrière américaine. Souvent, elle est encore limitée à des formes d'intervention extérieures (comités de soutien et autres...). Dans plusieurs usines, des militants socialistes, encore jeunes et inexpérimentés, ne sont pas en mesure de prendre la direction des luttes quotidiennes. Tout au plus tentent-ils à cette étape de se lier aux travailleurs les plus combatifs dans leur organisation de base, les "**Rank & File**" Toutefois, des expériences de liaison plus avancées entre les travailleurs et des militants commencent à se développer. Une expérience à remarquer à ce sujet fut la lutte des travailleurs de "Mead", une usine de transformation de carton à Atlanta en Georgie. Quelques 700 travailleurs, la plupart des noirs, sont sortis en grève sauvage en automne 72, sous la direction d'un comité de base indépendant du syndicat, pour protester contre le racisme et les mauvaises conditions de travail dans l'usine. Ce comité de base, composé des travailleurs les plus combatifs, noirs et blancs, était dirigé par des militants progressistes de la "Ligue d'octobre", une organisation marxiste-léniniste implantée dans le sud et dans l'ouest des Etats-Unis. Le comité de base s'est développé

en opposition directe au syndicat (International Printing Pressman and Assistants Union) dirigé par la fraction privilégiée des travailleurs blancs de l'usine. Les 700 grévistes formèrent un immense comité de grève incluant des représentants d'organisations communautaires et sociales de la population noire d'Atlanta. Malgré l'explication et le travail auprès des travailleurs blanc de l'usine, ceux-ci dans leur majorité ne participèrent pas à la grève et franchirent quotidiennement les lignes de piquetage sous la protection des policiers. Le fait que des militants progressistes soient à la direction de la lutte ne passa pas inaperçu pour la bourgeoisie qui lança une autre chasse aux sorcières contre les "agitateurs étrangers" venus manipuler les bons travailleurs. Cela n'empêcha pas la grande masse des travailleurs de ré-élire à la présidence du comité de grève les militants de la "Ligue d'octobre". Après quelques séances de négociations avec la compagnie, les travailleurs décidèrent finalement de rentrer, malgré le fait que les quelques 35 dirigeants de la grève n'étaient pas réembauchés. L'expérience de cette lutte eut un grand retentissement pour les travailleurs de la région et pour les organisations progressistes. Pour les travailleurs, la formation d'un puissant comité de base regroupant la masse des travailleurs et dirigé par les éléments les plus combatifs et les plus conscients était un pas en avant considérable pour se libérer de l'emprise syndicale et patronale. Pour les militants, l'impact de la lutte a pu permettre une implantation solide et profonde, malgré le fait du congédiement des dirigeants. Après la rentrée, l'emphase des militants a été de rejoindre les quelques 400 travailleurs blancs de l'usine, qui malgré leur racisme et leur incompréhension de la lutte, démontraient eux aussi leur volonté de s'organiser. La lutte de Mead a fait l'objet d'un film, réalisé par des militants progressistes, et qu'on peut obtenir en contactant la "Ligue d'octobre".



le boycottage des produits FARAH

Les luttes, les *rank and file* et les militants progressistes

Depuis les défaites des organisations progressistes des années 60 comme le Parti des Panthères Noires et l'organisation "Progressive Labor Party", de nouvelles organisations progressistes se sont développées en se fixant comme priorité une implantation politique dans la classe ouvrière, dans les entreprises de production et de services. Les militants les plus avancés, au sein d'organisations telles l'"Union Révolutionnaire" et la "Ligue d'octobre" travaillent dans des entreprises pour bâtir la base ouvrière sur laquelle ils pensent construire une organisation politique de la classe ouvrière, un parti communiste. Pour les militants plus avancés, les priorités se dégagent comme suit: 1) construction d'organisations de masses au sein des entreprises à partir des luttes quotidiennes; travail d'organisation et de conscientisation à l'intérieur des syndicats, pour atteindre la plus grande masse des travailleurs. Mise sur pieds de "Rank & File". 2) Développement d'organisations de masse à caractère politique et anti-impérialiste dans les entreprises, regroupant les travailleurs les plus avancés et les plus conscients. La tâche de ces comités de base est de donner une direction plus combative aux luttes, en tentant de montrer le lien entre les luttes de toute la classe. Ces organisations au sein des entreprises sont encouragées à s'unir entre elles pour

sortir du cadre limité de l'usine ou du bureau. 3) Développement d'une avant-garde communiste, avec une formation théorique marxiste-léniniste et des liens étroits avec les masses dans les entreprises et dans les quartiers. Les trois tâches sont vues de façon concurrentes, mais toutefois, la priorité est mise sur la construction d'organisations de masse plutôt que sur la consolidation d'une avant-garde socialiste. Pour les camarades de la "Ligue d'octobre", la priorité immédiate est mise sur un travail dirigé vers les masses plus larges, à l'intérieur des syndicats, et ceci en évaluant la faiblesse et l'isolement relatif des travailleurs plus combatifs et plus avancés dans l'état actuel des forces.

Pour les camarades de l'"Union Révolutionnaire", il faut déjà mettre le paquet sur les organisations plus avancées de travailleurs combatifs. Selon leur conception, il est impératif de consolider politiquement une partie des travailleurs, même si celle-ci est très minoritaire. Il faut éviter selon eux l'erreur des militants progressistes des années 30 qui ont développé des syndicats militants et combatifs, mais ceci au détriment d'un travail d'explication et d'organisation directement politique. (Voir à ce sujet la première partie de notre article).

L'état actuel des pratiques et de la clarification politique est encore embryonnaire. C'est pourquoi malgré les divergences sur le type de travail à faire au sein des syndicats et par rapport aux travailleurs combatifs, les militants révolutionnaires ont plus d'accords que de divergences, et ils développent en pratique une étroite collaboration dans les entreprises et les lieux ou ils sont implantés. Pour eux, il est essentiel de briser l'esprit de secte si caractéristique des forces progressistes des années 60 et encore dominant parmi de nombreux militants progressistes. C'est dans un esprit d'unité et de solidarité dans les luttes que les divergences seront surmontées. Les tâches des militants progressistes américains sont en effet énormes. Ils ont à travailler "au coeur du monstre" comme disait le Che. La classe ouvrière américaine a une grande tradition de luttes, mais elle est aussi profondément imprégnée d'idées et de conceptions réactionnaires, dont sans doute le racisme constitue le plus gros morceau.

Les militants progressistes doivent briser cette subordination idéologique des travailleurs américains en les organisant, dans leurs luttes quotidiennes, et dans une amorce de conscientisation politique. C'est un long et patient travail, souvent extrêmement modeste et sans flambée "spectaculaire", au jour le jour et collé sur les revendications banales et quotidiennes des travailleurs. Et tout en restant "collé" aux travailleurs, les militants doivent introduire cet "élément extérieur", la conscience politique, la conscience que la lutte quotidienne dans l'entreprise n'est qu'une petite partie d'une lutte globale, une lutte de classe contre la bourgeoisie mondiale et son dirigeant actuel, l'impérialisme américain.

En guise de conclusion

Nous venons de faire un survol extrêmement rapide et superficiel sur la réalité de l'organisation ouvrière actuelle aux Etats-Unis. Il ne faudrait pas prétendre à une compréhension globale de cette réalité après les quelques éléments que nous avons pu faire ressortir ici. Quelques éléments généraux, comme les "Rank & File" et certaines luttes plus militantes, sont devenus un peu plus clairs; toutefois, la complexité et la diversité de ces phénomènes dépassent de loin le cadre limité de notre analyse. D'autre part, certains éléments extrêmement importants, comme la question des femmes de la classe ouvrière, la question des contradictions et des rapports de force au sein du mouvement syndical, et bien d'autres, ne sont presque pas touchés. Il ne faut donc voir cette tentative de cerner cette réalité que comme une première étape de notre travail. Nous comptons en effet revenir sur la question du mouvement ouvrier américain, en analysant beaucoup plus sérieusement et profondément certaines expériences. Ce travail pourra sans doute permettre un approfondissement des idées données dans cet espèce de tour d'horizon que nous venons d'accomplir. Comme nous le disions dans notre avant-propos de la première partie, l'analyse des forces d'organisation aux Etats-Unis et la nécessité de développer des liens étroits avec ces forces n'est pas pour nous une tâche secondaire parmi bien d'autres. La question a beaucoup plus d'importance que ce que nous lui avons consacré dans le passé. La révolution au Québec ne viendra pas de l'extérieur, mais toutefois, dans notre contexte nord-américain, nos camarades américains luttent avec nous de l'"intérieur" contre le même ennemi. Leur lutte, et notre lutte sont inséparables.

BIBLIOGRAPHIE

Il serait trop long de lister ici la multitude de brochures et de publications sur le mouvement ouvrier américain actuel. Disons qu'une liste exhaustive de ces publications est en préparation par la librairie progressiste, et qu'on peut en trouver plusieurs, dont celles mentionnées dans les notes, à la librairie. D'autre part, nous conseillons la lecture de journaux militants et progressistes américains, qui donnent beaucoup d'information sur le développement quotidien des luttes ouvrières, dont:

The Guardian, hebdomodaire progressiste indépendant de New York. De loin la meilleure source sur l'ensemble du mouvement ouvrier et progressiste américain: les luttes et grèves, le mouvement syndical, les "Rank & File", le rôle des militants progressistes, etc...

The Call, pour donner le point de vue d'un des groupes les plus avancés dans le travail d'organisation politique de la classe ouvrière américaine, la "Ligue d'Octobre-marxiste-léniniste". Beaucoup d'information et d'analyse sur les luttes ouvrières.

Revolution, mensuel de l'"Union Révolutionnaire". Le point de vue de ces militants marxistes-léninistes sur leur travail et sur la réalité américaine en général.

Enfin quelques journaux locaux, comme le **"Trenton Rank & File"**, le **"Movin on up"** de Cincinnati, le **"Bay Area Worker"** de Californie et le **"Worker"** de New York, tous les journaux produits par des groupes ouvriers locaux de differents villes américaines.

Ces journaux sont disponibles à la librairie progressiste.

numéros précédents encore disponibles

Vol.2, no.1
Pourquoi une revue militante - La formation: une nécessité de tout travail militant - Bilan d'un travail d'organisation politique en usine - Inventaires d'enquêtes politiques en milieu de travail.

Vol.2, no.2
Epuisé

Vol.2, no.3
Les fonds de pension - Le quatrième congrès du P.Q. - Panama

Vol.2, no.4
La lutte sur les frais de scolarité à l'UQUAM - La génération révoltée - L'assassinat d'Amilcar Cabral et les luttes de libération en Afrique - Une évaluation du travail idéologique.

Vol.2, no.5 - SPECIAL SUR LA PROPAGANDE
Lénine: A propos d'une profession de foi - De la propagande - La propagande: rôle, tâches et limites - Le rôle de la propagande dans la construction du parti révolutionnaire

Vol.3, no.1 - SPECIAL
Mobilisation: comprendre la réalité, poursuivre la lutte - Les débuts d'un mouvement socialiste à Montréal

Vol. 3, no. 2
La lutte des femmes dans une usine de carton à Montréal - Deux ans de travail d'un noyau de militants ouvriers et socialistes - L'organisation et la lutte à Firestone - Chili 1973 (1ière partie)

Vol. 3, no.3
La Steel après la lutte—Grève à Shell aux USA sur la santé et la sécurité—Résumé de "Notes sur les contradictions économiques et politiques au Canada et au Québec"—La question nationale et nos pratiques dans la classe ouvrière—Le Xième congrès du PCC—Chili 1973 (2ième partie)—Le Service Social...instrument d'une classe.

Vol. 3, no. 4
La lutte et l'organisation dans les garderies populaires — La femme et la lutte des classes — La surveillance policière des militants progressistes — La lutte à LIP en France — Le mouvement ouvrier américain (première partie).

dans le prochain numéro

Bilan du noyau Service Social

Une enquête dans les ADDS

VIETNAM: une nouvelle étape de la lutte

LOTTA CONTINUA: l'organisation de la révolution

L'histoire du 1er mai

Une assemblée d'évaluation sur MOBILISATION

HALTE A LA REPRESSION EN ESPAGNE

Le 2 mars dernier, le jeune étudiant **Salvador Puig Antich** a été assassiné en Espagne. Un tribunal militaire fasciste l'a condamné à mort. Ce qui vient d'arriver ne constitue pas un fait isolé et ce nom vient s'ajouter à une très longue liste de crimes commis par le Gouvernement de Franco. Ces dernières années, les crimes commis par la répression se comptent par dizaines.

Pour ces raisons, le **Front Révolutionnaire Antifasciste et patriote d'Espagne** (F.R.A.P.), Comité de Canada, vous convoque à une réunion afin de concrétiser cette solidarité. N'oublions pas que des dizaines de Québécois sont morts en Espagne en luttant contre ce même fascisme qui aujourd'hui assassine le peuple.

LIEU: Ecole Lanaudière. **JOUR:** samedi 23 mars. **HEURE:** 7:30 P.M.

FORMULE D'ABONNEMENT

- [ ] $2.50 pour un abonnement individuel d'un an (10 numéros)
- [ ] $_____ pour _____ abonnements collectifs d'un an ($2.50 chacun)
- [ ] $_____ pour les numéros précédents suivants_____
- [ ] $0.50 pour les **DOSSIERS** suivant_____ **TOTAL**_____
- [ ] $5.00 pour_____ abonnements de soutien
- [ ] $5.00 pour_____ abonnements pour l'étranger (par avion)

Abonnement à partir du numéro_____

Faire parvenir votre paiement à: **MOBILISATION**
3902 Ontario est
Montréal 403

Nom_____

Adresse_____

Les endroits où vous pouvez vous procurer **MOBILISATION** sont indiqués au début de la revue.

mobilisation

augmentation du prix de la revue

A partir du prochain numéro, il en coûtera $0.50 pour se procurer **MOBILISATION** et $5.00 pour un abonnement de 10 numéros.

Depuis 5 ans, que la revue existe, les différents groupes qui assumaient la responsabilité de publier la revue ont réussi à maintenir le prix à $0.25, et ce, souvent, en absorbant une partie du déficit.

Cette année, le volume des textes dans **MOBILISATION** a considérablement augmenté (entre 120 et 140 pages dactylographiées à chaque numéro). De plus, la qualité graphique s'ent condérablement améloirée. Tout cela se traduit par des coûts supplémentaires. Ajouté à cela la hausse considérable des coûts du papier, la production de **MOBILISATION** devenait coûteuse.

Jusqu'à date, toutes ces hausses étaient supportées par l'imprimerie commune de l'APLQ et de la Librairie Progressiste qui ont accepté volontiers de contribué à la transformation de la revue au niveau de la production et d'en absorber le déficit. Toutefois, il nous semblait, à **MOBILISATION** qu'il serait dorénavant préférable de répartir cette charge financière entre les lecteurs de la revue et les groupes qui en assurent la parution. Ainsi, il evenait nécessaire de hausser le prix de la revue afin de consolider l'instrument d'échange qu'est **MOBILISATION**, sans compromettre le développement des autres instruments dont l'imprimerie.

★ ★ ★

Toutefois, d'ici le prochain numéro (18 avril), les lecteurs peuvent encore profiter de la possibilité de s'abonner au montant de $2.50 pour 10 numéros.

profitez-en